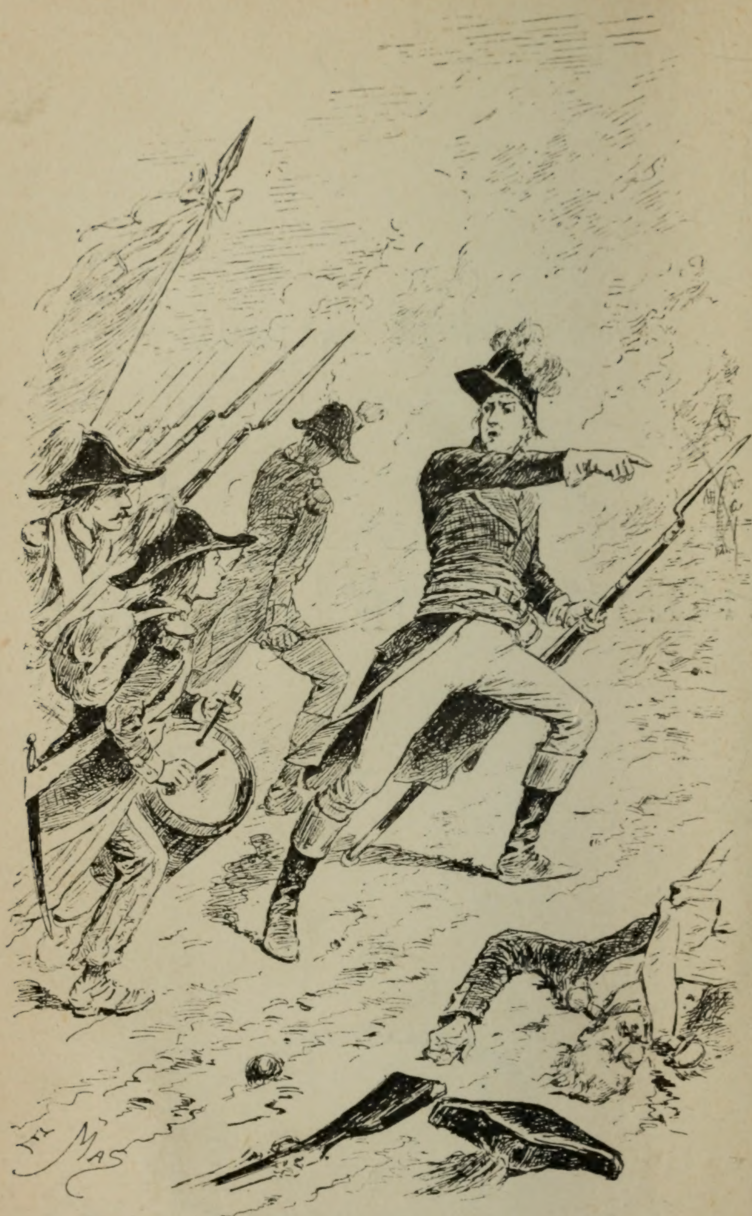

U d'/of OTTAWA
39003001292167

1890

NOS GLOIRES NATIONALES

LES
HOMMES DE GUERRE





Carnot à Watignies.

NOS GLOIRES NATIONALES

LES

HOMMES DE GUERRE

BERTRAND DUGUESCLIN — BAYARD — CRILLON
FABERT — TURENNE — CONDÉ — LES DEUX CRÉQUI
LUXEMBOURG — VAUBAN — CATINAT
VILLEROI — VENDÔME — VILLARS — MARÉCHAL
DE SAXE — CHEVALIER D'ASSAS
LA TOUR D'AUVERGNE — KELLERMANN
CARNOT — MASSÉNA — KLÉBER — CHAMPIONNET
JOURDAN — MARCEAU — HOCHE — DESAIX
LANNES — NEY — DAVOUT — BEAUHARNAIS — BUGEAUD

PAR

BENJAMIN PIFTEAU





PARIS
DELARUE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
5, rue des Grands-Augustins.

I

BERTRAND DUGUESCLIN



Duel de du Guesclin et de Thomas de Cantorbéry.

I

BERTRAND DU GUESCLIN

Le futur connétable de France, un des plus grands hommes de guerre de notre pays, naquit au château de la Motte-Beuvron, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), vers 1314, d'une ancienne famille féodale de Bretagne, connue depuis le XIe siècle.

Bertrand était l'aîné de dix enfants, et l'un

de ses frères, Olivier, l'accompagna dans la plupart de ses expéditions.

Il naquit avec l'esprit batailleur, et, envoyé à l'école, il s'amusait à diviser ses camarades en deux troupes ennemies, pour avoir occasion de frapper à tort et à travers. Son père fut même obligé de le renfermer; mais cela ne servit qu'à lui rendre l'humeur encore plus farouche.

Avec l'âge, cependant, il s'adoucit un peu, et, s'il fut impossible de lui apprendre à lire, il se prêta parfaitement à l'apprentissage des armes, et sans frapper sur son maître. Il fit même de tels progrès qu'à l'âge de seize ans, il eut raison, dans un tournoi donné à Rennes, d'un chevalier qui avait vaincu successivement onze combattants.

Un autre tournoi, donné en 1338, à l'occasion du mariage de Jeanne de Penthièvre, héritière du duché de Bretagne, avec Charles de Chatillon, comte de Blois, fournit au jeune Bertrand l'occasion de se faire connaître au loin. Toute la noblesse de France et d'Angleterre y avait été convoquée, et, naturellement, Renaud du Guesclin, son père, s'y était rendu; mais il n'avait pas cru devoir l'emmener. Que fit alors Bertrand? Il s'y rendit quand même, monté sur une jument de haras, Renaud ayant

pris tous les chevaux propres à un chevalier; seulement, étant sans armes ni équipement, il n'osait entrer en lice, quand une idée judicieuse vint lui permettre d'arriver à son but. Un gentilhomme se retirant vaincu, Bertrand le suivit et lui persuada de lui prêter son cheval, ses armes et son équipement. Revenu ainsi dignement sur la lice, il se la fit ouvrir et demanda à combattre. Au bout de quelques passes, il renversait son adversaire évanoui. Un chevalier se présenta pour remplacer le vaincu, c'était Renaud. Bertrand, qui avait reconnu son père, refusa le combat; mais il le reprit avec douze autres et fut également vainqueur. Dans le dernier combat, un coup de lance lui ayant enlevé la visière de son casque, Renaud, enthousiasmé d'un pareil fils, le porta en triomphe. Enfin, Bertrand reçut le prix du tournoi; mais ce fut pour s'empresser de l'aller offrir au chevalier qui lui avait permis d'entrer en lice, en lui prêtant ses armes et son cheval.

La réputation de Bertrand était faite; mais ce n'était pas seulement dans les tournois qu'il voulait être vainqueur: il lui fallait de vrais combats. Il trouva bientôt l'occasion qu'il cherchait: ce fut la lutte entre Jean de Montfort et Charles de Blois, tous deux compéti-

teurs au duché de Bretagne. Prenant parti pour le comte de Blois, il assista au siège de Vannes, à la tête de vingt hommes d'armes, et il résista toute une nuit à 3,000 soldats anglais. On connaît le résultat de ce siège : Charles de Blois fut vaincu et pris par les Anglais. Celui-ci ayant été mis en liberté, à condition que ses deux fils le remplaceraient comme otages, Bertrand fut un des gentilshommes qui les accompagna en Angleterre, où il fit cette fière réponse à Edouard III : « Nous observerons la trève, si vous l'observez ! »

Revenu en France, Bertrand se mêla à une guerre d'escarmouches et se signala de nouveau. Assisté de trois compagnons d'armes, tandis que son détachement était caché tout près, il alla en costume de bûcheron, avec une charge de bois, frapper à la porte de Fougeray, place au pouvoir de l'ennemi : la porte s'ouvrit, grâce à son déguisement, et, avec ses trois aides, il assomma la garde et força la place à se rendre en appelant son détachement, qui se précipita à sa suite. A quelque temps de là, autre succès encore plus fort. C'était au siège de Rennes, qu'assiégeait une armée anglaise. Escorté d'une centaine d'hommes seulement, Bertrand sortit et pénétra avant le jour dans le camp ennemi, s'empara d'un convoi de deux

cents chariots chargés de provisions et rentra avec sa prise dans Rennes. Ce fut pour Bertrand une occasion de combattre de nouveau seul à seul, comme autrefois dans les tournois. Le général ennemi, le duc de Lancastre, lui envoya un chevalier, Bembro, chargé de le provoquer : Bertrand accepta le combat et tua Bembro. Furieux de ce nouvel échec, qui eut lieu en sa présence, Lancastre donna l'assaut à la ville ; mais notre héros incendia une tour de bois de l'ennemi, enfonça ses troupes et le força à lever le siège.

Cependant, après avoir été armé chevalier de la propre main de Charles de Blois, dans Rennes même, comme récompense de son action d'éclat, Bertrand livra bientôt un nouveau combat singulier. C'était pendant le siège de Dinan, bloqué par le duc de Lancastre (1359). Pendant une trêve convenue, un frère de Duguesclin fut surpris et retenu prisonnier par un chevalier anglais, Thomas de Canterbury, dans le seul but d'insulter notre héros et d'avoir l'occasion de se battre avec lui. « Il a trouvé son occasion, dit du Guesclin ; mais je le ferai repentir de l'avoir cherchée. » Aussitôt, il alla trouver le duc de Lancastre, qui fit venir Thomas de Canterbury, et le duel eut lieu en présence des principaux officiers des

deux camps. Canterbury fut vaincu d'une façon si complète et si honteuse, que le duc de Lancastre crut devoir le chasser de son armée.

A quelque temps de là, du Guesclin reçut du régent, plus tard Charles V (car alors le roi Jean, retenu en captivité à Londres, était encore vivant), une compagnie de cent hommes d'armes avec le gouvernement de la petite place de Pontorson, en Normandie, et il se remit à guerroyer contre les Anglais ; ce qui ne l'empêcha pas de se marier, entre deux combats, avec Tiphaine Raguenel, une des plus riches héritières de Bretagne.

Une trêve avait été bientôt conclue entre les deux partis ennemis, quand Charles de Blois, mal conseillé, et malgré l'avis de du Guesclin, le rompit, et fit celui-ci général en chef. Après avoir débuté dans ce grade en défaisant une partie de l'armée de Montfort au siège de Bécherel, du Guesclin allait livrer une grande bataille, quand l'intervention des évêques amena un traité, qui partageait la Bretagne entre les deux prétendants.

Du Guesclin avait été donné en otage à Montfort ; mais, la lutte ayant recommencé, et notre héros n'étant pas remis en liberté, il s'évada et courut auprès du régent, qui était de-



Du Guesclin incendiant une machine de guerre.

venu Charles V par la mort du roi Jean, son père (1364); le nouveau roi lui confia une armée pour aller combattre en Normandie le roi de Navarre, Charles le Mauvais. La France était envahie de toutes parts et sur le point de succomber. La première question pour Charles V était de devenir maître du cours de la Seine : du Guesclin, aidé de Boucicourt, se chargea de l'œuvre en reprenant Mantes et Meulan, qui étaient en la possession du roi de Navarre.

Résolus de se venger, les Navarrais, pour commencer, se mirent en devoir d'empêcher Charles V d'aller se faire sacrer à Reims; mais ils comptaient sans du Guesclin. Il se précipita au-devant des ennemis avec son armée, et les fit reculer vers Evreux; puis le captal de Buch, qui les commandait, s'étant arrêté à Cocherel, sur un monticule, du Guesclin feignit de fuir; ce qui attira les Navarrais en plaine et leur ôta l'avantage de la position. Faisant alors volte-face, du Guesclin se précipita sur eux et les défit complètement. En récompense de cette victoire, du Guesclin reçut le comté de Longueville, héritage du frère du roi de Navarre.

Cependant, le sort de la Bretagne allait se décider, et du Guesclin prit la plus grande

part à cet événement. A la tête de trois mille hommes que lui confia Charles de Blois, il se rencontra à Auray avec l'armée de Montfort, placé sur une hauteur. Cette fois, malheureusement, l'héroïsme de du Guesclin ne put éviter une défaite. Charles de Blois, qui accompagnait l'armée, fut tué avec un grand nombre de soldats, et du Guesclin, lui-même, jeté à terre, fut fait prisonnier par Jean Chandos, qui lui cria : « Rendez-vous, messire Bertrand : cette journée n'est pas vôtre » (29 septembre 1364).

A la suite de ce combat, la paix fut conclue entre la France et l'Angleterre ; mais si le pays n'avait plus l'étranger à combattre, il avait de nombreux ennemis, encore plus terribles peut-être : c'étaient les *grandes compagnies*, ramassis d'anciens soldats de toutes les nations, qui s'adonnaient au brigandage et parcouraient les provinces en pillant, volant et massacrant. Il fallait s'en débarrasser ; mais comment? du Guesclin, remis en liberté, contre une rançon de 100,000 livres (plus de cinq millions de nos francs), trouva le moyen. Il alla trouver les principaux chefs dans les plaines de Châlons-sur-Saône, où ils avaient établi leur quartier général, et il sut leur persuader de le suivre en Espagne, où, leur dit-il,

ils auraient l'occasion de vivre et de mourir avec gloire en combattant les Sarrasins.

On partit, comme pour une croisade, après avoir reçu de Charles V 200,000 florins d'or (environ deux millions de livres d'alors), et, mettant, en passant à Avignon, le pape à contribution de 100,000 livres, on arriva en Espagne. Du Guesclin avait un double but : débarrasser la France et aller défendre Henri de Transtamare contre son frère, Pierre le Cruel, roi de Castille, qui avait empoisonné sa femme, Blanche de Bourbon, belle-sœur du roi Charles V. Du Guesclin parvint assez facilement à détrôner Pierre le Cruel, et il fit couronner à sa place Henri de Transtamare à Burgos. Malheureusement, les *grandes compagnies* s'étaient livrées, comme auparavant en France, aux plus grands excès, et du Guesclin, repassé en France, le prince Noir, le duc de Lancastre, Chandos et le captal de Buch ne tardèrent pas à rétablir les affaires de Pierre le Cruel, qu'ils remirent sur le trône.

A cette nouvelle, du Guesclin ramena une dizaine de mille hommes, força le passage des Pyrénées et alla rejoindre Henri de Transtamare, qui avait rassemblé environ 100,000 hommes à Navarrète. Il lui conseilla d'éviter une bataille décisive ; mais ce fut en vain :

cette bataille eut lieu (1367). La défaite fut complète : du Guesclin lui-même faillit périr. Il allait être pris, quand il entendit Pierre le Cruel crier : « Point de quartier à du Guesclin ! » Il se jeta sur lui et le renversa d'un coup d'épée sur la tête (les épées avaient alors deux tranchants) ; puis, tendant son arme au prince Noir : « J'ai, du moins, la consolation de me rendre au plus vaillant prince de la terre. » Le captal de Buch, qui était là et à qui le prince Noir venait de confier son prisonnier, dit à du Guesclin : « Eh bien ! messire Bertrand, vous m'avez pris à Cocherel ; mais je vous tiens aujourd'hui. — Oui, répondit du Guesclin ; mais je vous ai pris moi-même, et ici, vous n'êtes que mon gardien. » Enfin, et ce fut le plus grand danger de la journée, Pierre le Cruel, qui n'avait été qu'étourdi, voulut, une fois revenu à lui, assassiner du Guesclin, celui-ci ne dut la vie qu'au prince Noir, qui le protégea et le retint, pour l'envoyer ensuite à Bordeaux.

Du Guesclin était prisonnier depuis quelque temps dans cette ville, quand Henri de Transtamare trouva bientôt le moyen de correspondre avec lui, pour arriver à le mettre en liberté. Il fit surtout agir le prince d'Albret, qui dit un jour au prince Noir : « Il y a des

gens, monseigneur, qui osent mettre Bertrand au-dessus de vous ; il y en a même pour soutenir que la crainte seule vous empêche de lui rendre la liberté. — Je ne crains personne, répliqua le prince Noir, et je ferai taire ces gens-là en mettant tout à l'heure du Guesclin en liberté. » Alors, s'étant fait amener son prisonnier : « Vous êtes libre, lui dit-il : c'est pour vous prouver que je vous estime et que je ne vous crains point. » Du Guesclin remercia le prince Noir ; puis, sachant que Pierre le Cruel n'avait pas rempli ses engagements envers lui : « N'est-ce pas, monseigneur, dit-il, que vous vous repentez d'avoir servi ce traître de don Pèdre ? Puisque je suis libre, je jure que don Henri chassera ce faux prince et remontera sur le trône. Quant à sa rançon (car alors il y en avait toujours une), souvenez-vous, fit-il observer, que je suis un pauvre chevalier. — Eh bien ! dit le prince Noir, vous paierez cent livres seulement. — C'est trop peu ; j'offre cent mille florins d'or. — C'est trop. — Alors, ce sera soixante-dix mille, et je n'en rabattrai rien. — Mais si vous êtes pauvre, demanda le prince Noir, où prendrez-vous ces soixante-dix mille florins ? — Le roi de France et le roi de Castille les trouveront ; d'ailleurs, il y a cent chevaliers

bretons qui vendraient leurs terres pour cela, s'il le fallait. » Bref, on s'en tint à cette somme, et du Guesclin eût pu payer sa rançon le jour même, s'il eût voulu accepter tout ce qu'on lui offrait à la cour même du prince ; mais il ne fit exception que pour les trente mille florins que lui adressa la princesse de Galles (la femme du prince Noir). Il partit : sa route vers Paris fut une fête triomphale, et à son arrivée à la cour, il reçut, d'après les ordres de Charles V, les honneurs souverains.

Du Guesclin, ainsi redevenu libre, ne tarda pas à s'occuper de la mission qu'il s'était donnée de replacer Henri de Transtamare sur le trône de Castille. Aidé par Charles V, qui lui donna des troupes et de l'argent, et par le pape d'Avignon, qui excommunia Pierre le Cruel, il passa pour la troisième fois en Espagne. Pierre le Cruel appela les Maures à son aide. Ce fut alors au tour de l'Afrique mauresque ; mais du Guesclin la vainquit également, et, de nouveau, Pierre le Cruel fut pris. Ajoutons que ce fut à du Guesclin que Henri de Transtamare dut d'être débarrassé de son frère. Il y a là-dessus deux versions : d'après l'une, Pierre, qui avait déjà, comme on l'a vu, voulu assassiner du Guesclin, essaya de le faire dans une entrevue avec le chevalier, qui alors l'é-

tendit mort à ses pieds. Suivant l'autre version, Pierre le Cruel, amené prisonnier dans la tente de du Guesclin et y trouvant son frère, Henri de Transtamare, se jeta sur lui, la dague à la main, et le renversa. Il allait l'égorger, quand du Guesclin saisit Pierre et le jeta sous son frère. Alors, Henri, faisant à Pierre ce que celui-ci avait voulu lui faire, lui enfonça sa dague dans la poitrine, ce qui le rendit tranquille possesseur du royaume de Castille.

Quand du Guesclin rentra de nouveau en France, il avait été fait connétable. Nommé au commandement en chef de l'armée, il chassa les Anglais, qui étaient encore aux portes de Paris, et leur reprit la Normandie.

Ce fut au retour de cette expédition que Charles V le choisit pour parrain de son second fils, le duc d'Orléans (qui devait être le père de Louis XII). Le présent qu'il fit à l'enfant fut son épée, accompagnée de ces paroles :

« Monseigneur, je vous fais présent de cette épée, priant Dieu qu'il vous fasse la grâce et qu'il vous donne tel et si grand cœur que vous soyez un jour aussi preux et aussi bon chevalier que fut oncques roi de France. » Le vœu de du Guesclin devait être exaucé ; malheureusement, il ne suffit pas toujours d'être bon

chevalier pour avoir la victoire, car Louis, duc d'Orléans, fut fait prisonnier par les Anglais et resta quarante ans en leur pouvoir. Nous ajouterons que c'est pendant sa captivité qu'il composa une partie de ses poésies, dont quelques-unes sont des plus touchantes.

Rentrant en campagne, du Guesclin alla avec son armée en Guyenne, il reprit Limoges, Saint-Sever et dix autres villes. Il passa ensuite au Nord et en Bretagne, où Montfort avait appelé les Anglais, et il vainquit si complètement Montfort et ses défenseurs, qu'il réduisit à 6,000 leurs 60,000 hommes de troupes. Enfin, retournant dans le Midi, il força le prince de Galles (c'est-à-dire le prince Noir, qui tenait ce nom de la couleur de son armure) à demander la paix.

Tout n'était pas fini cependant avec Montfort : il était rentré en Bretagne avec une armée anglaise sous les ordres de Lancastre. A cette nouvelle, Charles V cita Montfort à son tribunal, et, sur le refus du rebelle de comparaître, il déclara la Bretagne réunie à la France. Du Guesclin, chargé de faire une vérité de cette déclaration, se rendit en Bretagne ; mais il fut abandonné de ses Bretons et réduit ainsi à l'impuissance. Ses ennemis en profitèrent pour le desservir auprès du roi,

qui eut la faiblesse de croire à une trahison secrète, et du Guesclin crut devoir déposer son épée de connétable, en écrivant (ou en faisant écrire plutôt, car il savait à peine signer) une lettre de justification à Charles V. Celui-ci ne tarda pas à se repentir de ses soupçons, et il envoya un ambassadeur à du Guesclin, le duc de Bourbon, qui lui dit : « Beau cousin, des flatteurs avaient surpris le roi ; mais il vous prie d'oublier tout et de rester à son service, et voilà l'épée de connétable que je vous rapporte de sa part. — Je dois tout aux bontés du roi, répondit du Guesclin ; mais je n'ai garde de m'exposer de nouveau à une disgrâce pareille à celle qui vient de me frapper. C'est trop pour un homme de ma sorte d'avoir été soupçonné une seule fois. Je vais mourir en Espagne, où je porterai le désespoir de n'être pas mort en France un an plus tôt. »

Du Guesclin, emportant son épée de connétable, partit, en effet, pour l'Espagne ; mais, en route, il s'arrêta sous les murs de Château-Randon, qu'assiégeait son ami le maréchal de Sancerre, et il ne devait point avoir la douleur d'aller plus loin. Il avait dirigé plusieurs assauts, et le gouverneur de la place avait promis de se rendre dans un délai de quinze jours s'il n'était pas secouru, quand notre héros

tomba malade. Il mourut avant le délai (13 juillet 1380), et le gouverneur, fidèle à sa parole, vint remettre les clefs de la ville sur son cercueil. Il avait, se sentant mourir, remis à Sancerre l'épée de connétable en lui disant : « Elle m'a aidé à vaincre les ennemis de mon roi ; mais elle m'en a donné de cruels auprès de lui. Je vous la remets et vous jure qu'elle n'a jamais trahi le roi qui me l'a remise. »

Charles V fit enterrer du Guesclin à Saint-Denis parmi les rois, et Charles VI, neuf ans plus tard, lui fit faire de nouvelles funérailles plus magnifiques encore pour témoigner que, s'il lui restait encore quelque chose du royaume de France, il le devait surtout à du Guesclin.

II

BAYARD



Bayard défendant un pont.

II

BAYARD

Pierre du Terrail, seigneur de Bayard, surnommé le *Chevalier sans peur et sans reproche*, naquit au château de Bayard, près de Grenoble, en 1473, d'Aymon du Terrail et d'Hélène des Alleman-Laval, sœur de Laurent des Alleman, évêque du diocèse.

La famille avait brillé sur les champs de bataille, depuis Pierre du Terrail, tué à Poi-

tiers, jusqu'à Aymon, qui avait perdu un bras dans une rencontre.

Elevé à Grenoble, sous la direction de son oncle, le jeune Pierre, qui savait lire et signer fut présenté à l'âge de treize ans au duc Charles de Savoie, qui, charmé de sa bonne mine et de son adresse à manier un cheval, le reçut parmi ses pages, et, quelque temps après, à Lyon, à la suite d'un tournoi, où il s'était fait remarquer, il se vit demander au duc de Savoie par Charles VIII, qui le confia à Louis de Luxembourg, comte de Ligny, toujours comme page.

Bayard avait seize ans et brûlait de faire ses premières armes, quand l'occasion s'en présenta pour lui, un tournoi donné par le sire du Vaudrey. Il résolut d'y paraître ; mais comment se procurer un cheval et des armes? « Et ton oncle? lui dit un de ses amis, Bellabre. -- Pardieu ! tu dis bien, s'écria Bayard : l'oncle est octroyé par nature trésorier à neveu, et ce qu'on prend à moine est bien pris. » Il n'avait pas trop espéré : l'oncle les envoya à son fournisseur, lui et son ami, et, moyennant 400 écus chacun, ils purent faire une entrée magnifique au tournoi. L'oncle du reste, eut lieu d'être content ; car Bayard fut vainqueur de Vaudrey lui-même, avec la

lance, l'épée et la hache d'armes, et, quand il parut la visière levée, il eut une ovation triomphale de la part des dames.

Ce fut pour Bayard la mise hors de page : le comte de Ligny l'admit parmi ses hommes d'armes et l'envoya rejoindre sa compagnie, commandée par Louis d'Ars, à Aire, en Artois avec Bellabre.

Arriva l'expédition d'Italie, par Charles VIII (1493). Bayard en fit partie, et, à la bataille de Fornoue, il eut deux chevaux tués sous lui et conquit un étendart, qu'il offrit au roi. Plus tard, il retourna en Italie, avec Louis XII, qui allait faire valoir ses droits sur le Milanais. Il chargea un jour avec tant d'impétuosité, qu'il entra avec les ennemis dans Milan. Conduit devant le duc, qui lui demanda s'il avait eu la prétention de prendre la ville à lui tout seul, il répondit qu'il s'était cru suivi d'une cinquantaine de ses compagnons, et qu'à son avis, c'était assez. Le duc fut si content de cette répartie de brave, qu'il lui rendit la liberté.

Louis XII continua sa route vers Naples : Bayard le suivit et, en compagnie de son inséparable Bellabre, et de leur ancien capitaine Louis d'Ars, il fit maintes actions d'éclat et contribua surtout à la prise de Canosa sur les

Espagnols (1502). Bientôt nommé gouverneur de Minervino, dans la Capitanate, il rôdait un jour autour de la ville en quête d'aventures avec quelques hommes seulement quand il rencontra une troupe ennemie, commandée par le capitaine espagnol Soto-Mayor. Il mit la troupe en déroute et fit lui-même le chef prisonnier. Il le traita généreusement, ne lui demandant que sa parole de ne pas fuir, et, Soto-Mayor s'étant évadé et ayant été repris, Bayard se contenta de le retenir une quinzaine de jours et le relâcha sur rançon. Toute la reconnaissance de Soto-Mayor fut de se plaindre des mauvais traitements qu'il avait endurés : Bayard le défia en combat singulier et le tua.

A peu de temps de là, Bayard enleva aux ennemis un convoi contenant 15,000 ducats. Comme un officier gascon en réclamait la moitié : « Ne faut-il que 7,500 ducats pour vous rendre vertu et honnêteté ? lui dit-il. Eh bien ! recevez-les ! » Et il distribua le reste aux soldats.

On connaît la fin de cette expédition d'Italie : après la perte de la bataille de Garigliano, on fut obligé de s'en retourner. C'est dans cette retraite qu'eut lieu la glorieuse action de Bayard au pont de Garigliano. « Un jour, arrivé sur les bords du Garigliano, dit un bio-

graphe, le bon chevalier s'était un peu écarté avec Pierre de Tardes, dit Basco, gentilhomme du roi. Tout à coup, il aperçoit une troupe de cavaliers ennemis qui menacent, en passant un pont, de cerner l'armée prise au dépourvu. Tandis que Basco va prévenir les Français, Bayard court à la tête du pont. Les quatre premiers cavaliers qui s'avancent mordent la poussière. Le capitaine espagnol marche l'épée levée sur Bayard, qui le frappe sous l'aisselle et le jette roide mort à ses pieds. » « Alors, comme un tigre échappé, ajoute un autre biographe, il s'accula à la barrière du pont et, à coups d'épée, se défendit si bien, que les ennemis ne savoient que dire et ne cuidoient (pensaient) pas que ce fust un homme mais un diable. » Enfin, il empêcha les ennemis de traverser le pont avant l'arrivée de nos troupes, qui les mirent en fuite.

Bayard continua à se signaler dans la retraite jusqu'à Gaëte, et retourna dans le royaume de Naples, où Louis d'Ars tenait toujours, malgré toutes les forces de Venise. Le pape Jules II, désespérant de pouvoir vaincre Bayard, lui offrit le grade de généralissime dans son armée ; mais le héros lui répondit : « Je n'aurai jamais que deux maîtres, Dieu dans le ciel et le roi de France sur la terre. »

Cependant, il fallut céder au nombre et se retirer. Rentré en France, avec Louis d'Ars, et nommé écuyer du roi, Bayard fut envoyé contre Gènes, qui avait proclamé Maximilien d'Autriche, et il obtint promptement la soumission de la ville (1507).

Deux ans plus tard, Bayard, passé sous les ordres de la Palisse, se signala à la bataille d'Agnadel et décida même de la victoire par une vigoureuse charge avec cinq cents chevaliers.

De là, nous le retrouvons au siège de Padoue. Tout en faisant, comme toujours, des prodiges de valeur, il eut un acte d'humanité rare pour le temps. Un certain nombre d'habitants s'étaient réfugiés dans une grotte, et des soldats français avaient eu la cruauté de les étouffer en faisant brûler de la paille à l'entrée de cette grotte. Bayard fit pendre les coupables et donna à un jeune homme de seize ans, qui, seul, avait échappé à la mort, tout ce qu'avait produit le pillage de la ville.

Le pape batailleur Jules II, dont nous avons déjà eu occasion de parler, voulut bientôt réunir aux états de l'Eglise le duché de Ferrare, et, levant une armée dans le Bolonais, la conduisit lui-même. Bayard, envoyé au secours du duc de Ferrare, tenta d'enlever le pape ;

mais il ne put y réussir. Il prit sa revanche en battant les troupes pontificales qui assiégeaient Bastia di Genivolo ; puis, le duc de Ferrare lui ayant déclaré qu'il songeait à faire empoisonner Jules II, il le menaça de prévenir le pape, ce qui fit renoncer le duc à son lâche projet.

Bayard alla ensuite au siège de Bologne et décida de la prise de la ville ; après quoi il accompagna Gaston de Foix à un mauvais siège, celui de Brescia, où s'étaient refugiés les Vénitiens, et força la ville à se rendre. C'est à ce siège que l'on rapporte une action particulièrement généreuse de Bayard : Ayant été blessé à l'assaut, d'un coup de pique au haut de la cuisse, il s'était fait transporter dans la maison d'un gentilhomme qui s'était enfui, abandonnant sa femme et ses deux filles à toutes les violences des vainqueurs. Comme cette dame le suppliait, il la rassura et fit placer à la porte deux archers, à qui il donna cinq cents écus pour être sûr d'eux. Puis, quelques jours après, prenant congé de la maîtresse de la maison, et celle-ci le suppliant d'accepter en présent un coffret plein d'or : « Combien contient-il de ducats? demanda-t-il. — Deux mille cinq cents seulement, monseigneur, répondit-elle ; mais, si ce n'est pas suffisant, nous ferons nos efforts pour en trouver d'au-

tres. — Non, madame, répliqua le chevalier, je ne veux point d'argent : les soins que vous avez pris de moi sont au-dessus des services que j'ai pu vous rendre. » Cependant, comme la dame insistait, il accepta le coffret ; mais ayant demandé à voir ses filles, et celles-ci étant venues : « Je voudrais bien, leur dit-il, vous témoigner ma reconnaissance ; mais les gens de guerre ont rarement les bijoux convenables à des personnes comme vous. Madame votre mère m'a fait présent de deux mille cinq cents ducats : je vous en donne à chacune mille pour vous marier. Quant aux cinq cents autres, je vous prie d'en faire la distribution aux pauvres. » Et il remit la cassette aux deux jeunes filles.

De retour parmi les siens, Bayard prit une part glorieuse à la victoire de Ravenne, où fut tué Gaston de Foix ; mais, presque aussitôt, l'armée française se vit obligée de se replier sur Pavie, puis d'évacuer cette ville. C'est dans cette évacuation que le chevalier, renouvelant un de ses exploits, réussit, avec trente-six hommes, à arrêter pendant deux heures l'armée ennemie en recevant une blessure à l'épaule.

Bayard était retiré à Grenoble, quand Louis XII, voulant reprendre la Navarre au

roi d'Aragon, l'envoya dans ce pays avec une armée ; mais il ne put parvenir qu'à sauver une partie de ses hommes. Il passa ensuite dans l'Artois, envahi par les Anglais et où Henri VIII, ligué avec Ferdinand le Catholique et Maximilien, assiégeait Térouane avec de grandes forces. Il s'agissait d'abord de ravitailler la place. Bayard s'avança dans ce but à la tête de douze cents hommes, et, ayant rencontré Henri VIII avec douze mille fantassins, il ne put livrer bataille, comme il l'eût voulu, de Piesmes, son supérieur, l'en empêchant ; mais il harcela son arrière-garde et parvint même à lui enlever un des douze canons de bronze qu'on appelait les *douze apôtres*. Enfin, à peu de temps de là, notre armée ayant été coupée par les impériaux et les Anglais, près de Guinegate, et mise en déroute dans cette triste *journée des Éperons*, Bayard réussit à retenir quelques hommes autour de lui et tint bon pendant un certain temps ; mais, cernés de tous côtés et ne voulant pas faire tuer inutilement ses compagnons, il leur conseilla de se rendre. Lui-même, il donna l'exemple et dans des conditions assez curieuses. Courant à un ennemi qu'il voyait assis à l'écart, il lui mit l'épée à la gorge en lui disant : « Rends-toi, ou tu es mort ! — Je me

rends, dit l'homme ; mais à qui ? — Au capitaine Bayard, répondit le chevalier, et c'est lui qui maintenant se reconnaît votre prisonnier. » Maximilien et Henri VIII eurent, d'ailleurs, les plus grands égards pour Bayard. « Le roi mon frère, dit le premier, est bien heureux d'avoir un chevalier tel que vous, et je donnerais cent mille florins par an pour une douzaine de vos pareils. — Je crois, ajouta le second, que, si tous les gentilshommes français étaient comme vous, le siège que j'ai mis devant Térouane serait bientôt levé. » Cela n'empêcha pas que Bayard, voulant s'en aller quelques jours après, l'homme d'armes à qui il s'était rendu lui demanda une rançon. « Vous me devez d'abord la vôtre avant de me demander la mienne, » lui répondit le chevalier. La contestation portée devant l'empereur Maximilien et le roi Henri VIII, ceux-ci décidèrent qu'aucun des deux prisonniers ne devait à l'autre, et Bayard fut autorisé à partir, sous la seule condition que de six mois il ne reprendrait les armes contre eux.

Il n'était encore que capitaine, quand François Ier, en montant sur le trône, le nomma lieutenant général du Dauphiné. Il alla prendre possession de son poste ; mais une nouvelle guerre vint bientôt l'en arracher. Le

roi avait résolu de conquérir le Milanais, et c'était Bayard qu'il avait chargé d'ouvrir le passage en franchissant les Alpes, par le marquisat de Saluces, avec une armée de 3,000 fantassins. Il était à Marignan, où, combattant à côté de François Ier, il eut son cheval tué sous lui. Il sauta sur un autre ; mais un coup d'épée coupa les rênes, et l'animal, qu'il ne pouvait plus retenir, l'emporta au milieu des bataillons suisses. Il ne s'effraya pas pour cela, et, frappant à droite et à gauche, il parvint à se dégager. Alors, se laissant glisser à terre, il se mit à ramper et il eut le bonheur de regagner sain et sauf l'armée française. C'est, on le sait, à la fin de cette bataille que François Ier fut armé chevalier des mains de Bayard. Le héros s'en défendit ; mais le roi lui en donna l'ordre, et il dut obéir. « Sire, dit-il, en frappant du plat de son épée l'épaule de François Ier, à genoux devant lui, sire, autant vaille que si c'était Roland ou Olivier, Godefroy ou Baudouin, son frère ! Vous êtes chevalier ! » Puis, baisant son épée : « Tu es bien heureuse, mon épée, s'écria-t-il, d'avoir à un si vertueux et si puissant roi donné l'ordre de la chevalerie ! Ma bonne épée, tu seras moult bien comme relique gardée et sur toutes autres honorée ! »

A quelques années de là, Charles-Quint

avait envahi la Champagne et mis le siège devant Mézières. C'était la seule place pour défendre la route de Paris ; mais on parlait de la brûler, à cause de sa faiblesse, et de ravager le pays, quand Bayard, déclarant « qu'il n'y avait pas de places faibles où il y a des gens de cœur pour les défendre », courut se jeter dans la ville. Ce fut alors une suite de prodiges de valeur et de résignation. Avec une petite garnison, sans vivres, Bayard résista à l'armée assiégeante, forte de 100,000 hommes, disant gaiement : « Si les vivres nous manquent, nous mangerons d'abord nos chevaux, puis nous salerons et nous mangerons nos varlets. » Heureusement, on n'eut pas à aller jusque-là, grâce à Bayard, qui eut recours à la ruse. Il fit fabriquer des lettres qu'il eut soin de faire tomber dans les mains des impériaux et qui les persuadèrent que la ville était parfaitement approvisionnée et attendait un secours prochain. Il en résulta ce que Bayard espérait : désespérés, ils se retirèrent. Bayard avait sauvé la France. Son entrée à Paris fut triomphale : le Parlement alla à sa rencontre, et le roi lui donna, avec le cordon de Saint-Michel, une compagnie de cent hommes d'armes à commander, honneur réservé jusque-là aux princes du sang.

Cependant, François Ier ayant résolu de reprendre le Milanais, Bayard repassa en Italie avec une armée commandée par l'amiral Bonnivet. Après s'être emparé de Lodi et avoir assiégé Crémone, Bayard fut envoyé, par Bonnivet, occuper le village de Rebuco, non loin de Milan, position impossible à garder. C'est en vain qu'il opposa la plus vigoureuse résistance : il dut battre en retraite, et, Bonnivet, accouru à son secours, ayant été blessé grièvement, c'est à lui seul que revint la tâche de sauver l'armée dans cette retraite. Il était arrivé à la Sésia (30 avril 1524) et la traversait, quand il fut atteint dans le côté d'une pierre lancée par une arquebuse qui lui brisa l'épine dorsale. Il tomba en criant : « Ah ! Jésus, mon Dieu ! je suis mort ! » Le coup était mortel, en effet. Bayard se fit asseoir au pied d'un arbre, le visage tourné vers les Impériaux en disant : « Je n'ai jamais tourné le dos à l'ennemi, je ne veux pas commencer à la fin de ma vie. » Puis, faisant planter en terre son épée, dont la poignée représentait une croix, il se confessa à son écuyer, à défaut de prêtre, et chargea le chevalier d'Alègre de porter au roi le regret qu'il avait de n'avoir pu mieux faire avant de mourir. Enfin, comme l'ennemi approchait, il ordonna à ceux qui l'entouraient de rejoindre

l'armée, et il attendit la mort. Il était ainsi, perdant de plus en plus ses forces, lorsque le marquis de Pescaire, étant arrivé là, le fit mettre sur un lit de camp et fit dresser une tente au-dessus de lui. Bientôt, ce fut au tour du connétable de Bourbon, qui, ayant trahi François Ier pour Charles-Quint, poursuivait notre armée. Il s'arrêta devant Bayard. « J'ai grand regret, lui dit-il, de voir en cet état un chevalier tel que vous. — Il n'y a pas de regret en moi, qui meurs en faisant mon devoir, répliqua Bayard, mais en vous, qui combattez contre votre patrie, votre roi et vos serments ! » Et, sur ces mâles paroles, il eut un long soupir et mourut.

Le marquis de Pescaire fit rendre au héros les honneurs funèbres et transporter son corps à Grenoble. Quant à François Ier, il le regretta profondément, et, après le désastre de Pavie, on l'entendit s'écrier : « Ah ! chevalier Bayard, que vous me faites grande faute ! Ah ! je ne serais pas ici, si vous viviez ! »

III

CRILLON

III

CRILLON

Louis des Balbes de Berton de Crillon naquit à Murs, en Provence, dans l'année 1541. Cadet de famille, il fut fait chevalier de Malte dès son enfance et fit ses premières armes sous le duc de Guise, au siège de la ville de Calais (1557), que les Anglais possédaient depuis deux siècles et qui leur fut reprise. Crillon, qui était entré le premier, reçut du roi (Henri II) un bénéfice, c'est-à-dire les revenus d'un couvent dont le supérieur n'était que le gérant. Ajoutons que, dans la suite, il posséda aussi l'archevêché d'Arles, les évêchés de Fréjus, de Toulon, de Sens, l'abbaye de Sainte-Barbe, etc.

Crillon était à l'affaire d'Amboise, et c'est lui qui défit les conjurés. Il figura ensuite avec

éclat dans toutes les grandes batailles des trois règnes qui suivirent : à Dreux, à Saint-Denis, à Jarnac, à Moncontour, ainsi qu'au siège de Poitiers et à celui de Saint-Jean d'Angély. Il servit même quelque temps sous don Juan contre les Turcs, après la paix de Saint-Germain, et prit une part glorieuse à la bataille de Lépante.

Et toujours c'était avec de grands sentiments humains. Ainsi, à Moncontour, comme un soldat calviniste qu'il allait percer de son épée, se jetait à ses pieds en lui demandant la vie : « Rends grâce à ma religion, dit Crillon, et rougis de ne pas en être; je te donne la vie ! »

Quant au massacre de la Saint-Barthélemy, on connaissait trop la noblesse de son caractère pour lui confier même ses projets, et il blâma hautement ce crime public.

La première affaire où nous retrouvons Crillon est le siège de la Rochelle, où il reçut plusieurs blessures. Puis, il suivit le duc d'Anjou en Pologne, où celui-ci avait été roi, et, au retour, quand le duc d'Anjou vint succéder à son frère Charles IX, sous le nom d'Henri III, il le défendit contre les ligueurs, bien qu'il eût été l'ami du duc François de Guise et qu'il fût celui de son fils, Henri de Guise.



Crillon à l'assaut de la Réole.

Il avait été nommé lieutenant colonel général de l'infanterie française, charge qui fut créée pour lui et supprimée après sa mort. C'est avec ce titre qu'en 1586, il commandait, sous d'Epernon, l'armée royale en Provence; mais cela ne l'empêcha pas de payer de sa personne, et ce fut lui qui monta le premier à l'assaut de la Réole.

Arriva la journée des barricades :

Crillon suivit le roi à Blois, et il offrit de se battre avec le duc Henri de Guise; mais il refusa de tremper dans l'assassinat arrêté par Henri III. Celui-ci l'envoya contre le duc de Mayenne, qui s'avançait sur Blois, et notre héros fut dangeureusement blessé au pont de Tours, qu'il défendit.

Lié d'amitié avec Henri de Navarre, Crillon s'attacha profondément à lui quand il devint Henri IV. Avec son grade éminent, il figura avec éclat à Ivry, au siège de Paris, à celui de Laon, à la prise d'Amiens; puis, il commanda, en 1600, une armée en Savoie, prit le fort de l'Ecluse, Chambéry, Montmélion, etc., et hâta ainsi la conclusion de la paix. Quand Crillon revint à Paris victorieux, Henri IV le proclama le *premier capitaine du monde*. « Vous en avez menti, sire, répliqua Crillon : je ne suis que le second, c'est vous qui êtes le premier! »

Cependant, son âge et ses infirmités l'obligèrent bientôt à prendre sa retraite, et il eut la douleur d'apprendre l'assassinat d'Henri IV, son ami, quand il était impotent et dans l'impossibilité de le venger. Il mourut cinq ans après (1615).

Maintenant, donnons quelques-unes des réparties fameuses de Crillon.

Un jour, il assistait au prêche de la Passion : il se leva tout à coup, et, portant la main à son épée : « Où étais-tu, Crillon ? s'écria-t-il ».

Il était à la suite du jeune duc Henri de Guise, à Marseille, que bloquait une flotte espagnole. Une nuit, le duc imagina de mettre à l'épreuve le courage de Crillon, et, entrant brusquement dans sa chambre et l'éveillant en sursaut, lui annonça que les Espagnols, maîtres du pont, occupaient les principaux points de la ville et que tout était perdu. « Fuyons ensemble, lui dit-il. — Il vaut mieux mourir les armes à la main, » répliqua Crillon en se levant vivement. Et, comme tous les deux descendaient l'escalier et que le duc s'était mis à rire, ce qui apprit la vérité à Crillon : « Jeune homme, dit sévèrement celui-ci en serrant le bras du duc, ne te joue jamais à sonder le cœur d'un homme de bien ! Harnibleu ! si tu

m'avais trouvé faible, je te poignardais sur le champ ! »

Autre mot, et comique, celui-là. Crillon eut un moment la velléité d'apprendre à danser. Or, comme son maître de danse venait de lui répéter plusieurs fois : « Pliez ! reculez ! — Je n'en ferai rien, répondit-il. Crillon ne plia ni ne recula jamais ! » Et il en eut assez de la danse.

Terminons par le billet fameux d'Henri IV : « Pends-toi, brave Crillon ! nous avons combattu à Arques, et tu n'y étais pas ! »

IV

FABERT



Le pas de Suze.

IV

FABERT

Abraham de Fabert naquit à Metz, en 1599. Destiné d'abord à l'église, il montra de bonne heure son goût pour le métier des armes, et, grâce à la protection du duc d'Epernon, il fut admis comme cadet dans une des compagnies du régiment des gardes françaises à l'âge de quatorze ans, puis, cinq ans plus tard, nommé enseigne dans un régiment de Piémont.

A partir de là, Fabert assista à une infinité de sièges et de combats et gagna tous ses grades avec son épée.

Il était au pas de Suze, où il étonna l'armée, par sa valeur et son jugement, et, à la fameuse retraite de Mayenne (1635), on lui dut le salut des restes de l'armée. Les trois années suivantes, il se distingua successivement aux sièges de Saverne, de Landrecies, de Chivasso et de Turin. A ce dernier, il reçut une blessure si grave, que les chirurgiens jugèrent l'amputation nécessaire ; mais, malgré les avis du cardinal de la Valette, qui commandait l'armée, Fabert résista, en disant aux chirurgiens : « Vous ne m'avez pas consulté, et cependant cela m'intéresse, puisqu'il s'agit de ma vie : vous ne m'opérerez pas. Qui aura le gigot aura le reste du corps ; mais, s'il plaît à Dieu, ce ne sera pas encore aujourd'hui. » Et, en effet, il eut la chance d'en revenir, tout condamné à mort qu'il avait été par les chirurgiens.

Remis sur pied depuis quelques années, il prit part au combat de la Marfée, dont il a laissé une relation, puis aux sièges de Bapaume, de Collioure et de Perpignan en y rendant de grands services. Il contribua ensuite à la prise de Porto-Longone, à celle de Piombino,

enfin à celle de Stenay (1654), où il inventa les cavaliers de tranchée et les parallèles reliant entre elles les diverses attaques d'une place, progrès énormes dans la stratégie des sièges.

Disons ici que, vers cette époque, Fabert avait organisé, près de Thionville, des forges de fer qui occupèrent jusqu'à cinq cents ouvriers et furent très utiles.

Précédemment, Fabert, nommé gouverneur de Sedan, avait augmenté et amélioré les fortifications de cette ville, en consacrant une partie de sa fortune à ces travaux. De plus, il eut le premier l'idée de grouper par régiments la cavalerie, qui, jusqu'alors, ne se composait que de compagnies, et il songea à enrégimenter les ouvriers capables de manier les outils qui servaient aux ouvrages militaires, et qui devaient devenir le corps du génie.

Ce n'est pas tout. Aussi habile ingénieur que bon général, Fabert réclamait les missions les plus périlleuses, allant, au risque de sa vie, reconnaître les places qu'on devait assiéger. Cela faillit même lui être fatal au siège de Thionville, où il resta plus de six mois en prison, sans aucun avantage pour l'armée française. Plus heureux à Arras, il s'introduisit dans la place, déguisé en paysan et portant

une hotte chargée de carottes, et revint avec le plan des défenses.

Enfin, n'ayant en vue que les intérêts de la France, Fabert refusa de se mêler aux menées contre Richelieu, repoussant toutes les avances de Cinq-Mars, et contre Mazarin, armant les bourgeois de Sedan et les paysans des environs, pour résister aux tentatives de Turenne, alors partisan de la Fronde.

Pour juste récompense, Fabert, lieutenant-général en 1651, avait vu sa terre de Bourgogne érigée en marquisat en 1650, et reçut le bâton de maréchal en 1658, quand, en 1661, Louis XIV, qui avait pour lui la plus grande estime, lui offrit le cordon de l'ordre du Saint-Esprit : Fabert le refusa. Un des statuts de l'ordre exigeait quatre générations de noblesse et le maréchal, qui n'était qu'à la seconde, ne voulait pas falsifier ses titres, quoique Louis XIV lui eût fait dire que tous ceux qu'il fournissait seraient acceptés les yeux fermés. Ce refus, qui honore Fabert, augmenta encore l'estime de Louis XIV, et il lui témoigna ses sentiments par une lettre où on lit : « Ce rare exemple de probité me paraît si admirable que je vous avoue que je le regarde comme un ornement de mon règne. »

Ce fut le digne couronnement de la vie de

Fabert : il mourut l'année suivante, à Sedan, dont il était toujours gouverneur.

A tout ce que nous avons dit de Fabert, nous devons ajouter plusieurs choses importantes pour sa mémoire. Il était sans pitié pour les pillards, considérant que « le moindre vol est un crime capital dans un homme de guerre, qui est chargé de la sécurité publique ». D'autre part, excellent administrateur, il parvint à rétablir l'agriculture et le commerce dans le pays messin et dans la Champagne, qui dépendaient de son autorité. Enfin, on lui doit le premier essai de l'application du cadastre en France, pour la juste répartition des impôts.

Disons, pour terminer, que Fabert avait un frère, François, mort en 1663, qui se distingua dans divers sièges et reçut le cordon de Saint-Michel, et un fils, Louis, comte de Sézanne, marquis de Fabert, né en 1631, qui devint colonel du régiment de Lorraine et prit part à l'expédition du duc de Beaufort à Candie, où il fut tué dans une sortie, en 1669.

V

TURENNE



Turenne en Alsace.

V

TURENNE

Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne naquit à Sedan, en 1611, de Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, et d'Elisabeth de Nassau.

Il fit ses premières armes dans la guerre de Hollande (1625-1630), sous ses oncles Maurice et Henri de Nassau ; puis il se distingua en

Lorraine et au siège de Mayence, à Saverne, à Landrecies, à Maubeuge. Passé en Piémont, il dirigea cette retraite remarquable où, avec 2,000 hommes, il tint tête à près de 10,000 Espagnols, s'empara des lignes de Casal et contribua à la reddition de Turin.

Il avait été nommé lieutenant général et commandait l'armée en l'absence du duc d'Harcourt, quand il fut envoyé, dans le Roussillon, guerroyer sous les yeux de Louis XIII (1642).

L'année suivante, après la mort de Richelieu et celle de Louis XIII, Turenne fut nommé maréchal de France 1643), par la reine-mère et Mazarin, qui voulaient l'attacher à la cour royale. Envoyé bientôt à l'armée du Rhin, pour réparer les suites du désastre de Tuttlingen, où Rantzau avait été fait prisonnier, il réorganisa l'armée et combattit avec avantage à Fribourg, sous les ordres de Condé ; malheureusement, il fut vaincu à Mariendal, par Mercy (1645). Il est vrai que les troupes que lui avait laissées son général étaient fatiguées et dénuées de tout. Cela ne l'empêcha pas, cependant, de se maintenir en Franconie et de gagner avec Condé la bataille de Nordlingen. Il continua à prendre sa revanche en faisant, avec le Suédois Wrangel, la conquête de la

Franconie, de la Souabe et de la Bavière, et en hâtant ainsi la conclusion du traité de Westphalie (1648), si glorieux pour la France.

Ici, il y a une ombre sur la gloire de Turenne. Malgré le titre qu'il devait à la cour et qui était un engagement pour lui, il se laissa entraîner dans le parti de la Fronde. Alors, signant un traité d'alliance avec le roi d'Espagne, il prit le Catelet, la Capelle et Rethel, s'avança vers la Marne et se dirigea sur Paris dans le but de délivrer les princes révoltés, qui avaient été enfermés à Vincennes. Il échoua toutefois : son armée, composée de soldats de toutes les nations, se débandant, il fut contraint à la retraite ; et, au lieu de faire lever le siège de Rethel, comme il l'espérait, il fut battu par le duc de Praslin (1650).

Revenu enfin, à la suite de cette défaite, à ses sentiments patriotiques, Turenne se réconcilia avec la cour, et, devenu son défenseur, battit, près de Gien (1652), le grand Condé, son ancien allié ; puis, dans le combat du faubourg Saint-Antoine (où se trouvait Mlle de Montpensier, fille de Gaston et cousine germaine du jeune Louis XIV), il le contraignit à s'exiler, et ce fut, grâce à lui, le coup de grâce pour la Fronde.

Deux ans plus tard, envoyé de nouveau contre les Espagnols, avec qui Condé combattait, il gagna les victoires d'Arras, des Dunes et de Valenciennes, qui amenèrent la paix des Pyrénées (1659).

Il avait été nommé maréchal général et il avait abjuré le protestantisme, quand, en 1672, il fut chargé de la direction du corps d'armée que Louis XIV lui-même commandait et lançait contre la Hollande. On sait comment les poètes du temps, à commençer par Boileau, ont chanté le passage du Rhin ; mais il ne faut pas tout à fait s'en rapporter à eux ; en réalité, il n'y eut ni résistance ni danger. Quoi qu'il en soit, le roi ayant quitté l'armée, en laissant le commandement à Turenne, les difficultés commencèrent, et le grand capitaine se vit obligé, avec des forces inférieures, de faire face en Westphalie aux armées combinées des Hollandais, de l'électeur de Brandebourg et des impériaux. Il s'en tira cependant à son honneur : il força à la retraite le fameux Montecuculli, qui commandait les impériaux ; puis, après avoir repoussé l'électeur et lui avoir imposé la paix, il l'écrasa à Sintzhein. Heureux si Turenne n'eût pas cru devoir achever son œuvre par une mesure terrible : la dévastation et la ruine du Palatinat.

Si quelque chose peut atténuer ce souvenir, c'est l'admirable campagne d'Alsace (1674). Turenne avait devant lui une armée allemande de 60,000 hommes. Il se cantonna dans la Lorraine derrière les Vosges, prêt à prendre l'offensive. Louis XIV lui conseillant la prudence, il répondit : « Je connais les forces ennemies, je connais les miennes : je prends tout sur moi. » Alors, au cœur de l'hiver, quand toutes les routes étaient couvertes de neige, et pendant que les Allemands étaient répandus sans défiance dans toutes les villes de l'Alsace, il franchit tout à coup les montagnes, tomba sur les ennemis épouvantés, les culbuta dans trois combats et délivra l'Alsace.

Reçu à la cour comme un sauveur, Turenne se déroba bientôt aux ovations pour reprendre la campagne. Passant de nouveau le Rhin, il porta la guerre en Allemagne même. Il faisait depuis deux mois de la tactique avec Montecuculli, en face de qui il se trouvait de nouveau, quand, attirant son ennemi sur un terrain favorable, il lui livra la bataille de Salzbach, où la France devait perdre le grand capitaine (27 juillet 1675).

Nous laisserons ici parler Mme de Sévigné, et nos lecteurs nous en sauront gré.

« Il (Turenne) monta à cheval, le samedi à

deux heures, après avoir mangé, écrit-elle de Paris, le 28 août suivant, et, comme il avait bien des gens avec lui, il les laissa tous à trente pas de la hauteur où il voulait aller pour observer l'ennemi, et dit au petit d'Elbeuf : « Mon neveu, demeurez là ; vous ne faites que tourner autour de moi, vous me feriez reconnaître. » M. d'Hamilton, qui se trouva près de l'endroit où il allait, lui dit : « Monsieur, venez par ici ; on tire du côté où vous allez. — Monsieur, lui dit-il, vous avez raison ; je ne veux point du tout être tué aujourd'hui ; cela sera le mieux du monde. » Il eut à peine tourné son cheval qu'il aperçut Saint-Hilaire, le chapeau à la main, qui lui dit : « Monsieur, jetez les yeux sur cette batterie que je viens de faire placer là. » M. de Turenne revint ; et dans l'instant, sans être arrêté, il eut le bras et le corps fracassés du même coup qui emporta le bras et la main qui tenait le chapeau de Saint-Hilaire. Ce gentilhomme, qui le regardait toujours, ne ne le voit point tomber ; le cheval l'emporte où il avait laissé le petit d'Elbeuf ; il n'était point encore tombé ; mais il était penché le nez sur l'arçon ; dans ce moment, le cheval s'arrête : le héros tombe entre les bras de ses gens ; il ouvre deux fois deux grands yeux et la bouche, et demeure tranquille pour jamais : songez

qu'il était mort, et qu'il avait une partie du cœur emportée.

« On crie, on pleure ; M. d'Hamilton fait cesser le bruit et ôter le petit d'Elbeuf, qui s'était jeté sur le corps, qui ne voulait pas le quitter, et se pâmait de crier. On couvre le corps d'un manteau, on le porte dans une haie ; on le garde à petit bruit ; un carrosse vient, on l'emporte dans sa tente : ce fut là où M. de Lorges, M. de Roye et beaucoup d'autres pensèrent mourir de douleur ; mais il fallut se faire violence et songer aux grandes affaires qu'on avait sur les bras. On lui a fait un service militaire dans le camp, où les larmes et les cris faisaient le véritable deuil : tous les officiers avaient pourtant des écharpes de crêpe : tous les tambours en étaient couverts ; ils ne battaient qu'un coup ; les piques traînantes et les mousquets renversés ; mais ces cris de toute une armée ne se peuvent pas représenter, sans que l'on en soit tout ému. Ses deux neveux étaient à cette pompe, dans l'état que vous pouvez penser. M. de Roye tout blessé s'y fit porter ; car cette messe ne fut dite que quand ils eurent repassé le Rhin. Je pense que le pauvre chevalier était bien abîmé de douleur. Quand ce corps a quitté son armée, ça a été encore une autre désolation ; et partout où il a passé,

on n'entendait que des clameurs : mais, à Langres, il se sont surpassés ; ils allèrent au-devant de lui en habits de deuil au nombre de plus de deux cents, suivis du peuple ; tout le clergé en cérémonie ; il y eut un service solennel dans la ville, et en un moment, ils se cotisèrent tous pour cette dépense, qui monta à cinq mille francs, parce qu'ils reconduisirent le corps jusqu'à la première ville, et voulurent défrayer tout le train. Que dites-vous de ces marques naturelles d'une affection fondée sur un mérite extraordinaire ? Il arrive à Saint-Denis ce soir ou demain ; tous ses gens l'allaient reprendre à deux lieues d'ici ; il sera dans une chapelle en dépôt, on lui fera un service à Saint-Denis, en attendant celui de Notre-Dame, qui sera solennel. »

On le voit, la mort de Turenne fut un deuil national, et Louis XIV sut honorer dignement le grand capitaine en le faisant enterrer à Saint-Denis, dans les tombeaux des rois.

On connaît la dévastation de ces tombeaux en 1773 : celui de Turenne fut respecté, et son corps, transporté en 1800 à l'Hôtel des Invalides.

———————

VI

CONDÉ



Condé à Rocroy.

VI

CONDÉ

Louis II de Bourbon, prince de Condé, surnommé le *Grand Condé*, naquit à Paris en 1621, et descendait du cinquième fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, Louis Ier de Bourbon, prince de Condé, chef de la maison de Condé, oncle paternel de Henri IV.

Après avoir fait ses premières armes à dix-

sept ans, il reçut, à moins de vingt-deux ans, le commandement des troupes chargées de repousser les Espagnols de nos frontières du Nord. Il se montra digne de la mission qu'on lui avait confiée : il remporta la victoire de Rocroy (1643), qui sauva la France de l'invasion dont elle était menacée, et il couronna cet acte glorieux par la prise de Thionville et de diverses autres places.

Appelé, l'année suivante, à remplacer Turenne dans le commandement de l'armée d'Allemagne, tenue en échec par Mercy, un des grands hommes de guerre du temps, Condé se battit dans la prodigieuse bataille de Fribourg, qui dura trois jours en changeant trois fois de terrain. C'est là, dit-on, qu'il jeta son bâton dans les retranchements ennemis ; mais ce fait paraît être une légende créée après coup ; car aucun de ses contemporains n'en fait mention.

Condé acheva la campagne par l'occupation d'une partie du Palatinat, la prise de Mayence, de Landau et de plusieurs autres places et la victoire de Nordlingen.

Il était devenu prince de Condé, par la mort de son père (car jusque-là il portait le nom de duc d'Enghien), quand, en 1646, envoyé dans les Pays-Bas, il força, après une suite d'opéra-

tions, Dunkerque à capituler, et rendit cette place à la France.

A une année de là, il conduisit une armée en Catalogne ; mais il échoua au siège de Lérida, où il avait fait ouvrir la tranchée au son des violons, suivant la mode singulière du temps. Il ne tarda pas à prendre sa revanche de ces revers en écrasant à Lens la redoutable infanterie espagnole, dont il avait entamé le prestige à Rocroy, et c'est en grande partie à cette campagne qu'on dut le traité de Westphalie (qui, malheureusement, devait amener la guerre de Trente ans).

C'est à son retour que Condé, tombant au milieu des intrigues de la Fronde, et se tournant d'abord du côté de la cour, assiégea et prit Paris ; mais, bientôt, il montra tant d'arrogance que la reine et Mazarin le firent arrêter et enfermer à Vincennes (1650).

Quand, au bout d'un an seulement, il sortit de prison, ce fut avec des idées de vengeance : il rêvait une nouvelle Fronde, le renversement de Mazarin, une souveraineté indépendante du gouvernement de Guyenne, auquel il avait été nommé, et même, dit-on, le trône de France. Tous les mécontents d'alors, les ambitieux, qui en voulaient à la royauté de l'abattement final de la féodalité par Richelieu,

furent pour lui, entre autres les Bouillon, les La Rochefoucauld, les Nemour, les Clermont, les Tavannes.

Fort de cet appui, Condé s'établit à Bordeaux, au siège de son gouvernement, entama des négociations avec l'Espagne, et, après avoir ravagé tout le Midi, au prix de quelques échecs, il marcha sur Paris et livra à Turenne le fameux combat du faubourg Saint-Antoine, où, grâce au canon de la Bastille, tirant sur les troupes royales, il put entrer dans Paris.

C'était, d'ailleurs, la fin de la Fronde. Abandonné par ses amis et serré de près par Turenne, Condé s'enfuit dans les Pays-Bas et alla s'offrir aux Espagnols, qui lui donnèrent un commandement. Alors on eut ce spectacle d'un prince français tournant ses armes contre la France et ravageant nos provinces du Nord. Par une sorte de punition, il eut, d'ailleurs, plus de revers que de succès, et ce fut en vain qu'il mit le siège devant Arras et qu'il seconda don Juan à la bataille des Dunes.

Quand vint la paix des Pyrénées, il dut à Mazarin, qui craignait les projets qu'avait l'Espagne, de créer à Condé une principauté indépendante sur nos frontières du Nord, de rentrer en France en faisant sa soumission, et il

s'en trouva bien, car il fut rétabli dans ses honneurs et dignités.

Cependant, il est presque certain qu'on s'en serait tenu là avec lui, sans les dissentiments qui éclatèrent entre Turenne et Louvois. Profitant de ces dissentiments, Condé se vit charger de la campagne de la Franche-Comté. Il s'y conduisit, au reste, avec honneur et gloire (1688) : il fit en trois semaines la conquête de cette province. De là, il passa en Hollande, avec le commandement de l'un des quatre corps envoyés par Louis XIV, et il y acquit une nouvelle gloire : il fit capituler Wesel et plusieurs autres places, battit le prince d'Orange à Senef et fit lever le siège d'Oudenarde. Enfin, après la mort de Turenne, envoyé en Alsace pour défendre cette province contre Montecuculli, il fut digne de son glorieux devancier (1675).

Ce devait être la dernière campagne de Condé. Atteint de la goutte et déjà vieux, il demanda du repos, et, traité très froidement par Louis XIV, qui ne pouvait lui pardonner sa trahison, il se retira dans son château de Chantilly, et mourut dans un voyage à Fontainebleau, en 1686.

Maintenant, quelques mots d'appréciation. Saint-Simon et d'autres auteurs contemporains

ont accusé Condé d'avoir un orgueil immense et d'être inabordable par son humeur et ses sentiments, et il paraît que ce n'est pas sans beaucoup de raisons; car il était ambitieux, avare, dur et méprisant. Il recherchait la société des grands esprits de son temps ; mais il les traitait tellement mal, que Boileau disait, en sortant d'un entretien avec lui : « Je ne discuterai plus avec M. le Prince quand il aura tort. »

Toutes ces choses et bien d'autres encore sont loin d'être à la louange de Condé; mais la France, toujours généreuse pour ceux qui ont travaillé à sa gloire, ne voit plus en lui, avec Bossuet, son panégyriste, que « le grand Condé ».

VII

LES DEUX CRÉQUI

VII

LES DEUX CRÉQUI

Il y eut deux frères Créqui en réputation sous Louis XIV, en suivant les traces de leur père Charles Ier de Créqui de Blanchefort de Canoples, mort maréchal de France, en 1638.

L'aîné Charles II, duc de Créqui naquit en 1623. Embrassant de bonne heure la carrière des armes, il prit part à de glorieuses affaires : à la bataille de Rocroi, aux sièges de Philipsbourg, de Mayence et d'Oppenheim, à la bataille de Nordlingen, à la prise de Trèves, etc.

Créé duc et pair en 1652, il fut plus tard envoyé à Rome comme représentant de la France. C'est pendant son ambassade qu'eut lieu l'insulte du pape contre les Français de la ville, insulte dont Créqui lui-même faillit être une des premières victimes par une lâche

agression. On sait comment Louis XIV sut venger la France et son ambassadeur par une éclatante réparation du pape.

Revenu en France, Créqui fut nommé gouverneur de Paris en 1670, puis, l'année suivante, ambassadeur en Angleterre.

Il avait renoncé à la vie publique depuis assez longtemps, par suite de l'antipathie du roi contre lui, quand il mourut en 1687, miné par le chagrin.

Cette antipathie, qui avait porté Louis XIV à éloigner constamment Créqui, a une origine assez curieuse, que nous allons rapporter, d'après Lemontey, auteur français, mort en 1826.

« Plusieurs années avant que le nom de Mme Scarron fût parvenu à Louis XIV, dit Lemontey, la cour était à Saint-Germain. On s'occupait alors beaucoup de sorciers et de divination. Le roi ne fut pas, dans la suite, exempt de cette faiblesse ; mais, à l'époque dont nous parlons, il s'intéressait peu à ces jongleries, moins par réflexion que par la légèreté de son âge. Quoi qu'il en soit, il fut instruit que des courtisans qui habitaient l'étage supérieur du château, devaient y faire venir une fameuse devineresse de Paris. Il eut la curiosité de l'entendre, et la société consentit à l'admettre,

bien déguisé, dans son petit sabbat. Quand son tour de consulter fut venu, la sorcière l'envisagea attentivement et lui dit « qu'il était marié mais galant et à bonnes fortunes ; qu'il deviendrait veuf et qu'il se prendrait de passion pour une vieille surannée, de basse condition, qu'il l'épouserait et aurait un tel aveuglement pour elle, qu'elle le gouvernerait et le mènerait toute sa vie par le bout du nez ». Le roi s'échappa, suffoquant de rire et descendit dans son appartement. La première personne qu'il rencontra fut le duc de Créqui avec lequel il vivait familièrement. Il se hâta de lui raconter mot à mot le discours de la sibylle. Tous deux s'égayèrent à l'envi sur l'ineptie de la sorcière, sur la crédulité de ses dupes et sur le bon tour que le roi lui avait joué, faisant, d'ailleurs, l'un et l'autre, les plus plaisants commentaires sur le sort magnifique qu'elle avait promis au monarque. Mais quand, dans la suite, la mort de la reine et l'engouement de Louis XIV pour Mme Scarron eurent réalisé une prédiction si absurde, cette scène bouffonne se représenta sans cesse au roi, humilié. Il n'osa lever les yeux devant Créqui, évita soigneusement sa présence et ne lui adressa plus ni un mot ni un regard. Ce courtisan ambitieux comprit que son malheur était irrépa-

rable, et, précipité au tombeau par le chagrin, il révéla en mourant au pieux Charmel la cause si singulière de son martyre. »

Le second des frères Créqui, François de Créqui, le maréchal de France, naquit en 1624.

Il servit d'abord dans les guerres de Flandre et de Catalogne, puis contre le prince de Condé. Nommé commandant de l'armée du Rhin en 1667, il aida au siège de Lille et prit une grande part à la défaite du prince de Ligue. Trois ans après, comme il venait d'être créé maréchal, il fit la conquête de la Lorraine en quelques semaines.

Bientôt, ayant refusé, par jalousie, de servir sous Turenne, le maréchal fut disgrâcié et exilé (1672). Il ne tarda pas cependant à reparaître à la tête des armées. Il commanda, notamment en 1675, dans une campagne entre la Sambre et la Meuse. Seulement, il n'y fut pas heureux. Surpris et écrasé à Consuebrick par le duc de Lorraine, il se jeta dans la ville de Trèves. Il s'y défendit vaillamment ; mais ce fut en vain, et il se vit faire prisonnier, ayant refusé, on ne sait pourquoi, d'être compris dans la capitulation.

Cela, d'ailleurs, ne lui fit aucun tort ; car, deux ans après, on lui donna le commandement de l'armée d'Allemagne. Il sut recon-

naître cette confiance en refoulant le prince Charles de Lorraine au-delà du Rhin, en l'empêchant de rentrer en Alsace et en hâtant ainsi, par ses succès, la conclusion de la paix de Nimègue.

Enfin, en 1687, il battit deux fois l'électeur de Brandebourg et s'empara de Minden et de plusieurs autres places dont la dernière en date fut Luxembourg.

C'est dans cette même année (1687) que le maréchal mourut, comme il était à peine de retour.

VIII

LE MARÉCHAL DE LUXEMBOURG



Bataille de Steinkerque.

VIII

LE MARÉCHAL DE LUXEMBOURG

François-Henri de Montmorency, duc de Luxembourg, naquit le 8 janvier 1628. Il était le fils du comte de Bouteville, décapité pour un duel fameux qui eut lieu à la place Royale.

Il fit ses premières armes dans la campagne de Catalogne (1645), qui se termina tristement par la levée du siège de Lérida. Comme

par une sorte de compensation, il prit part à la victoire de Lens (20 août 1648), et il s'y distingua tellement, qu'il fut nommé maréchal de camp, malgré son âge de vingt ans.

Dans les guerres de la Fronde, il assista à quantité de combats, particulièrement au siège de Paris, par l'armée royale. Après avoir, ensuite, tâché mais en vain, de délivrer les princes, il alla rejoindre Turenne en Bourgogne, avec le titre de lieutenant général; mais la défaite de Réthel (15 décembre 1650) lui fut particulièrement fatale ; car, abandonné des siens, blessé à la cuisse et enveloppé par l'ennemi, il fut obligé de se rendre. Jeté à Vincennes par Mazarin, il y resta deux mois. La nouvelle fuite de Mazarin l'ayant délivré, il retourna auprès de Condé, délivré par la même cause, et celui-ci lui donna le gouvernement de Bellegarde, en Bourgogne. Assiégé bientôt par le duc d'Epernon et le duc d'Uxelles, il ne put tenir contre les troupes du roi; mais il obtint une capitulation acceptable.

Une troisième fois, il alla rejoindre Condé qui commandait une armée espagnole : on sait comment la campagne se termina, grâce à Turenne, par la prise d'Arras. Quelque temps après, il était à Valenciennes, toujours avec Condé; cette fois, plus heureux, il fit pri-

sonnier le maréchal de la Ferté avec les principaux officiers de l'armée française. L'année suivante, il fit lever, malgré Turenne, le siège de Cambrai. En 1658, à la bataille des Dunes, il vit de nouveau le revers de la médaille et fut fait prisonnier

Rentré en France avec Condé, grâce au traité des Pyrénées (1660), Louis XIV le reçut en grâce, comme tous les chefs de la Fronde.

Il venait de se marier avec une héritière de la maison de Luxembourg, petite fille d'une Montmorency, et de joindre à son nom et à ses armes le nom et les armes de Luxembourg, quand, la guerre recommençant entre la France et l'Espagne, il partit comme un simple volontaire, sous Turenne, qui le recommanda ensuite au roi, ayant pu l'apprécier. Puis, Condé ayant eu une armée, il devint l'un de ses premiers lieutenants généraux. C'est en cette qualité qu'il prit Salins et ses forts, qu'il investit Dôle, dont il facilita la reddition à Louis XIV en personne, et qu'il entra ensuite avec un corps d'armée dans le duché de Luxembourg, et dans celui de Limbourg, qu'il frappa de contributions.

Cependant, la guerre de Hollande ayant été déclarée (1672), Louis XIV confia le commandement d'une armée à Luxembourg, et la prise

que celui-ci fit de quantité de places alla porter la terreur dans les états généraux hollandais. Cependant, il finit par être obligé d'évacuer la Hollande. Sa retraite fut admirable : sorti d'Utrecht avec 10,000 hommes le 15 novembre 1673, il traversa une armée de 70,000 hommes, et arriva à Charleroi le 6 décembre, sans avoir perdu un seul homme, un seul chariot. Aussi Louis XIV, qui regardait Luxembourg comme perdu, déclara-t-il que, bien que celui-ci ne fût pas encore maréchal, il ne servirait plus que dans un commandement en chef. Toutefois, comme le grand Condé venait de prendre celui de l'armée de Flandre, Luxembourg s'estima heureux de servir encore sous lui, et, à la tête de l'aile droite des troupes que lui avait confiée Condé, il prit part, en 1674, à la victoire de Senef.

C'est l'année suivante, après la mort de Turenne, que Luxembourg fut un des huit maréchaux qu'une femme d'esprit, Mme Cornuel appelait *la monnaie de M. de Turenne.*

Il ne paraît pas avoir donné de magnifiques étrennes à sa nouvelle et haute dignité : il laissa prendre Philipsbourg, par l'infidélité des magistrats de Strasbourg, alors ville libre et impériale, qui donnèrent passage au duc de Lorraine.

Il eut sa revanche dans la campagne de 1677. D'abord, il prit Valenciennes et Cambrai et contribua pour beaucoup à la victoire de Cassel, par le duc d'Orléans. Ensuite, le prince d'Orange ayant assiégé Charleroi, il l'obligea à se retirer ; puis, il dirigea la prise de Gand, dont Louis XIV s'empara en personne. Enfin, à Saint-Denis, près de Mons, surpris par le prince d'Orange, il en eut raison.

C'est à son retour, et par l'inimitié de Louvois, qu'il fut mis à la Bastille, impliqué de complicité dans les empoisonnements de la Voisin et de la Vigoureux ; mais il fut absout par arrêt du 14 mai 1680.

Envoyé, malgré tout, en exil, il revint l'année suivante ; toutefois, ce ne fut qu'en 1690 que Louis XIV lui rendit une armée pour la campagne de Flandre. Il se vengea noblement : il gagna la décisive bataille de Fleurus, puis celle de Leuze, et, enfin, malgré une horrible trahison, celle de Steinkerque, la plus meurtrière qu'on eût vue depuis Rocroi.

Avec ses mêmes troupes surprises et victorieuses, Luxembourg battit encore, en 1692, le roi Guillaume, à Nerwinde, où 20,000 morts, parmi lesquels 8,000 Français, restèrent sur le champ de bataille.

C'est à cette occasion qu'on dit qu'il fallait

chanter plus de *De profundis* que de *Te Deum*. Cela n'empêcha pas la cathédrale de Paris d'être remplie de drapeaux, ce qui fit que, Luxembourg s'y étant rendu avec le prince de Conti, pour une cérémonie, celui-ci écarta la foule en disant : « Laissez passer le tapissier de Notre-Dame. »

Le maréchal termina sa glorieuse carrière par la longue marche qu'il fit, malgré les ennemis, depuis Vignomont jusqu'à l'Escaut, près de Tournai. Revenu à Versailles, il y tomba malade, le 31 décembre 1694, et, le 4 janvier 1695, à 7 heures du matin, il expirait.

Un mot du maréchal pour finir. Il était un peu bossu ; ce qui permit un jour au prince d'Orange, furieux, de dire : « Je ne pourrai donc jamais battre ce bossu-là ! — Bossu ! répliqua Luxembourg quand on lui rapporta le propos. Qu'en sait-il ? il ne m'a jamais vu par derrière ! »

IX

VAUBAN



Vauban dirigeant un siège.

IX

VAUBAN

Sébastien le Prestre, marquis de Vauban, naquit à Saint-Léger-de-Foucheret, près de Saulieu, en Bourgogne, le 15 mai 1633.

Resté orphelin tout jeune encore et privé de fortune, il fut élevé parmi les paysans, et son premier et presque son seul maître fut le prieur d'un couvent de Semur, qui, l'ayant

rencontré par hasard et devinant ses dispositions, s'intéressa à lui, le prit à la cure, lui apprit à lire, à écrire et lui donna même une assez bonne teinture des mathématiques, des fortifications et du dessin.

C'est avec ces connaissances que Vauban s'enrôla, à dix-sept ans, dans l'armée du prince de Condé, alors révolté contre la cour et allié aux Espagnols. Fait prisonnier par l'armée royale, après un an de cette guerre aventureuse, le jeune homme eut la chance d'être présenté à Mazarin, qui devina son mérite et lui prépara son glorieux avenir.

Dès 1653, c'est-à-dire à vingt ans, il était assez connu, comme ingénieur, pour être chargé de réparer les fortifications de Sainte-Ménehould. Il servit ensuite, en cette même qualité d'ingénieur, dans les armées de Louis XIV, et il s'acquit assez de réputation pour qu'on le chargeât de préparer les sièges de Landrecies, de Condé, de Valenciennes, de Montmédy, etc., qui furent conduits à bonne fin ; après quoi il s'occupa de la réparation des fortifications de ces places.

Arriva la paix des Pyrénées : ce fut pour Vauban une nouvelle occasion de montrer son talent. On lui confia l'établissement de nouvelles forteresses, et il fit faire à l'art de la for-

tification des progrès si importants, que de ce moment sa réputation de grand constructeur fut assise.

Quand recommença la guerre, Vauban eut la direction de tous les sièges que Louis XIV fit en personne et ceux de la campagne de Hollande. C'est ainsi qu'il fit prendre notamment Lille, Valenciennes, Cambrai et l'*imprenable* forteresse de Luxembourg.

Il avait été nommé brigadier général des armées en 1674, puis commissaire général des fortifications en 1687, et s'était ensuite livré de nouveau, pendant la paix, aux travaux de construction de forteresse, quand, envoyé avec l'armée de Flandre, il prit sous les yeux du roi Mons et Namur, où l'on remarqua, comme une chose extraordinaire, que la perte des assiégés était beaucoup plus forte que celle des assiégeants.

Vauban reprit ses travaux de défense après la paix de Ryswick, puis s'occupa de nouveau des sièges, et avec succès, dans la guerre de succession, et il reçut le bâton de maréchal en 1703.

En somme, il a travaillé à trois cents places anciennes, en a construit trente-trois nouvelles, a dirigé cinquante-trois sièges et s'est trouvé à cent quarante combats. En outre, il

a exécuté une foule de travaux civils, dont quelques-uns de la plus grande importance, comme les canaux de Saint-Omer, de la Bruche et de Neuf-Brisach.

Telle est l'œuvre de Vauban dont les travaux de défense nous ont encore servi dans la guerre de 1870-71.

Nous ne devons pas oublier le consciencieux et magnifique mémoire sur la misère publique en France, concluant à la diminution des impôts, qu'il osa présenter à Louis XIV, ce qui était un double courage.

Il en fut, d'ailleurs, ce qu'il en devait être : Vauban tomba en disgrâce et son mémoire fut condamné.

Enfin, Vauban, « le plus honnête homme de son siècle », suivant la belle expression du duc Saint-Simon, a laissé plusieurs ouvrages sur toutes les parties de l'art militaire, sur la navigation, le clergé, les finances, etc.

Terminons en disant que Vauban mourut en 1707 et que le cœur du grand homme fut porté, en 1708, aux Invalides, en face du tombeau de Turenne.

X

CATINAT



Bataille de Stefforde.

X

CATINAT

Nicolas de Catinat naquit à Paris en 1637 où son père était conseiller au Parlement.

D'abord avocat, il quitta bientôt le barreau, après avoir perdu une cause dont la justice lui paraissait évidente, et il entra dans l'armée. Il était au siège de Lille (1667), où il se distingua si bien que Louis XIV lui donna une lieutenance dans le régiment des gardes.

C'était son premier grade; ce ne devait pas être son dernier, et chacun allait être gagné par une action d'éclat. On le retrouve à Maëstricht, où il fut blessé, puis à la sanglante bataille de Senef, où il le fut aussi. Nous avons vu la brillante campagne où le maréchal de Luxembourg emporta Valenciennes : Catinat se distingua dans cette campagne. Chargé ensuite, et successivement, du gouvernement de diverses places, il reçut, en 1685, le commandement des troupes envoyées en Savoie pour réduire les révoltés, une sorte de sectaires religieux qu'on appelait *barbets* ou *vaudois;* il sut remplir sa mission avec humanité, malgré les ordres rigoureux qu'on lui avait donnés.

Il avait été nommé gouverneur du Luxembourg (1687), quand, l'année suivante, il prit une part glorieuse au siège de Philipsbourg ; ce qui lui valut le grade de lieutenant général. A quelque temps de là, il fut de la campagne contre le duc de Savoie, dans laquelle, déployant de grands talents militaires, il gagna la bataille de Staffarde, enleva successivement toutes les places de la Savoie et du comté de Nice, et termina par la glorieuse bataille de la Marsaille, gagnée sur le prince Eugène et sur Victor-Amédée.

C'est à la suite de cette campagne que Catinat fut créé maréchal de France et chevalier de Saint-Louis.

Il passa ensuite à l'armée de Flandre ; puis, il fut envoyé à la tête de l'armée d'Italie au début de la guerre de la Succession d'Espagne, conjointement avec le duc de Savoie. Est-ce par suite de trahisons de celui-ci, comme Catinat le pensa ? On ne sait. Toujours est-il que la campagne fut assez malheureuse pour Catinat, qui essuya plusieurs revers, notamment à Carpi. Bref, il dut abandonner tout le pays entre l'Adige et l'Adda, et céder la place à Villeroi.

Catinat ne perdit pas pour cela la confiance de Louis XIV, qui lui confia le commandement d'une campagne en Alsace et sur le Rhin. Il fut plus heureux ; mais ce devait être sa dernière campagne. Déjà âgé, il se retira dans sa seigneurie de Saint-Gratien, près de Paris, où il termina sa vie, quelques années après (1712).

Quelques réflexions et quelques anecdotes permettront de juger Catinat comme il le mérite.

S'il fut un instant malheureux comme homme de guerre, il faut dire qu'en revanche, il avait été chargé de missions importantes et s'en

était acquitté avec le plus grand mérite. Quant à son caractère, il était prudent et réfléchi; ce qui lui avait fait donner le surnom de *Père la Pensée* par les soldats. Enfin, ennemi des cabales et de l'intrigue, il n'avait jamais demandé aucun grade ni titre. Ainsi, en 1705, ayant été porté sur une liste de nouveaux chevaliers, il refusa, et, comme des membres de sa famille le lui reprochaient : « Eh bien! leur dit-il, rayez-moi de votre généalogie. »

Voici un autre exemple de la simplicité et de la douceur de Catinat. Un jeune bourgeois, qui chassait près de Saint-Gratien, ayant rencontré le maréchal qu'il ne connaissait pas : « Bonhomme, lui cria-t-il sans se découvrir, je ne sais à qui appartient cette terre, et je n'ai pas la permission d'y chasser ; mais je veux me la donner. » Catinat, qui avait écouté chapeau bas, continuait sa promenade, quand des paysans qui avaient entendu, ayant appris au bourgeois à qui il venait de parler ainsi, celui-ci, confus, courut après le maréchal et lui demanda pardon, en s'excusant sur ce qu'il ignorait sa haute qualité : « Il n'est pas nécessaire de connaître quelqu'un pour lui ôter son chapeau, dit Catinat ; mais oublions cela et venez dîner avec moi. »

Terminons par une réponse magnifique du

maréchal. Un officier, l'ayant, après la bataille de Chiari, entendu donner l'ordre de rallier les troupes et de les ramener contre l'ennemi, lui représenta que c'était les conduire à une mort certaine. « Il est vrai, dit Catinat, la mort est devant nous ; mais la honte est derrière. »

XI

VILLEROI

XI

VILLEROI

François de Neufville, duc de Villeroi, fils du maréchal Nicolas de Neufville, marquis, puis duc de Villeroi, naquit à Paris en 1644.

Elevé avec Louis XIV, il dut à la faveur d'être nommé colonel à vingt ans. Il fit avec ce grade la campagne de Hongrie et fut blessé à Saint-Gothard. Il assista ensuite à la campagne de Flandre et eut part à la prise de Dôle; puis il alla servir sous les ordres de Condé et de Turenne.

Promu successivement maréchal de camp en 1674, et lieutenant général en 1677, Villeroi reprit la campagne et fit preuve d'une grande bravoure au siège de Besançon et à la bataille de Senef; malheureusement si la bravoure est

une gloire, elle ne remplace pas le talent militaire. Cela n'empêcha pas cependant Villeroi de faire partie de la promotion des maréchaux en 1693, et, après avoir reçu, deux ans plus tard, la charge de capitaine des gardes, de se voir, quand arriva la mort de Luxembourg, désigné pour le remplacer à la tête de l'armée des Pays-Bas. Au-dessous de la tâche qui lui incombait, il se laissa enlever Namur par Guillaume III et bombarda Bruxelles sans résultat ; mais Louis XIV averti ne lui en confia pas moins le commandement en chef de l'armée d'Italie dans la guerre de Succession. Le roi ne tarda pas, du reste, à s'en repentir. Battu à Chiari par le prince Eugène et surpris dans Crémone par les impériaux, qui cependant ne purent conserver la ville, le maréchal, pour comble, se laissa faire prisonnier, ce qui fit éclore dans l'armée même ce quatrain ironique que la France chantonna :

Palsembleu ! la nouvelle est bonne,
Et notre bonheur sans égal :
Nous avons conservé Crémone
Et perdu notre général.

Cependant, Villeroi n'était pas assez dangereux pour que l'ennemi le retînt : il lui rendit la liberté bientôt, et Louis XIV, infatigable

dans son amitié, envoya le maréchal dans les Pays-Bas. Vaincu de nouveau à Vignomont (1705), Villeroi le fut encore à la fameuse bataille de Ramillies (1706). Ce fut la dernière occasion que le roi lui donna de se faire battre; mais il ne lui en voulut pas et se contenta de dire à Villeroi au retour de celui-ci : « Monsieur le maréchal, on n'est plus heureux à notre âge. » De plus, pour le consoler sans doute, il le chargea du gouvernement du Lyonnais et, plus tard, il le nomma, par son testament, gouverneur du jeune futur Louis XV, à qui le maréchal devait dire plus tard en lui montrant la foule : « Voyez, sire, ce monde et ce peuple : tout cela vous appartient, vous en êtes le maître ! »

Villeroi remercia Louis XIV mort en vendant ses secrets au régent, qui le fit entrer au conseil de régence et lui donna la présidence du conseil des finances; mais le maréchal ne put se tenir longtemps dans ces hautes fonctions. Ayant osé affecter des craintes hypocrites pour la sûreté du jeune nouveau roi, il fut arrêté et envoyé en exil à son château de Villeroi. Toutefois, cet exil ne fut que momentané, et le maréchal reprit peu à peu son gouvernement du Lyonnais, qu'il garda jusqu'à sa mort, arrivée à Paris en 1730.

Telle est, en résumé, la vie militaire de Villeroi, à qui nous ne donnons place ici que pour faire voir quelles nullités peuvent se glisser à la tête de nos armées.

XII

LES DEUX VENDOME



Vendôme à Villaviciosa.

XII

LES DEUX VENDOME

Il y eut deux Vendôme à la tête de nos armées sous Louis XIV, et leur père, Louis duc de Vendôme (fils de César, duc de Vendôme, enfant naturel d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées), qui y avait été avant eux, fut, après la mort de sa femme, fait prêtre, créé cardinal, et mourut en 1667.

Le premier de ces deux frères, l'aîné, Louis Joseph, duc de Vendôme, connu d'abord sous le nom de duc de Penthièvre, naquit en 1654.

Il prit part à la campagne de Hollande, sous les ordres suprêmes de Louis XIV, et fut blessé à Altenhein. Il passa ensuite en Flandre avec le titre de brigadier (ce que nous appelons maintenant général de brigade), et se distingua aux sièges de Condé et de Cambrai, ce qui lui valut le brevet de maréchal de camp, puis le gouvernement de la Provence.

Promu quelques années plus tard (1688) lieutenant général et chevalier des ordres, il se couvrit de gloire dans quatre campagnes successives, aux sièges de Mons, de Namur, à la bataille de Lens et particulièrement à celle de Steinkerque. Ensuite, envoyé en Italie, sous les ordres de Catinat, il contribua à la victoire de la Marsaille; puis, après avoir reçu le commandement de l'armée de Catalogne, il prit Barcelone (1695). Moins heureux quand il retourna en Italie pour réparer les fautes de Villeroi, il se laissa surprendre à Luzzara par le prince Eugène, et ne put que rendre la victoire de celui-ci incertaine, à force de présence d'esprit et de résolution.

A quelque temps de là, il obtint quelques succès brillants dans le Tyrol et en Piémont:

mais il fit des fautes à Cassano, et, envoyé en Flandre en 1708, il ne sut empêcher la jonction de Marlborough et du prince Eugène et se fit vaincre à Oudenarde. Enfin, chargé d'aller secourir Philippe V, il remporta sa décisive victoire de Villaviciosa ; ce qui lui permit d'effacer ses revers et de terminer d'une façon digne sa vie militaire. En effet, depuis, son nom ne fut plus attaché à aucune affaire, et il mourut deux ans après (1712), dans une expédition de Catalogne, non dans un combat, mais simplement d'une indigestion de poisson, dit Saint-Simon.

Le second des Vendôme, Philippe, dit le Prieur de Vendôme, naquit en 1655. Entré encore enfant dans l'ordre de Malte (c'était un ordre religieux où l'on devait rester célibataire), il fit ses premières armes au siège de Candie, où il donna des preuves d'un grand courage.

Il prit ensuite part à la campagne de Hollande, sous Louis XIV lui-même, puis à celle d'Allemagne, sous Turenne, et, nommé maréchal de camp, il se distingua, comme son frère, au siège de Namur et aux batailles de Lens et de Steinkerque.

Il était devenu grand prieur de France et lieutenant général, quand il concourut aux

victoires de Catinat en Italie et à celles de son frère en Catalogne. Quant à l'affaire de Cassano, il paraît qu'il s'en était tenu éloigné, et c'est la cause pour laquelle il fut disgrâcié en 1706.

Retiré à Rome, il y resta cinq ans ; puis il rentra en faveur, recouvra ses bénéfices et rentra au palais du Temple, siège de l'ordre de Malte, où il termina sa vie dans le faste (1727).

XIII

VILLARS



Villars à Denain.

XIII

VILLARS

Louis Hector, duc de Villars, fils de Pierre, marquis de Villars, qui servit en Italie et en Bretagne, avec le titre de lieutenant général, et de Marie Gigault de Bellefonds, femme de sens et d'esprit, naquit à Moulins en 1656.

Après avoir fait ses études au collège de

Juilly, il entra dans les pages et fit ses premières armes à seize ans dans la campagne de Hollande, où il se distingua au passage du Rhin et à divers sièges, et se fit remarquer par Louis XIV lui-même, qui s'écria en le voyant charger l'ennemi : « On ne peut tirer un coup de fusil quelque part, que ce petit garçon ne sorte de terre. »

Il assista ensuite à la prise du Maëstricht, sous Turenne, et à la bataille de Senef, et fut nommé colonel de cavalerie par le roi ; puis, il fit la campagne de Flandre sous le maréchal de Luxembourg, celle d'Alsace sous Créqui, et se signala de nouveau pas son courage et ses talents militaires.

Arriva la paix de Nimègue, qui le rendit à la vie de cour ; mais, envoyé en ambassade à Vienne, il montra qu'aux talents militaires, il savait joindre ceux de la diplomatie en parvenant à détacher l'électeur de Bavière de l'alliance autrichienne.

Revenu à Versailles, Villars y reçut l'accueil le plus distingué, et Louvois, qui jusque-là n'avait tenu nul compte de lui, le nomma commissaire général de la cavalerie ; puis, envoyé en Flandre, il prit une part glorieuse au combat de Lens, ce qui lui fit donner le

grade de lieutenant général, et il alla seconder le maréchal de Joyeuse sur le Rhin.

De nouveau ambassadeur à Vienne après la paix de Ryswick (1697), il fit preuve d'une grande habileté dans les négociations difficiles qui ne purent éviter la guerre de Succession.

Au début de cette guerre, il fut envoyé en Lombardie, sous Villeroi; mais l'incapacité de celui-ci le détermina à demander à être rappelé. Il ne perdit rien pour cela de son droit à l'avancement et se vit bientôt nommé commandant en chef à l'armée du Rhin (1702). C'est en cette qualité qu'envoyé au secours de l'électeur de Bavière, allié de la France, investi par les Impériaux, il franchit le Rhin à Huningue, à travers mille obstacles, et écrasa le prince de Bade à la sanglante bataille de Friedlingen. Transportés par la valeur qu'il avait montrée, ses soldats le proclamèrent maréchal de France sur le champ de bataille même, et Louis XIV lui en envoya le titre en lui écrivant : « J'unis ma voix à celle de vos braves soldats. »

Continuant dignement la campagne, Villars alla prendre Nancy et Kehl et parvint à opérer sa jonction avec l'électeur de Bavière; mais le caractère irrésolu de ce dernier, la vénalité de ses ministres, qui tous étaient vendus à l'Au-

triche, et le refus qu'on fit de son plan hardi de marcher sur Vienne, déterminèrent bientôt Villars à demander son rappel (1703).

Reprenant la campagne l'année suivante, Villars alla soumettre les Camisards des Cévennes, ce qui lui valut le cordon de l'ordre du Saint-Esprit ; puis chargé de courir les frontières de l'Est, après le désastre de Hochstœdt, il dut reprendre l'offensive dans les campagnes de 1705 à 1707, et, forçant les lignes formidables de Stollhofen, sur la rive du Rhin, près de Strasbourg, il pénétra jusqu'en Franconie et en Souabe.

A son retour, Villars, envoyé en Dauphiné pour prévenir les entreprises du duc de Savoie, fit une heureuse campagne en Piémont, passa de là à l'armée du Nord et livra au prince Eugène et à Marlborough la terrible bataille de Malplaquet (1709), où il fut dangereusement blessé, ce qui permit aux ennemis de reprendre l'offensive et de remporter l'avantage .

Transporté à Versailles, Villars fut comblé de louanges par Louis XIV, qui le fit pair du royaume ; mais l'inaction lui pesait tant, qu'il reprit le commandement de son armée avant d'être guéri et se vit forcé ainsi de le quitter bientôt de nouveau.

Cependant la France, ruinée déjà à moitié par le terrible hiver de 1709, et envahie de toutes parts, allait succomber sous les coups multipliés des ennemis. Louis XIV fit appeler Villars à Versailles et lui dit : « Je vous confie ma dernière armée. Si la bataille est perdue, vous l'écrirez à moi seul. Je monterai à cheval et je passerai par Paris. Je connais les Français : je vous mènerai deux cent mille hommes, et nous vaincrons, ou je m'ensevelirai avec eux sous les ruines de la monarchie. » Villars avait promis de vaincre : il tint sa parole, et la victoire qu'il emporta à Denain sur le prince Eugène sauva la France (1712).

Villars avait complété cette victoire par la prise de Marchiennes, de Douai, du Quesnoy, de Bouchain, etc., quand, après le traité d'Utrech, que l'Autriche n'avait pas accepté, il continua la guerre contre le prince Eugène. Il enleva Spire, Landau, Fribourg, et hâta ainsi la paix de Rastadt (1714).

Arriva la mort de Louis XIV. Villars fut nommé membre du conseil de régence, où il combattit les mesures de Dubois et les opérations de Law ; mais ce fut en vain qu'il demanda le titre de connétable.

Enfin, la guerre de Succession de Pologne survenant, Villars reprit encore une fois les

armes, avec le titre de maréchal général, et il avait fait de rapides conquêtes dans le Milanais, quand il mourut à Turin, en 1734.

XIV

LE MARÉCHAL DE SAXE



Le maréchal de Saxe à Fontenoy.

XIV

LE MARÉCHAL DE SAXE

Hermann-Maurice, comte de Savoie, naquit à Gotzlar (Saxe), en 1696, il était fils naturel de l'électeur de Saxe, depuis roi de Pologne, sous le nom d'Auguste II, et de la comtesse Aurore de Kœnigsmarck.

Elevé par sa mère, qui l'avait fait reconnaître par son père, il était dès sa jeunesse d'une vi-

gueur peu commune, et sa mère disait de lui avec orgueil et naïveté : « Son regard est ferme, il porte haut la tête, il tient à l'honneur, il mange de la soupe et du pain. Tout le monde, en un mot, le trouve charmant. »

Déjà même sa vocation se manifestait, et il demandait, à neuf ans, un cheval et des pistolets, comme nous l'apprend la lettre suivante, adressée à sa mère, avec une orthographe primitive qu'il conserva précieusement toute sa vie : « Ma chère Cadan (c'était le nom enfantin qu'il donnait à sa mère), il n'y a jamais eu goye pareille à celle de voir des assurances d'amour de ma chère Cadan. Je ne songe nuit et jours qua bien a prendre toutes les egesersistes nesesaire pour rendre digne. Ah ! mon Dieu, que neje un bon cheval, la house et les pistoles que ma chère Cadan me fait espérer, afain d'aler au plutôt lui montrer mon courage et de la prier très humble mend de me conserver ses bonnes grase. »

Avec de pareilles dispositions, le jeune futur maréchal ne pouvait moisir dans les écoles. Aussi fit-il dès douze ans ses premières armes. Ce fut dans le corps polonais qui assiégeait Lille (1708). L'année suivante, il était au siège de Tournay, comme adjudant, et il avait un cheval tué sous lui ! Passant en Russie (1710), il

prit part, sous Pierre le Grand, à la prise de Riga, par l'armée russe.

A son retour, il fit, avec son père, la campagne de Poméranie, et il se distingua si bien à Stralsund qu'il fut fait commandant d'un régiment de cavalerie.

C'est avec ce grade qu'après avoir choisi lui-même ses officiers et recruté ses soldats, il se signala en nombre de rencontres, notamment à la bataille de Sadelbusch, où il se conduisit d'une façon si impétueuse, que presque tous ses cavaliers périrent autour de lui.

Rendu au repos par cette bataille, Maurice, qui avait exigé une pension considérable de son père, se jeta dans la vie la plus dissipée. Sa mère crut l'en tirer en le mariant, à dix-huit ans avec Anne-Victoire de Lœben; mais elle n'y réussit pas. Heureusement, les guerres civiles qui déchiraient la Pologne vinrent bientôt le rappeler à l'armée. Il partit à la tête d'une troupe de partisans pour aller combattre des confédérés qui menaçaient le trône d'Auguste II. De plus en plus aventureux, il faillit se faire prendre à Crachnitz avec les débris de sa petite troupe, et il n'échappa qu'en se faisant une trouée avec une vingtaine de cavaliers.

Il rentra à la cour de son père à la suite de

cette campagne ; mais il ne put y rester. Ayant eu une querelle avec le comte de Flaming, il fut disgrâcié. Quelques historiens croient qu'il alla retrouver le prince Eugène devant Belgrade : le fait n'est pas certain.

Quoi qu'il en soit, c'est à quelques années de là, en 1720, qu'il vint en France, où il était déjà connu, et se fit présenter au régent, qui lui donna le titre de maréchal de camp, puis, bientôt, avec l'assentiment de son père, colonel du régiment d'infanterie allemande de Sparre.

Retombé alors dans la vie de plaisirs, il s'en arracha tout-à-coup pour aller chercher des aventures dans le Nord. Le duc de Courlande, déposé par ses sujets révoltés et réfugié à Dantzig, était sur le point de mourir ; or, la Pologne, intriguant pour s'annexer le duché, les Courlandais, dont l'indépendance était menacée, avaient appelé Maurice à leur aide. Il y courut et commença, pour mieux assurer son élection, par faire alliance avec Anne Ivanowna, veuve de Frédéric Guillaume de Courlande, oncle du duc Ferdinand et seule héritière du duché. Cela lui réussit : il fut élu à la diète de Mittau (1726). Mais ce n'était pas tout ; car l'impératrice Catherine de Russie le fit assiéger dans Mittau même. Il se défen-

dit avec opiniâtreté ; seulement, comme il était devenu en même temps l'ennemi de la diète de Pologne, qui le traitait d'usurpateur, il ne put tenir. De plus, Anna Ivanowna, à qui il avait promis le mariage, sans tenir sa promesse (et il pouvait la tenir, puisque son premier mariage avait été cassé), s'était vengée de lui en abandonnant son parti; il en résulta qu'il dut bientôt quitter son duché.

Retiré en France, pendant que celle qu'il avait dédaignée devenait impératrice de Russie, Maurice de Saxe, au milieu d'une nouvelle vie de plaisirs, trouva le moyen de s'occuper de mécanique, faisant construire, avec le chevalier de Folard, un bateau remorqueur que l'on essaya sur la Seine, et de faire relever les fortifications de Dresde.

Arrivèrent la mort de son père, le roi de Pologne, et l'élection de son successeur, Stanislas Lesczinski. L'Autriche et la Russie s'étant liguées contre la France pour faire annuler cette élection, son frère (le fils légitime d'Auguste), le nouvel électeur de Saxe, qui ambitionnait le trône, lui offrit le commandement de son armée ; mais Maurice refusa, pour rester sous le drapeau français. Envoyé alors à l'armée du Rhin, il se signala au siège de Philippsbourg et, nommé lieutenant général,

il combattit jusqu'en 1736. Il essaya ensuite de reconquérir la Courlande : ce fut en vain. Ayant échoué complètement, il revint en France, où il utilisa une partie de ses loisirs à écrire ou à dicter des *Rêveries et notes* (publiés seulement après sa mort, en 1757), singulière composition où il entassa les observations de tout genre qu'il avait faites en France sur les mœurs, les armées, etc., mais où il dit néanmoins des choses excellentes, par exemple quand il demande que tout Français soit soldat.

Cependant, la mort de l'empereur Charles VI (1740) était venue rallumer la guerre, et, la France ayant envoyé en Bohême une armée sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, Maurice de Saxe fut chargé du commandement de l'aile gauche, et prit une part des plus grandes aux opérations. Il emporta d'assaut la ville de Prague, puis Egra et diverses autres places fortes, et il s'honora en empêchant le pillage, chose alors nouvelle et qui parut inouïe. A la fin, quand la nullité du maréchal de Belle-Isle et du duc de Broglie vint forcer l'armée française d'abandonner la Bohême et à reculer jusqu'au Rhin, Maurice, montrant la même supériorité dans la défensive que dans l'offensive, opéra une retraite

savante qui lui permit de ramener son corps d'armée en entier.

Maurice de Saxe venait d'être chargé de courir l'Alsace, quand Louis XV le mit à la tête de l'expédition destinée à replacer le prétendant Charles-Edouard sur le trône d'Angleterre. On sait comment une tempête ayant dispersé notre flotte et une escadre anglaise en ayant bloqué les débris, l'expédition avorta. Maurice n'en reçut pas moins le bâton de maréchal de France (26 mars 1744).

Quelques mois après, une nouvelle campagne s'étant ouverte (sous les ordres suprêmes de Louis XV), le maréchal partagea le commandement effectif de l'armée avec le maréchal de Noailles, et, en moins de six semaines, il se rendit maître de Menin, d'Ypres, de Furnes, et de Courtray. Ajoutons que, laissé dans cette dernière ville, à la tête de l'armée de Flandre, il dut s'y maintenir, pendant que le maréchal de Coigny laissait envahir l'Alsace.

Renvoyé au printemps suivant au commandement de cette armée, il était dans un tel état de souffrance que ses amis voulaient le retenir, particulièrement Voltaire. « Il ne s'agit pas de vivre, répondit le maréchal, il s'agit de partir. » Et il partit ; seulement, comme il

ne pouvait monter à cheval, il se fit traîner dans une petite carriole d'osier. C'est dans cet équipage qu'il parut à Fontenoy et qu'il gagna la bataille, un des plus grands faits d'armes et des plus célèbres de la première moitié du XVIIIe siècle (11 mai 1745).

Le maréchal acheva cette brillante campagne en prenant successivement Tournai, Gand, Bruges, Oudenarde, Deudermande, Ostende, Neuport et Ath.

En récompense, il reçut le gouvernement de l'Alsace, qui valait 120,000 livres de rentes (près d'un million de nos francs) et la propriété du château de Chambord.

L'année suivante (1746), le maréchal, envoyé dans une nouvelle campagne, se rendit maître de Namur, où l'on fit 16,000 prisonniers, battit les Autrichiens à Raucoux, entra à Bruxelles, fit capituler Louvain, Malines et Charleroi, et s'empara de toute la Belgique. Enfin, comme maréchal général, titre que, seuls avant lui, avaient porté Turenne et Villars, il remporta la victoire de Laufeld et prit Berg-op-Zoom, puis Maestricht.

Ayant ainsi glorieusement rempli et couronné sa vie militaire, le maréchal, pour qui Louis XV eut un instant l'idée de ressusciter le titre de connétable, se retira, avec une garde

composée d'un régiment de uhlans que lui avait accordée le roi, à son château de Chambord où il passa ses dernières années à dépenser en un train princier ses rentes colossales, si colossales que, quand il mourut, il avait consacré une petite somme de trois millions (à peu près trente de nos jours) à la visite que lui avait promise Louis XV.

Est-ce à cause de cette situation de fortune que Messieurs de l'Académie voulurent donner un fauteuil au maréchal? On ne sait. Heureusement, il eut plus d'esprit qu'eux : il refusa en donnant ses raisons dans un magnifique billet où il montra bravement l'orthographe de son enfance : « Ils veule me fere de la cademie ; sela m'iret come une bage à un chas. »

C'est dans cette splendide retraite de Chambord que la mort vint trouver le maréchal le 30 novembre 1750. Il était jeune encore, relativement, n'ayant que 54 ans. Aussi, ses dernières paroles furent-elles : « La vie n'est qu'un songe ; le mien a été beau, mais il est court. »

Quant à son genre de mort, Grimm raconte qu'il fut tué dans un duel ; mais le fait est généralement contesté, et l'on croit, d'après le rapport de Senac, son médecin, qu'il fut emporté par une fièvre putride.

Quoi qu'il en soit, sa qualité de protestant empêcha qu'il ne fût inhumé à Saint-Denis ; ce qui fit dire à la reine : « Il m'est bien douloureux de ne pouvoir dire un *De profundis* pour ce général qui nous a fait chanter tant de *Te Deum !* »

Il eut un hommage encore plus expressif après sa mort. Deux grenadiers, en passant à Strasbourg, où un magnifique tombeau, œuvre de Pigalle, lui avait été érigé dans l'église de Saint-Thomas, tirèrent leurs sabres et les aiguisèrent sur le marbre de ce tombeau en s'écriant : « Voilà maintenant des armes invincibles ! »

XV

LE CHEVALIER D'ASSAS

XV

LE CHEVALIER D'ASSAS

Voici un simple capitaine ; mais son action a été assez glorieuse pour que nous lui donnions place ici, parmi les plus grands.

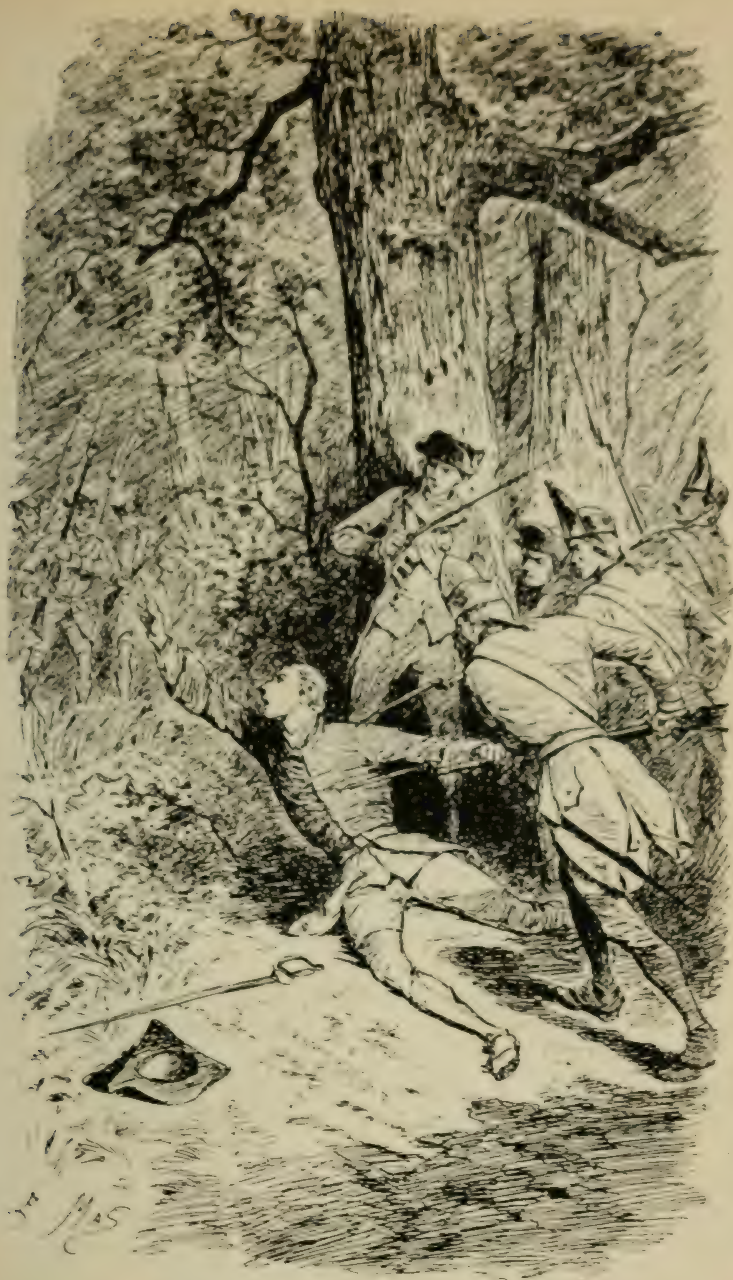
Le chevalier Louis d'Assas naquit au Vigan, dans les Cévennes, le 28 août 1733, d'une famille de petite noblesse.

Entré tout jeune dans l'armée, il était parvenu au grade de chasseur du régiment d'Auvergne, quand il prit part, dans les guerres du Hanovre, en 1760, à l'affaire de Clostercamp, où son corps se fit hacher, et où il reçut la mort dans des conditions mémorables.

C'était dans la nuit du 15 au 16 octobre. Entré dans un bois pour le fouiller, de peur de surprise, il est tout à coup environné de

soldats ennemis, qui lui mettent la baïonnette sur la poitrine et le menacent de mort s'il jette un seul cri d'alarme ou d'avertissement. N'écoutant que son dévouement à la patrie, il se sacrifie au salut de l'armée en jetant ce cri fameux pour avertir les Français : « *A moi, Auvergne! ce sont les ennemis!* » Et il tombe percé de coups.

Cette mort sublime était passée inaperçue, lorsque Voltaire, après l'avoir signalée dans une lettre au duc de Choiseul, la mit en lumière, l'année suivante, dans son *Précis du règne de Louis XV*. Plus tard, en 1777, comme on en parlait devant Marie-Antoinette, elle s'étonna qu'une pareille action fût restée sans récompense et chargea quelqu'un d'écrire au baron d'Assas, frère aîné du chevalier, pour l'engager à lui adresser un Mémoire. Le baron ne manqua pas de suivre ce conseil et même d'en profiter pour demander de l'avancement pour ses fils et l'autorisation de joindre à son nom celui de *Clostercamp*. Bref, le roi lui-même s'occupa de l'affaire, et, après délibération en conseil, on créa pour la famille une pension héréditaire de mille louis (24,000 livres), reversible à perpétuité aux aînés du nom. Voici un passage des lettres patentes datées du 8 octobre 1777, créant cette pension, pas-



Le chevalier d'Assas.

sage qui constate officiellement l'action glorieuse du chevalier d'Assas.

« Louis, par la grâce de Dieu, etc...

« De toutes les grandes actions que l'histoire a immortalisées, aucune n'est au-dessus de l'héroïsme avec lequel le sieur Louis, chevalier d'Assas, capitaine de chasseurs au régiment d'Auvergne, s'est dévoué à la mort. La nuit du 15 au 16 octobre 1760, le prince héréditaire de Brunswick voulut surprendre à Clostercamp, près de Wesel, un corps de l'armée française, commandé par le marquis de Castries. Le chevalier d'Assas, en marchant à la découverte pendant l'obscurité, tombe dans une embuscade ennemie. Environné de baïonnettes prêtes à le percer, il peut acheter sa vie par son silence ; mais l'armée va périr si elle ignore le danger qui la menace. Il crie à haute voix : « *A moi, Auvergne ! ce sont les ennemis !* » et, dans l'instant, il tombe percé de coups. Si cette mort glorieuse l'a dérobé à notre reconnaissance, nous pouvons, du moins, en faire éprouver les effets à son frère, etc. »

XVI

LA TOUR D'AUVERGNE



Mort de La Tour d'Auvergne.

XVI

LA TOUR D'AUVERGNE

Théophile Malo Corret de La Tour d'Auvergne, surnommé le *Premier grenadier de la République*, naquit à Carhaix (Finistère) le 23 novembre 1743, d'une branche bâtarde de la famille de Bouillon, à laquelle appartenait Turenne.

Il fit d'excellentes études au collège de

Quimper, et, à vingt-trois ans, le 3 avril 1767, il entra dans les mousquetaires noirs. Passé au régiment d'Angoumois avec le grade de sous-lieutenant, il était promu capitaine en 1779.

A la guerre de l'indépendance des États-Unis, il sollicita la faveur d'aller offrir son épée à Washington, mais ne put obtenir que de servir d'une façon indirecte la cause de l'Amérique, en se rendant, comme simple volontaire de l'armée espagnole, au siège de Mahon, pour combattre contre les Anglais. Ses premières actions militaires furent éclatantes. Il mit le feu à un navire anglais, sous le canon même de la place, et, une autre fois, on le vit aller, sous une grêle de balles, chercher un de ses camarades tombé blessé sur un Anglais, le charger sur ses épaules et le rapporter aux avant-postes.

A la suite de ces hauts faits, le duc de Crillon lui offrit le commandement des volontaires ; mais il refusa cette offre, ainsi qu'une pension de 3,000 livres qui lui était proposée de la part du roi d'Espagne.

La paix de 1783 ramena La Tour d'Auvergne en France, où il reprit son service dans le régiment d'Angoumois, tout en se livrant à des études sur les antiquités gauloises et sur les

langues celtiques, de concert avec le savant Le Brigant, son ami.

Arriva la Révolution. La Tour d'Auvergne en adopta les principes avec chaleur, et, comme son colonel et les autres officiers venaient un matin pour l'engager à aller avec eux rejoindre l'armée de Condé : « Je m'étonne, répondit-il à son chef, que vous soyez assez hardi pour me faire une aussi infâme proposition. Prenez tel parti qu'il vous plaira : je ne me règle point sur les autres, et toute l'armée émigrerait, que je n'émigrerais point. »

Il resta, et fit la campagne de 1792 dans l'armée des Alpes, avec sa valeur ordinaire, entrant le premier dans Chambéry, à la tête de sa compagnie. Envoyé l'année suivante à l'armée des Pyrénées-Orientales, prête à entrer en Espagne, il en fut comme l'âme. Simple capitaine, il était appelé par ses chefs dans leurs conseils, et, comme il refusait un grade supérieur, on imagina de mettre sous ses ordres toutes les compagnies de grenadiers, environ 8,000 hommes ; ce qui, par le fait, assimilait La Tour d'Auvergne à un général.

C'est dans ces conditions qu'à la tête de ses grenadiers, le *Premier grenadier de la République* s'empara de la Bidassoa, enleva la fameuse Maison crénelée, prit le fort d'Irun,

délivra le port de Sébaste, emporta vingt-sept redoutes en échelons, rendit enfin ses droits à la Biscaye.

Il lui arriva même d'obtenir la victoire sans combat, par des prodiges d'audace. Un jour, en 1793, comme il s'agissait de prendre pied dans le val d'Arau, La Tour d'Auvergne surprend l'ennemi rangé sur la plate-forme d'une église, le fait coucher en joue, lui ordonne de mettre bas les armes, et, sous le prestige de son nom, il est obéi. Il en fut de même à la Maison crénelée. Pendant que les grenadiers tenaient leurs fusils braqués vers les créneaux, La Tour d'Auvergne alla frapper à la porte à coups de pieds et même à coup de tête, en vrai Breton, criant aux Espagnols qu'il allait les brûler vifs; ils se rendirent. A Saint-Sébastien, fort situé au milieu de la mer, ce fut bien autre chose encore. Se jetant dans une barque, La Tour d'Auvergne s'en alla carrément sommer le commandant espagnol de rendre le place, s'il ne voulait pas qu'elle soit bombardée. Celui-ci est terrifié; mais il dit qu'il ne peut rendre son fort avant qu'on ait tiré dessus : « Bien ! » répond La Tour d'Auvergne. Il va retrouver ses grenadiers, fait tirer le seul canon de campagne qu'il ait, et cinquante canons de siège y répondent. Va-t-il

revenir pour cela sur son plan ? Non : il retourne au fort, et le commandant se rend !

Et quelle audacieuse chance aussi au milieu des balles ! Vingt fois son chapeau, qu'il avait l'habitude de porter sous son bras pendant le combat, comme pour saluer la mort, fut criblé par le feu de l'ennemi, sans que jamais il eût la moindre blessure. C'est au point que ses grenadiers disaient qu'il avait le don de *charmer les balles !*

Cependant, arriva le décret qui excluait les nobles de l'armée. La Tour d'Auvergne n'en conserva pas moins son commandement, et c'est un honneur pour la Convention d'avoir respecté un homme comme lui. Il y a plus : un représentant s'offrit pour lui faire obtenir ce qu'il voudrait, et il eut même à cette occasion un mot admirable de simplicité et de désintéressement. « Etes-vous bien puissant ? demanda-t-il au représentant. — Sans doute, répondit celui-ci — Eh bien ! faites-moi avoir... — Quoi ? — Une paire de souliers. » Et il montra ses chaussures, qui allaient bientôt le quitter.

Enfin, après la paix de Bâle, La Tour d'Auvergne put un peu aller se reposer à Bayonne, en terminant son ouvrage sur les *Origines gauloises*.

Cependant, voulant revoir sa chère Bre-

tagne, il s'embarqua sur un navire marchand qui faisait voile vers Brest. On allait arriver au port lorsqu'on fut capturé par un corsaire anglais. La Tour d'Auvergne est jeté à fond de cale, ce qui n'empêche pas les Anglais de l'appeler encore « monsieur le chevalier ». — « Appelez-moi citoyen, dit-il : je suis plus fier de l'être depuis que je suis parmi vous. » Arrivé en Angleterre, il fut enfermé dans une prison où il trouva des soldats français qui enduraient toutes les privations. Il releva leur courage, et, un jour, des soldats anglais ayant tenté d'enlever la cocarde aux prisonniers, il enfila la sienne au bout de son épée et menaça de résister jusqu'à la mort ; ce qui retint les Anglais.

Délivré par un échange de prisonniers, en 1797, La Tour d'Auvergne revint en France, et, comme il avait plus de trente ans de service, il prit sa retraite. A cette occasion, le ministre de la guerre lui fit offrir 1,200 livres pour les arrérages de sa solde ; mais, bien que très pauvre, il ne voulut prendre que 120 livres, disant qu'il reviendrait quand il aurait besoin d'argent. C'est aussi à cette époque que son parent, l'ex-duc de Bouillon, qui lui devait la conservation de ses biens et peut-être la vie, voulut lui faire accepter la terre de Beaumont-

sur-Eure. « Je vous remercie, citoyen, dit-il simplement ; mais je n'accepte pas. » Et ce fut en vain que Bouillon insista, ce jour-là et dans la suite.

La Tour d'Auvergne se retira alors dans la solitude avec Le Brigant, pour continuer ses études et ses travaux dans une médiocrité dorée par l'amitié.

Un sentiment superbe vint l'arracher à sa retraite. La réquisition allait enlever à Le Brigant son cinquième fils. Malgré son âge, La Tour d'Auvergne n'hésita pas : il s'offrit à remplacer le jeune homme. Cette substitution acceptée par son ami et par le ministre de la guerre, il alla rejoindre en Suisse l'armée de Masséna. Replacé à la tête des grenadiers, toujours avec le grade de capitaine, il prit part à la bataille de Zurich et fit prisonnier un régiment russe.

A son retour à Paris, après la campagne, le Sénat le désigna pour un siège au Corps législatif ; mais il refusa en disant avec sa simplicité habituelle : « Où servirais-je la République plus utilement qu'à l'armée ? » Et il alla rejoindre ses grenadiers à l'armée du Rhin. C'est là qu'il reçut de Carnot, ministre de la guerre, la lettre admirable par laquelle ce grand citoyen lui annonçait que, sur sa proposition, le pre-

mier consul l'avait nommé, par brevet, *Premier grenadier de la République* et lui avait décerné un sabre d'honneur. La Tour d'Auvergne accepta le sabre d'honneur, mais il ne voulut jamais le porter que dans les combats. Quant au titre de *Premier grenadier de la République*, que lui a conservé la postérité, il le refusa en disant qu'il était trop jaloux de conserver ses droits à l'estime des valeureux guerriers et à leur amitié, pour consentir à s'aliéner leur cœur en blessant leur délicatesse.

Nous arrivons, hélas! à la dernière campagne du héros. Comme il avait le pressentiment de sa fin prochaine, il solda d'avance une pension de 600 livres qu'il s'était imposée en faveur d'une femme tombée dans l'infortune; dit adieu en pleurant à ses amis et se rendit à son poste. Six jours après (27 juin 1800), il combattait à la tête des grenadiers de la 46e demi-brigade, sur la hauteur en arrière d'Oberhausen (Bavière), quand il tomba, sans proférer une parole, frappé d'un coup de lance au cœur.

Ce fut pour ses grenadiers comme s'ils avaient été frappés du même coup. Ils ne songent plus à défendre leur vie, et déjà l'ennemi se croit vainqueur. Soudain, l'un d'eux, sou-

levant le corps du héros, s'écrie : « Il ne faut pas que celui qui n'a jamais tourné le dos à l'ennemi durant sa vie le lui tourne après sa mort ! » Et, tous reprenant l'offensive, ils culbutent l'ennemi au pas de charge.

Quant au général Dessoles : « Non, grenadiers, s'écria-t-il, non, La Tour d'Auvergne n'est pas mort ! vous le verrez toujours à la tête de la 46e ! » Et aussitôt, au nom du général en chef, il publia l'ordre du jour suivant :

« ORDRE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DU RHIN.

« Mes camarades,

« Le brave La Tour d'Auvergne a trouvé une mort glorieuse. Les soldats à la tête desquels il combattit lui doivent un témoignage solennel de respect et d'admiration.

« En conséquence, le général en chef ordonne :

« 1° Les tambours des compagnies de grenadiers de toute l'armée seront pendant trois jours couverts d'un crêpe noir ;

« 2° Le nom de La Tour d'Auvergne sera conservé à la tête du contrôle de la compagnie de la 46e demi-brigade, où il avait choisi son rang. Sa place ne sera point remplie ;

« 3° Il sera élevé un monument sur la hau-

teur, en arrière d'Oberhausen, au lieu même où La Tour d'Auvergne a été tué ;

« 4° Ce monument, consacré par ses vertus et son courage, est mis sous la sauvegarde de tous les pays.

« DESSOLES,

« *Chef de l'État-major général.* »

Cet ordre fut exécuté. Depuis, et jusqu'en 1844, chaque jour, quand on faisait l'appel dans la compagnie des grenadiers, l'officier criait ! « *La Tour d'Auvergne !* » et le porte-drapeau répondait : « *Mort au champ d'honneur* ! » et l'on voyait les larmes rouler sur les joues et les moustaches de ces vieux soldats.

Le monument funèbre de La Tour d'Auvergne, élevé par ordre du général Moreau, compatriote et ami du héros, fut consacré le 21 août 1800, et l'on grava sur la pierre un seul nom : LA TOUR D'AUVERGNE.

Plus tard, enfin, en 1841, sa ville natale, Carhaix, lui éleva une statue.

XVII

KELLERMANN

XVII

KELLERMANN

François-Christophe Kellermann naquit à Strasbourg en 1735.

S'étant enrôlé en 1752, il fit la guerre de Sept ans. Envoyé ensuite en Pologne avec le petit corps chargé de seconder la confédération de Bar, il se distingua au combat de Cracovie, et, revenu en France, il fut nommé lieutenant-colonel en 1784 et maréchal de camp l'année suivante.

Survint bientôt la Révolution. Kellermann en embrassa les principes avec ardeur, et reçut, en 1791, le commandement des troupes de l'Alsace. C'est dans ces conditions qu'il parvint à déjouer les intrigues des émigrés sur cette frontière et à empêcher les Autrichiens d'envahir l'Alsace et la Lorraine.

Nommé général en chef de l'armée du Centre, en août 1792, et ayant reçu l'ordre de rejoindre Dumouriez pour repousser les Prussiens de la Champagne, il opérait sa jonction le 19 septembre, et, dès le lendemain, il livrait bataille aux alliés sur les hauteurs de Valmy. Agitant son chapeau au bout de son sabre, au cri de : « Vive la nation ! » il entraîna, dans un élan d'enthousiasme, les jeunes troupes de la République, qui enfoncèrent les troupes ennemies et décidèrent de la victoire; cette victoire de Valmy, dont le nom glorieux devait être ajouté à celui de Kellermann, fut éclatante et produisit un effet moral énorme sur la nation comme sur les étrangers qui, frappés de stupeur, s'empressèrent d'évacuer notre territoire.

A peu de temps de là, Kellermann reçut le commandement de l'armée de la Moselle, et, accusé par Custine de ne l'avoir pas secondé dans ses opérations sur le Rhin, il n'eut pas de peine à se justifier devant la Convention, qui l'appela à sa barre. Custine ne s'en tint pas là, cependant. Kellermann venait d'être nommé général en chef de l'armée des Alpes, lorsque, par suite d'une nouvelle dénonciation, il fut une seconde fois appelé à la Convention; mais, comme la première fois, il se justifia fa-

cilement, si bien qu'on lui donna aussitôt le commandement des Alpes et d'Italie.

Ce fut lui aussi qui, bientôt, fut chargé de réduire la ville de Lyon insurgée contre la Convention ; mais, cette tâche lui répugnant, à peine le siège était-il mis qu'il laissa le commandement au général Damay et courut repousser les Piémontais, qui venaient de pénétrer en France par la vallée de Sallanches, pour secourir les Lyonnais. Reprenant aussitôt l'offensive, il les battit à diverses reprises, les força à évacuer la Tarentaise et la Maurienne et apprit, sur ces entrefaites, que Lyon venait de capituler.

Cependant, l'attitude hésitante de Kellermann à l'égard des insurgés de Lyon avait vivement impressionné les commissaires de la Convention qui suivaient son armée. Ils envoyèrent un rapport contre lui ; il fut destitué, puis arrêté le 18 octobre (1793) et emprisonné à la Conciergerie. Il y resta pendant treize mois, c'est-à-dire jusqu'à la chute de Robespierre.

Rendu à la liberté, Kellermann reprit le commandement de ses deux armées, et soutint, pendant toute la campagne de 1795, avec 47,000 soldats, les attaques multipliées de l'armée autrichienne, qui comptait 150,000 hom-

mes. Enfin, obligé de se replier devant le nombre, il livra plus de quarante combats, dans lesquels il eut presque toujours l'avantage, ce qui empêcha les ennemis d'envahir la Provence.

L'année suivante (1796), Bonaparte ayant été mis à la tête de l'armée d'Italie, il ne resta plus que la petite armée des Alpes à Kellermann, qui, par suite, se vit réduit à un rôle presque passif pendant la guerre d'Italie. Bonaparte, dans son ambition et sa fourberie, était même parvenu à le faire mettre comme à l'écart des opérations militaires en écrivant ceci au Directoire : « Réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir perdre l'un et l'autre. Le général Kellermann a plus d'expérience et fera mieux la guerre que moi, mais tous deux ensemble, nous la ferons mal. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le premier général de l'Europe. »

Il résulta de tout cela que, quand l'armée des Alpes fut réunie à celle de Bonaparte, Kellermann crut avec raison devoir rentrer à Paris, où il fut nommé inspecteur général de la cavalerie de l'armée d'Angleterre, puis de l'armée de Hollande.

Il paraît, cependant, qu'il arriva une heure où Bonaparte ne crut plus devoir être jaloux



Kellerman à Valmy.

de Kellermann ; car, après le coup d'État du 18 brumaire, il le nomma membre du Sénat, puis grand cordon de la Légion d'honneur, maréchal de l'Empire et enfin duc de Valmy. Il est vrai que Bonaparte ne confia à Kellermann aucun commandement sur le champ de bataille pendant tout l'Empire, se bornant à le mettre à la tête des armées de réserve du Rhin et d'Espagne, et à lui donner le commandement des camps d'observation d'Elbe et de la Meuse.

Au reste, Kellermann, peut-être séduit par les riches dons que lui fit Bonaparte, dans un but évident de corruption (la sénatorerie de Colmar et le domaine de Johannisberg, appartenant au prince de Metternich), ne garda pas rancune à l'empereur, et, lui, le chaud républicain de 1792, devint même un de ses plus plats adulateurs, demandant, en 1806, l'érection d'un monument en son honneur.

Cela n'empêcha pas Kellermann de s'empresser, en 1814, de voter la déchéance et de faire acte d'adhésion à Louis XVIII, qui le paya, en le nommant commissaire extraordinaire dans la troisième division militaire, grand-croix de Saint-Louis et pair de France.

Enfin, pendant les Cent-Jours, Kellermann se tint à l'écart et reprit, après la seconde Res-

tauration, qu'il avait sans doute prévue, sa place à la Chambre haute, où, nouvelle palinodie, il resta avec les libéraux.

Terminons vite cette triste fin en disant que Kellermann mourut en 1820, laissant un fils qui, après avoir suivi la carrière militaire, lui succéda comme pair de France, et que celui-ci eut aussi un fils, qui fut un homme politique et vécut jusqu'en 1868.

XVIII

CARNOT

XVIII

CARNOT

Lazare-Nicolas-Marguerite Carnot, l'un des plus grands citoyens de la période révolutionnaire, homme d'État, militaire, publiciste et géomètre distingué, naquit à Nolay (Côte-d'Or) le 13 mai 1753, d'une ancienne famille du pays. Son père était notaire, comme ses aïeux, depuis plusieurs générations, et de plus avocat et juge de presque toutes les seigneuries environnantes.

Le jeune Lazare commença ses études au collège d'Autun, les continua au petit séminaire de la même ville et les termina à Paris, dans une école spéciale, où son aptitude pour les sciences attira l'attention de d'Alembert, qui l'encouragea de ses conseils et lui prédit le plus brillant avenir.

A dix-huit ans, il se présenta aux examens et fut admis à l'école du génie, à Mézières, avec le grade de lieutenant en second, là il se lia d'amitié avec Monge, un des professeurs de l'école, qui le guida dans ses hautes études scientifiques.

D'abord envoyé, à vingt ans, en garnison à Calais, avec le grade de lieutenant en premier, puis successivement au Havre, à Béthune, à Arras, Carnot fut nommé capitaine à l'ancienneté en 1783.

C'est à cette époque qu'il attira l'attention sur lui par un *Eloge de Vauban*, qui lui mérita l'année suivante le prix de l'Académie de Dijon et de nombreuses félicitations, parmi lesquelles celles de Buffon. Ce travail, des plus remarquables, lui valut même de la part du prince Henri, frère du grand Frédéric, l'offre d'un grade élevé dans l'armée prussienne, offre que Carnot s'empressa de refuser.

Il avait publié divers autres ouvrages scientifiques, quand arriva 1789 ; mais, à part quelques mémoires adressés à l'Assemblée Constituante et relatifs à des réformes militaires, il ne prit point une part active aux premiers événements de la Révolution, dont il avait embrassé les principes avec l'enthousiasme d'un cœur généreux et droit. Son rôle politi-



Carnot à Watignies.

que ne commença qu'avec l'Assemblée législative, où il alla siéger comme député du Pas-de-Calais, en même temps que son frère, tous deux ayant été choisis par la ville où ils tenaient garnison.

Successivement nommé du comité diplomatique, du comité d'instruction publique, du comité militaire, Lazare Carnot acquit une grande autorité par l'ardeur de son patriotisme, la supériorité de ses vues, l'étendue de ses connaissances et sa sagesse. C'est à lui en particulier qu'on dut la mesure prudente qui remplaçait les officiers contre-révolutionnaires et émigrés par des sous-officiers.

Envoyé après le 10 août à l'armée du Rhin, comme l'un des commissaires chargés de faire reconnaître la Révolution, il contribua largement à cette mission, qui était délicate, car les commissaires furent obligés de prononcer quelques destitutions, notamment celle de Rouget de l'Isle (l'auteur de la *Marseillaise*), qui était capitaine du génie et qui refusait avec obstination d'adhérer à la déchéance du roi.

Réélu à la Convention par le Pas-de-Calais, Carnot continua à être ce qu'il avait été, c'est-à-dire patriote avant tout, et sans jamais décliner sa part de responsabilité dans les nécessités de cette terrible et glorieuse époque.

Tout d'abord, envoyé en mission à Bayonne avec Garrau et Lamarque, il contribua à assurer la frontière des Pyrénées, à organiser l'administration, la garde nationale, à établir une école d'artillerie, enfin à créer un corps de *miquelets* destinés à faire la guerre de montagnes.

Quant au procès de Louis XVI, Carnot vota la mort du roi dans les termes suivants : « Dans mon opinion, la justice veut que Louis meure, et la politique le veut également. Jamais, je l'avoue, devoir ne pesa davantage sur mon cœur que celui qui m'est imposé ; mais je pense que pour prouver votre attachement aux lois de l'égalité, pour prouver que les ambitieux ne vous effrayent point, vous devez frapper de mort le tyran. »

Peu après, l'un des commissaires chargés d'aller signifier à Dumouriez le décret qui le mandait à la barre de la Convention, Carnot, qui était alors à Arras, allait rejoindre ses collègues, lorsqu'il apprit en chemin, à Douai, leur arrestation et la trahison de Dumouriez passé à l'ennemi. Il prit sur-le-champ les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour conjurer les désastres dont cette défection menaçait le pays. C'est ainsi, grâce à cette circonstance, que, Carnot n'étant pas à l'armée

de Dumouriez en même temps que ses collègues de la commission, la République dut de conserver l'homme qui allait jouer un rôle si glorieux dans la défense du territoire. On sait, en effet, que les commissaires livrés à l'ennemi par Dumouriez furent traînés pendant trente mois de prison en prison et ne purent être échangés, contre la fille de Louis XVI, qu'au commencement du Directoire.

De nouveau envoyé en mission à l'armée du Nord, avec Duquesnoy, Carnot et son collègue mirent Dunkerque en état de défense, organisèrent les camps de Gyvelde et de Cassel, et, par un coup de main hardi, arrachèrent la ville de Furnes aux Anglais, en donnant aux soldats l'exemple du courage et en marchant eux-mêmes dans les rangs le fusil à la main.

C'est le jour même de cette action (31 mai 1793) qu'éclata à Paris le mouvement qui se termina par la chute des Girondins ; mais Carnot se borna à déplorer cette mutilation de la Convention, que, du reste, avaient provoquée les imprudences de ce parti.

Resté dans le Nord, Carnot y était encore, déployant une admirable activité pour organiser la défense, lorsqu'il fut nommé membre du comité de Salut public, où il se trouva chargé du personnel et du mouvement des armées.

La situation était terrible pour la République et pour la France : soixante départements menacés d'invasion ou de guerre civile! Carnot fut un de ceux qui contribuèrent le plus au salut de la patrie et de la République. Dans un travail de dix-huit à vingt heures par jour, il organisa, mit en action et relia entre elles, par une direction commune, les quatorze armées de la République, leur communiquant le sentiment irrésistible de leur force, les lançant sur le chemin du triomphe, traçant les plans de campagne, inspirant toutes les manœuvres, enfin *organisant la victoire*, suivant une expression du temps qui est restée et qui restera.

Ce n'est pas tout. En octobre 1793, Carnot court à l'armée du Nord pour débloquer Maubeuge, dont la chute eût laissé la France ouverte jusqu'à Paris, désignant Wattignies comme le point stratégique sur lequel doit se concentrer l'attaque, et, destituant un général qui hésitait, il s'élance, un fusil à la main, à la tête d'une colonne, emporte la position et force les Autrichiens, coupés de leur camp retranché, à lever le siège de la place.

Après la victoire, Carnot revint prendre, au sein du comité militaire, la direction de ses immenses travaux, et, le surlendemain, il

écrivit officiellement à l'armée pour la féliciter de son triomphe, sans faire la moindre allusion à la part qu'il y avait prise.

Le résultat des opérations dirigées par le grand comité, on le connaît : 27 victoires, dont 8 en batailles rangées ; 120 combats ; 80,000 ennemis tués, 91,000 prisonniers ; 116 places fortes ou villes importantes occupées ; 230 forts ou redoutes enlevés ; 3,800 bombes à feu, 70,000 fusils, 1,900 milliers de kilos de poudre et 90 drapeaux tombés en notre pouvoir.

Tel fut le tableau présenté par Carnot lui-même en rentrant au sein de l'Assemblée à l'expiration de ses pouvoirs, le 30 vendémiaire an III.

Carnot conserva la direction des opérations de la guerre après le 9 thermidor (la chute de Robespierre), et cette révolution intérieure, on le sait, n'interrompit pas le cours de nos succès. Enfin, il sortit définitivement du comité militaire auquel il avait été constamment réélu, quand il vit l'œuvre achevée : l'ennemi chassé du territoire ; nos armées organisées ; la France enfin, victorieuse de toutes parts.

Quant à la Convention, il y fut ce qu'il devait être : juste, généreux, grand. Il prit courageusement la défense de Billaut, Collot et Barrère, ses anciens collègues du comité, attaqués par

les thermidoriens (ceux qui avaient abattu Robespierre), et, bien qu'il ne partageât pas toutes leurs idées, il ne voulut point séparer leur cause de la sienne. Malheureusement, le flot de la réaction montait toujours, et ses efforts demeurèrent infructueux. Lui-même fut bientôt attaqué, et sans relâche, par Fréron et les autres énergumènes. Bref, après la journée du 1er prairial, les réactionnaires, qui étaient parvenus de nouveau à faire décréter d'accusation plusieurs représentants montagnards, osèrent prononcer le nom de Carnot. Il y eut quelques instants d'un silence plein d'anxiété; puis, tout à coup, on entendit une voix de la plaine (du centre) s'écrier : « Oserez-vous porter la main sur celui qui a organisé la victoire dans les armées de la République ? » Un frémissement d'enthousiasme parcourt l'assemblée, des acclamations éclatent, et le grand citoyen reste victorieux.

Carnot avait, en outre de la direction des opérations militaires, associé son nom à la création de l'Ecole polytechnique, du Conservatoire des arts et métiers, de l'Institut, de l'Ecole normale, du Bureau des longitudes, des écoles d'application, etc., quand, à la mise en vigueur de la Constitution de l'an III, nommé représentant par quatorze départements, il

alla siéger aux Anciens, puis, presque aussitôt, au Directoire.

Chargé alors de nouveau de diriger la partie militaire, Carnot fit porter Bonaparte au commandement de l'armée d'Italie et donna une nouvelle et forte impulsion aux opérations.

Au 18 fructidor, lors de la proscription des royalistes auxquels on avait osé le mêler, l'arrestation de Carnot fut décidée par la majorité du Directoire ; mais, averti, il parvint à s'échapper, et, pendant qu'on le condamnait à la déportation, il gagna la Suisse, puis l'Allemagne, où il publia un Mémoire justificatif, très véhément. Rentré en France après le coup d'Etat du 18 brumaire, il accepta d'être nommé inspecteur aux revues, puis ministre de la guerre (1800) ; mais ce ne fut qu'avec répugnance, il donna bientôt sa démission.

Au Tribunat, dont il fit partie ensuite, Carnot continua une opposition désormais stérile, mais qui honore son caractère, et, notamment, vota *seul* contre l'établissement de l'Empire ; ce qui ne l'empêcha pas de continuer à siéger au Tribunat, jusqu'à la suppression de ce corps politique.

A cette époque, il se retira dans la retraite, et il y resta malgré les pressantes sollicitations de Napoléon, qui lui dit un jour : « Monsieur

Carnot, tout ce que vous voudrez, quand vous voudrez, et comme vous voudrez. » Mais, quand vint l'heure des revers, il alla offrir à Napoléon « son bras sexagénaire » (1814). Il reçut le commandement d'Anvers, que peu de militaires auraient ambitionné, la position de cette place étant désespérée. On s'aperçut alors d'une chose singulière : c'est que l'homme qui avait dirigé toutes les armées de la République, nommé les généraux et Bonaparte lui-même, n'avait d'autre grade que celui de chef de bataillon, auquel il était arrivé « par rang d'ancienneté » après sa sortie du Comité de Salut public. Ajoutons que Carnot défendit héroïquement Anvers, jusqu'au dernier moment, jusqu'après l'abdication de Napoléon, et qu'il administra cette ville avec une intégrité des plus grandes.

A son retour de l'île d'Elbe, Napoléon crut devoir nommer Carnot ministre de l'Intérieur, et ce fut pour celui-ci une nouvelle occasion de rendre des services à la France et aussi de donner de sages conseils, qui ne furent pas suivis. « Carnot, lui dit l'empereur après sa seconde chute, au moment de son dernier départ, Carnot, je vous ai connu trop tard ! »

Fait membre du gouvernement provisoire après les Cent-Jours, Carnot fut impuissant à

arrêter le cours des événements, et proscrit à la rentrée des Bourbons, il erra en Allemagne, habita quelque temps Varsovie et finalement alla se fixer à Magdebourg, où il passa ses dernières années et où il termina sa vie, le 2 août 1823.

XIX

MASSÉNA

XIX

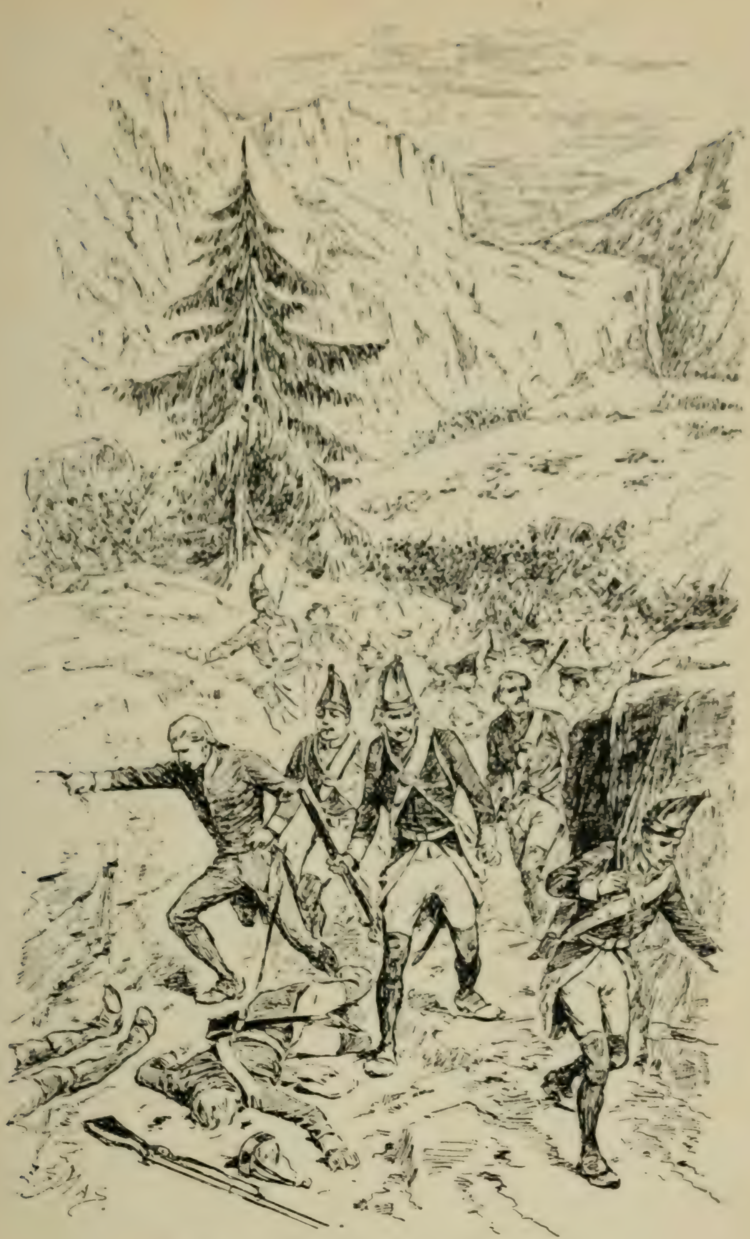
MASSÉNA

André Masséna naquit à Nice, en 1758, d'un marchand de vins. Il n'avait reçu qu'une éducation fort incomplète, et il était encore enfant, lorsqu'un de ses oncles, capitaine dans la marine marchande, l'embarqua comme mousse sur un navire et lui fit faire deux voyages au long cours. Mais la mer n'était pas l'élément du jeune Masséna. Il y renonça à dix-sept ans et s'engagea au service de la France dans le régiment de Royal-Italien. Il parvint assez rapidement au grade d'adjudant-sous-officier; mais, à cette époque, les nobles seuls pouvaient être officiers. Après avoir attendu en vain pendant quatorze ans, il donna sa démission et rentra au pays, où il se maria.

C'est là que vint le trouver la Révolution.

Accueillant avec enthousiasme les idées de justice et de liberté, il reprit du service et entra comme adjudant-major au 3e bataillon des volontaires du Var ; puis, élu par ceux qu'il commandait (car alors les soldats avaient le droit de désigner leurs chefs), il passa à la tête de son bataillon et fut envoyé à l'armée du Midi, commandée par le général Anselme. Bientôt, cette armée envahissant le comté de Nice, Masséna se fit remarquer par son intrépidité, par son intelligence, et rendit des services qui lui valurent d'être nommé général de brigade, puis général de division, à trois mois d'intervalle (20 décembre 1793).

En cette dernière qualité, toujours à l'armée d'Italie, Masséna, qui avait pour mission d'empêcher les ennemis d'envahir le territoire français, prit Oneille, Ponte di Nave, Garessio, tourna l'armée piémontaise, massée sur les hauteurs de Saorgia, décida de la victoire, prit à l'ennemi 60 canons, des approvisionnements considérables et fit un grand nombre de prisonniers ; ce qui rendit les Français maîtres de tout le reste des Alpes-Maritimes. Un mois après (septembre 1794), il chassa de leurs positions les Autrichiens, qui s'avançaient et menaçaient Saverne, et les mit dans l'impossibilité de rien tenter de tout l'hiver.



Masséna (bataille de Zurich.)

Placé l'année suivante sous les ordres de Kellermann, qui lui confia le commandement de l'aile droite de son armée, Masséna eut à soutenir de nouveaux combats contre les forces coalisées des Autrichiens et des Sardes; les battit au col de San Giacomo, puis à Borghetto. Bientôt, Scherer, succédant à Kellermann et ayant résolu de prendre l'offensive et de chasser les Autrichiens de la rivière de Gênes, il chargea Masséna d'exécuter son plan, et celui-ci, à la tête de deux divisions, fondit sur l'ennemi, le culbuta et lui fit éprouver une défaite complète à Loano.

A son tour, en 1796, ce fut Bonaparte qui remplaça Scherer à la tête de l'armée d'Italie. Au premier rang, on vit combattre Masséna, qui, après les victoires de Montenotte et de Millesimo, mis à la tête de l'avant-garde, força le passage du pont de Lodi, entra le premier à Milan, prit une part importante aux combats de Lonato, Castiglione, etc., et aux batailles d'Arcole, de Rivoli et de la Favorite. Puis, poursuivant les Autrichiens dans les débouchés du Tyrol, il s'avança jusqu'à deux jours de marche de Vienne à travers de nouveaux succès. La signature d'un armistice vint seul l'arrêter. Envoyé alors à Paris pour porter au Directoire les drapeaux conquis sur l'ennemi,

il fut accueilli comme l'*enfant chéri de la victoire*, surnom que venaient de lui donner ses soldats, et il y eut une fête en son honneur.

A son retour à l'armée d'Italie, où il remplaça Berthier, qui venait de s'emparer de Rome et d'y proclamer la République, Masséna trouva les soldats en proie à la misère et vivement irrités de voir des agents français s'enrichir sous leurs yeux par de honteuses spéculations. D'un autre côté, les officiers, travaillés par des agents contre-révolutionnaires, se réunirent et déclarèrent qu'ils ne voulaient pas reconnaître Masséna pour leur général en chef. Il en résulta que la population de Rome se souleva contre les Français. Dans cette situation critique, Masséna déploya la plus grande énergie, forçant les troupes à marcher et comprimant l'insurrection. Cela fait, il remit le commandement au général d'Allemagne et accourut à Paris pour solliciter lui-même la grâce des officiers qui s'étaient révoltés contre son autorité.

Masséna fut récompensé du Directoire par sa mise en disponibilité ; mais, la guerre ayant recommencé avec l'Autriche, on fut heureux de le retrouver et de lui donner le commandement de l'armée d'Helvétie. Un mois après (mars 1799), il franchit le Rhin et attaqua le

général Hotze, sans parvenir toutefois à le déloger de Feldkerch. Or, Jourdan, sur le Rhin, et Scherer, en Italie, venaient de se faire battre. Placé ainsi entre deux armées ennemies victorieuses, Masséna jugea prudent de concentrer ses troupes et se replia en Suisse en ordonnant à ses deux lieutenants Lecourbe et Dessoles, qui opéraient dans les vallées de l'Adige et du Rhin, de le rejoindre.

Nommé alors par le Directoire au triple commandement des armées de l'Helvétie, du Danube et du Rhin, qui étaient disséminées depuis Dusseldorf jusqu'au Saint-Gothard, Masséna se vit, avec 30,000 hommes à peu près, en face de plus de 100,000 Autrichiens, divisés en trois armées. La situation était des plus difficiles ; mais il s'agissait de sauver la France, menacée d'une invasion par sa frontière de l'Est, et Masséna fut à la hauteur de la tâche. Il s'établit fortement derrière la Limax, après avoir essayé en vain d'empêcher la jonction de deux armées autrichiennes, fortes ensemble de 70,000 hommes ; puis, attaqué le 4 juin, il résista pendant deux jours et se replia sur la ligne de l'Ablis, d'où l'ennemi n'osa pas tenter de le déloger. Trois mois plus tard, une des trois armées, celle de l'archiduc Charles, ayant été envoyée sur le Rhin, pendant

que Souvarow était appelé d'Italie avec son armée russe pour le remplacer, Masséna s'empressa de profiter de cette faute et de fondre sur le général russe avant qu'il eût pu opérer sa jonction avec le général Hotze. Dans ses marches rapides, il envoya la plus grande partie de son armée à Zurich, fit opérer un mouvement tournant à Oudinot, et, pendant que Soult rejetait Hotze sur le Rhin, il écrasa devant Zurich l'armée russe, lui enlevant 100 pièces de canon, 5,000 prisonniers et son trésor. C'était l'achèvement de la tâche qu'on avait confiée à Masséna ; car, par la victoire de Zurich, il avait rejeté en Allemagne 100,000 ennemis, amené la dissolution de la coalition et sauvé la France.

C'est à ce moment que, de tous côtés, on conviait Masséna à renverser le Directoire et à s'emparer du pouvoir ; mais il n'était pas un Bonaparte : fidèle à la République, il ne voulut en être que le général et non pas l'assassin.

Cependant, arriva bientôt le coup d'Etat de Bonaparte, qui s'empressa d'enlever à Masséna le commandement de son armée victorieuse et l'envoya en Italie prendre la direction des troupes qui venaient d'être battues à Novi et s'étaient repliées sur Gênes. Arrivé dans cette ville (18 février 1809). Masséna y fut presque

aussitôt bloqué par l'armée de Mélas, dont les forces étaient d'une supériorité écrasante par le nombre. Il fit une héroïque résistance, attendant l'arrivée de Bonaparte en Italie ; mais son armée et les habitants furent décimés par une horrible famine, et, le 5 juin, voyant que le peuple se soulevait, il accepta une capitulation qui lui permettait de se retirer sur le Var avec ses troupes. Masséna n'en avait pas moins, par sa longue résistance, empêché l'armée de Mélas d'envahir le midi de la France et laissé le temps à Bonaparte de pénétrer dans la péninsule et d'y remporter la victoire de Marengo.

A son retour en France, le premier consul confia à Masséna le commandement de l'armée d'Italie ; mais il le lui retira bientôt pour le donner à Brune : il ne pouvait lui pardonner d'avoir désapprouvé le 18 brumaire.

Quoi qu'il en soit, Masséna, élu membre du Corps législatif en 1803, s'y montra très indépendant, fit fréquemment de l'opposition au premier consul et se prononça en faveur de Marceau. Bonaparte fut très irrité de cette attitude ; mais, devenu empereur, il ne put se dispenser de nommer Masséna maréchal et de le faire ensuite grand aigle de la Légion d'honneur.

Survint la troisième coalition (1805), Masséna reçut le commandement de l'armée d'Italie, forte de 40,000 hommes, pour tenir en échec l'archiduc Charles, l'empêcher d'abord d'envahir la France par le Lyonnais, puis l'arrêter, pendant que Bonaparte porterait la guerre en Autriche. Il remplit sa mission à son honneur : il livra à l'archiduc la bataille de Coldiero, le harcela lorsqu'il voulut marcher au secours de Vienne menacée et l'empêcha de rejoindre à temps l'armée de François-Joseph.

Plus tard, quand Napoléon voulut donner à son frère le trône de Naples, ce fut Masséna qu'il chargea de s'emparer de ce royaume. Les Napolitains s'enfuirent devant lui : mais Gaëte, réputée imprenable, résista, défendue par une garnison nombreuse et par la marine anglaise. Masséna vint quand même à bout de cette place, et, en peu de temps, l'amena à capituler (18 juin 1806), ce qui mit un terme aux insurrections qui éclataient de toutes parts, fit rembarquer les Anglais et amena la soumission des Calabrais, attaqués avec vigueur.

L'année suivante, à la campagne de Pologne, Masséna reçut le commandement de l'aile droite de la grande armée. Chargé à la fois, en cette qualité, de contenir les Autrichiens,

lorsque dix-huit mois après (1810), il fut chargé par Napoléon d'aller chasser les Anglais du Portugal. Il n'avait qu'une armée mal disciplinée, pourvue d'un mauvais matériel, manquant de vivres et de munitions, harcelée par des guérillas qui coupaient les communications, et il devait lutter contre les Anglo-Portugais, placés sous les ordres de Wellington, un grand général; cependant, il s'empara de Ciudad-Rodrigo et d'Alméida, pénétra en Portugal, par la vallée de Mondoga, avec 38,000 hommes, attaqua Busaco, où Wellington s'était retranché, et obligea celui-ci à battre en retraite sur Coïmbre, puis sur Lisbonne. Il arriva enfin devant les lignes de Torras-Vidras, défendues par 600 canons, 100 redoutes et 60,000 Anglo-Portugais, pourvus de tout : là, il dut s'arrêter, ne pouvant songer, sans matériel de siège et avec une aussi petite armée, à enlever de pareils retranchements. Il résolut, toutefois, de tenir l'ennemi en échec, en effet, pendant six mois, attendant vainement des renforts et des munitions, il arriva à se maintenir dans sa position. Enfin, se voyant abandonné, ayant de plus à lutter contre la mauvaise volonté et les intrigues de ses lieutenants, surtout de Ney, qui refusa, à plusieurs reprises, de lui obéir, il battit en retraite et retourna en Espagne

après avoir opéré un mouvement rétrograde merveilleux qui excita l'admiration de Wellington lui-même.

Là, Masséna réorganisa son armée et reprit l'offensive en marchant contre le général anglais, campé en Fuentès. Il culbuta l'aile droite et il eût écrasé complètement Wellington, sans le mauvais vouloir de ses lieutenants, mauvais vouloir qui le fit retourner presque aussitôt en Espagne.

Ce fut la fin de la carrière militaire de Masséna, qui, desservi par Ney et, d'ailleurs, très fatigué par ses nombreuses campagnes, ne reçut aucun commandement dans la guerre contre la Russie en 1812, et fut relégué l'année suivante à Marseille, où il eut sous ses ordres la 8e division militaire. Louis XVIII le maintint à ce poste et lui donna des lettres de naturalisation (car on se rappelle que Masséna était né à Nice, alors hors de France). Rallié ainsi aux Bourbons, le maréchal, au début des Cent-Jours, prêta son secours au duc d'Angoulême dans son expédition de la Drôme ; puis, il vécut dans la retraite jusqu'après Waterloo, et fut alors nommé commandant de la garde nationale de Paris.

Quand vint le procès du maréchal Ney, Masséna refusa de faire partie du conseil de

guerre ; ce qui le mit en butte aux dénonciations de toutes sortes de la part des royalistes. Ce fut pour lui le dernier coup : sa santé déclina rapidement, et il s'éteignit bientôt, à Paris, en 1817. Il fut enterré au Père-Lachaise, où l'on voit son mausolée, et Nice a élevé un monument en son honneur.

XX

KLÉBER



Bataille d'Héliopolis.

XX

KLÉBER

Jean-Baptiste Kléber naquit à Strasbourg, en 1754. Fils d'un maçon, il fut élevé par les soins d'un curé de village, son parent. Celui-ci, voulant en faire un architecte, l'envoya, à seize ans, étudier à Paris dans l'atelier de Chalgrin ; mais il n'y resta que deux ans et retourna à Strasbourg. Se trouvant un jour

dans un café de cette ville, il prit la défense de deux étrangers qu'il ne connaissait pas : ces étrangers, qui étaient des nobles allemands s'intéressèrent à lui et le firent admettre à l'école militaire de Munich.

Entré, par suite, en 1776, dans un régiment autrichien, avec le grade de sous-lieutenant, le jeune Kléber se distingua dans une expédition contre les Turcs ; mais, plus que de nos jours encore, les grades étant exclusivement réservés à la noblesse dans les armées autrichiennes, il n'eut aucun avancement pour cette campagne. Aussi, mécontent, quitta-t-il brusquement son poste, en 1783, pour retourner de nouveau à Strasbourg. Alors, résolu à reprendre la carrière d'architecte, il sollicita et obtint la place d'inspecteur des bâtiments de la ville de Belfort.

Il était dans cette ville, quand un incident, analogue à celui qui l'avait envoyé à l'école de Munich, vint le rendre pour toujours à la vie militaire. On n'échappe pas à sa destinée. Une émeute, suscitée par l'insolence des soldats ayant eu lieu à Belfort, Kléber, emporté par sa nature généreuse, prit parti pour les officiers municipaux de la ville et contribua à repousser le régiment. C'en était fait : Kléber se jeta définitivement dans la voie de nouveau ouverte

devant lui. Il s'engagea bientôt (1792) dans le 2e bataillon du Haut-Rhin, fut dirigé sur Brisach, où on le fit adjudant-major et alla prendre part à la défense de Mayence. Il y conquit le grade d'adjudant général par quelques sorties heureuses qu'il conduisit. Après la reddition de la place, que Custine avait abandonné, dans des conditions qui rendaient la défense impossible, Kléber vint à Paris. Appelé devant le tribunal révolutionnaire dans l'accusation de Custine, il eut le courage de prendre la défense de son ancien général en chef. Il paraît, d'ailleurs, qu'on ne lui en voulut pas : au contraire, on le fit général de brigade.

Envoyé avec ce grade contre la Vendée qui s'était soulevée, il se fit surtout remarquer à l'affaire de Torfou (19 septembre 1793), où il n'avait que 4,000 soldats à opposer à 20,000 Vendéens. Ce fut pour un jeune officier, le capitaine Schwardin, l'occasion d'une mort héroïque. Kléber l'envoya, avec sa compagnie, à un défilé pour y arrêter un instant l'ennemi. « Tu te feras tuer, lui dit-il, mais tu sauveras l'armée. — Oui, mon général. » Et le capitaine périt à son poste, avec sa compagnie, et l'armée fut sauvée.

Cependant, quelques revers, bien que non imputables à Kléber, amenèrent sa disgrâce,

et il fut remplacé par Marceau ; mais celui-ci lui laissa le commandement effectif et servit, en réalité, sous ses ordres. C'est dans ces conditions que Kléber battit les Vendéens au Mans, et, poussant leurs débris vers la Loire, les écrasa le lendemain à Savenay. A son passage à Nantes, à quelques jours de là, les habitants lui firent hommage d'une couronne de laurier, qu'il offrit à l'armée et qui fut suspendue à un drapeau.

Kléber était comme exilé depuis quelques mois à Châteaubriant pour des actes de clémence jugés intempestifs, quand il fut envoyé à l'armée du Nord avec le grade de général de division. Il se couvrit de gloire à Fleurus, où il commandait l'aile droite, prit Mons et Louvain et fit capituler Maëstricht en quarante-huit heures de bombardement. Passant ensuite au commandement de l'aile gauche de l'armée de Jourdan, il dirigea avec talent le passage du Rhin à Dusseldorf, et la retraite qu'on fut forcé de faire après devant le nombre.

L'année suivante (1796), il recommença la campagne en battant le prince de Wurtemberg à Altenkirchen, puis le prince Charles, qui avait des troupes triples des siennes. Il venait d'être chargé par intérim du commandement en chef, et il allait entrer dans Francfort, lors-

qu'il fut subitement rappelé. Blessé par ce rappel et aussi par la nomination de Hoche au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, il se retira dans une maison de campagne, près de Paris.

C'est là que vint le chercher Bonaparte, qui, chargé de l'expédition d'Egypte, dont il avait donné l'idée par ambition, voulait l'avoir à ses côtés. A peine débarqué, Kléber marcha sur Alexandrie et reçut une blessure à la tête en escaladant les remparts. Peu après, formant l'avant-garde de l'expédition de Syrie, il s'empara de Gaza et de Jaffa, remporta la victoire brillante du Mont-Thabor et prit une part glorieuse à la bataille d'Aboukir.

Bonaparte, en quittant l'Egypte, remit le commandement en chef à Kléber. C'était dans de tristes conditions. Notre armée, réduite par les maladies, découragée, manquant de tout, allait se voir attaquée par environ 80,000 hommes; de plus, l'Egypte commençait à se soulever contre les Français. Kléber, croyant la lutte impossible, conclut à El-Arich, par l'intermédiaire du commodore anglais Sidney-Smith, une convention par laquelle nos soldats devaient être transportés en France avec armes et bagages. On avait déjà livré plusieurs points importants aux Turcs, et l'on se dispo-

sait à évacuer le Caire, quand arriva la lettre de l'amiral Keith, qui annonçait que le gouvernement anglais exigeait que les Français se rendissent comme prisonniers de guerre. Pour toute réponse, Kléber fit publier cette lettre dans l'armée, en ajoutant ces seuls mots : « Soldats ! on ne répond à tant d'insolence que par des victoires ; préparez-vous à combattre ! » On combattit, en effet (dans les plaines d'Héliopolis), et, avec 8,000 hommes contre 80,000, on eut la victoire.

Malheureusement, une révolte avait éclaté au Caire. Kléber y retourna au plus tôt, étouffa la sédition et recommença, pour ainsi dire, la conquête du pays. Il continuait son œuvre, qu'il eût achevée sans doute, quand il tomba sous le poignard d'un fanatique nommé Soleyman (10 juin 1800).

L'armée, remplie de deuil et de stupeur, rendit à Kléber les plus grands honneurs et envoya ses restes en France. Ils furent inhumés au château d'If, pour être transportés, en 1818, dans un caveau de la place d'Armes de Strasbourg, où on lui éleva, en 1840, une statue en bronze.

XX

CHAMPIONNET

XXI

CHAMPIONNET

Jean-Antoine-Etienne Championnet naquit à Valence, le 24 mai 1762, d'un maître de poste. Après avoir fait ses études au collège de Chabeuil, il s'engagea dans les gardes wallonnes, puis passa, sur sa demande, au régiment de Bretagne qui faisait alors le siège de Gibraltar.

Revenu dans ses foyers à la paix, Championnet, qui n'avait reçu aucun avancement, forma, quand la patrie fut en danger (1792), un bataillon de volontaires, les exerça au maniement des armes, se mit à leur tête et rejoignit l'armée du Nord. De là, il fut bientôt envoyé dans le Jura avec mission d'agir sévèrement contre les girondins de la contrée

et de les ramener à l'ordre à tout prix. Il sut remplir sa mission sans verser une goutte de sang.

Récompensé par le grade de chef de brigade, il alla en cette qualité à l'armée du Rhin. Il se distingua d'abord aux combats de Brumps, de Bischrveiller, de Haguenau ; puis il débloqua Loudun, y pénétra le premier, prit Spire, Worms et Haukental; ce qui lui valut d'être, à cette dernière affaire, nommé général de division, sur le champ de bataille même, par Hoche.

Peu de temps après, l'armée de la Moselle et celle de Sambre-et-Meuse ayant été réunies sous les ordres de Jourdan, Championnet eut à commander une division. A la bataille de Fleurus, placé au centre, il soutint pendant quatre heures tout l'effort de l'ennemi. Alors, reprenant l'offensive, il enleva, à la tête de sa division, la terrible redoute d'Herpignies. On traversa ensuite la Boër, et Championnet, prenant les devants, investit et emporta Juliers, puis surprit Cologne, dont la conquête assura à l'armée la rive gauche du Rhin, pour établir ses quartiers d'hiver. Quand vint le printemps, Championnet franchit le Rhin à la tête de 600 hommes seulement, et enleva Dusseldorff, montrant le même élan jusqu'à la fin de la

campagne, qui se termina par la savante retraite de Jourdan.

Hoche étant venu l'année suivante remplacer Jourdan à l'armée de Sambre-et-Meuse, il confia la gauche de son armée à Championnet. On sait comment la campagne, ouverte brillamment, fut bientôt arrêtée par les préliminaires de Léoben, au moment où l'armée autrichienne, coupée, allait être obligée de se rendre. Passant alors au commandement d'une armée destinée à agir en Hollande, et réunie à Anvers, à Dunkerque et à Ostende, il y resta jusqu'à l'époque où il fut appelé à l'armée d'Italie par Joubert, qui lui donna le commandement de l'armée de Rome menacée par 50,000 Napolitains. Avec ses 16,000 hommes, Championnet sortit de Rome et se concentra sur le Tibre. Là, secondé par Macdonald, il défit complètement Mack et rentra à Rome en vainqueur ; puis, reprenant l'offensive, avec un renfort de cavalerie qui venait de lui arriver, il s'élança à la poursuite de l'armée napolitaine, en pleine retraite, enleva Capoue (10 janvier 1790), et y signa un armistice avec Mack. Se dirigeant ensuite sur Naples, que le roi et la reine abandonnèrent lâchement aux lazzaroni (pêcheurs et ouvriers du port), il investit la ville et l'emporta après

une résistance désespérée, qui dura soixante-sept heures et lui coûta 600 hommes.

Après avoir été un grand général, Championnet se montra grand administrateur. Il organisa à Naples la république parthénopéenne et confia le gouvernement à vingt-cinq citoyens recommandables. Les abus disparurent, les impôts furent diminués, la liberté régna partout. Enfin, une ère de bonheur s'ouvrit pour ce malheureux pays, qui avait toujours gémi sur le despotisme. Championnet mit même les prêtres à la raison, ce qui n'est pas facile. On n'ignore pas que saint Janvier est en grande vénération à Naples et que l'on garde à l'église principale de la ville une fiole que l'on dit remplie du sang du saint recueilli par des mains pieuses ; on sait aussi qu'à sa fête, ce sang entre en ébullition. Or, à la prochaine de ces fêtes, le miracle n'eut pas lieu ; ce que les prêtres expliquèrent aux assistants par l'horreur du saint pour la domination française. Championnet, qui était sur la place avec ses troupes pour empêcher toute émeute, envoya dire à l'officiant : « Si, dans dix minutes, le miracle n'a pas lieu, je fais bombarder l'église ! » Et le miracle se fit dans le délai donné.

Cependant, un commissaire français envoyé

par le Directoire étant arrivé à Naples avec des pouvoirs discrétionnaires déclara propriétés françaises tout ce qu'avait respecté Championnet. Ce fut le sujet d'une lutte entre le commissaire et le général, et celui-ci, par ordre du Directoire, se vit arrêté et conduit dans les prisons de Turin, puis à Grenoble, pour y être traduit devant un conseil de guerre. Acquitté, Championnet fut replacé à la tête de l'armée d'Italie, et il se vengea du mal qu'on lui avait voulu faire en relevant le moral des troupes, qui étaient dans le plus grand dénûment. Il se porta ensuite en avant, enleva Suze, et il allait rallier Joubert, quand celui-ci perdit la bataille de Novi avec la vie. Championnet rallia l'armée de Joubert et, de nouveau, il marcha en avant ; malheureusement, mal secondé, il dut battre en retraite et se replier sur Gênes et sur Nice. Enfin, bientôt atteint par l'épidémie qui ravageait ses troupes, il mourut à Antibes le 8 janvier 1800, âgé de trente-huit ans.

Il fut enterré dans les fossés de la citadelle d'Antibes, où l'on voit encore une simple pierre avec ces mots : « CI-GIT CHAMPIONNET, GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE. » Son cœur fut transporté à Valence, sa ville natale et déposé dans la vieille église de Saint-Ruf. Depuis,

une statue colossale en bronze lui a été élevée par la même ville de Limoges, au centre de l'ancienne esplanade, qui a été appelée la *place Championnet*.

XXII

JOURDAN

XXII

JOURDAN

Jean-Baptiste Jourdan, qu'il ne faut pas confondre avec *Jourdan coupe-têtes*, naquit à Limoges en 1762.

Après avoir combattu comme simple soldat dans la guerre de l'indépendance en Amérique, il revint en France et partit pour les frontières en 1792, à la tête du 2e bataillon des volontaires de la Haute-Vienne. Il se distingua à Jemmapes, à Nerwinde, à Famors, et devint général de division en juillet 1793. Il fut renversé par un boulet à Hondschoote, où il commandait le centre ; puis, succédant à Houchard dans le commandement des armées du Nord et des Ardennes, il battit le prince de Cobourg à Wattignies, et l'obligea ainsi à lever le siège de Maubeuge.

Mis presque aussitôt à la retraite pour avoir refusé de continuer l'offensive pendant l'hiver, Jourdan se retira à Limoges, où il reprit, paraît-il, le commerce de mercerie qu'il y avait tenu un instant à son retour d'Amérique, se contentant, pour toute protestation, de suspendre son épée et son uniforme de général en chef au fond de sa boutique.

Cependant, sa disgrâce ne dura que quelques mois : on le rappela dès le mois d'avril pour le mettre à la tête de l'armée de la Moselle, qui devait bientôt devenir l'armée de Sambre-et-Meuse. Il prit Charleroi le 25 juin et le lendemain remporta l'importante victoire de Fleurus, qui eut pour résultat la reprise de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes, de Condé, avec la délivrance de toutes nos frontières du Nord. Ensuite, passant la Meuse, Jourdan battit Clerfayt, prit Cologne, Coblentz et Maëstricht. Enfin, après s'être emparé de l'importante place du Luxembourg, il franchit le Rhin et prit Dusseldorf. Il s'avançait en Allemagne, quand la chute de la ville de Manheim, tombée au pouvoir de Clerfayt par la trahison de Pichegru, vint l'obliger à la retraite.

Nous passerons ici sur la campagne de 1796, où il déploya de grands talents militaires, mais où il fut constamment malheureux, pour dire



Jourdan (bataille de Fleurus).

qu'élu membre des Cinq-Cents l'année suivante, il proposa et fit adopter la conscription militaire.

On retrouve Jourdan commandant l'armée du Danube, qui, comptant moins de 40,000 hommes, avait en face d'elle les 70,000 du prince Charles. Cela n'empêcha pas ce général de se rendre maître de la Souabe et de remporter la victoire de Stochach (25 mars 1799). Malheureusement, il ne put se maintenir dans ses positions et dut encore se retirer sur le Rhin, en raison des forces supérieures des Autrichiens.

Rentré au conseil des Cinq-Cents, il fit la motion, en présence de la situation que faisaient à la France les ennemis de l'extérieur et ceux de l'intérieur, de déclarer de nouveau *la Patrie en danger;* mais cette proposition fut ajournée, et quelque temps après s'accomplissait le coup d'Etat du 18 brumaire, où Bonaparte, violant les lois et chassant les représentants du pays, s'emparait du pouvoir.

Jourdan se montra en cette occasion l'adversaire très décidé de Bonaparte ; aussi fut-il exclus du Corps législatif.

L'année suivante, cependant, il consentit à accepter le gouvernement du Piémont, et, en 1804, Napoléon le comprit dans la liste des

maréchaux ; mais, lors de la distribution des titres, il refusa de lui conférer celui de duc de Fleurus, en répondant à Lannes, qui en faisait la demande pour son compagnon d'armes : « Il aurait un titre plus beau que le mien ; car, moi, je n'ai point gagné de bataille qui ait sauvé la France ! »

Quoi qu'il en soit, Jourdan commanda pendant une année environ l'armée d'Italie et devint major général du roi Joseph à Naples, puis en Espagne, où il eut le regret de voir ses conseils dédaignés.

Rentré en France en 1813, Jourdan adhéra, comme sénateur, à la déchéance de Napoléon (1814), fut confirmé par Louis XVIII dans le commandement de la 15e division militaire, qui lui avait été donnée à la première Restauration. Il reçut ensuite le titre de comte, le gouvernement de la 7e division militaire (1816), puis un siège à la Chambre des pairs (1819).

Enfin, nommé ministre des affaires étrangères à la révolution de Juillet 1830, Jourdan échangea bientôt son portefeuille contre la place de gouverneur des Invalides, et ce fut là qu'il mourut en 1833.

La ville de Limoges lui a élevé une statue en 1860.

XXIII

MARCEAU



XXIII

MARCEAU

François-Séverin Marceau des Graviers, le héros légendaire mort à 27 ans, naquit à Chartres, le 1er mars 1769, d'un procureur (avoué) au bailliage. Son père le destinait au barreau ; mais, à seize ans, le jeune homme s'engagea dans un régiment. Il était devenu sergent, quand, le 14 juillet 1789, se trouvant

en congé à Paris, il se joignit aux colonnes qui marchaient sur la Bastille et se fit remarquer par son courage. On le récompensa en lui donnant un congé définitif et en le faisant instructeur de la garde nationale de Chartres. Il remplit cette fonction jusqu'à l'époque du grand enrôlement (1792). Un des premiers inscrits, il fut envoyé à l'armée des Ardennes, comme sous-lieutenant, et, franchissant rapidement plusieurs grades, il ne tarda pas à se voir donner le commandement du 2e bataillon des volontaires d'Eure-et-Loir, ses compatriotes. Quand La Fayette eut abandonné son poste de général à cette armée, Marceau contribua puissamment à faire rentrer les troupes dans l'obéissance, et, comme un certain nombre d'officiers paraissaient disposés à aller rejoindre La Fayette, il réussit à les décider à rester en leur disant : « La patrie avant nos généraux ! notre place est à la frontière : ne tournez pas le dos à l'ennemi ! »

Plus tard, envoyé, avec son bataillon, en garnison à Verdun, Marceau fut un des officiers qui s'opposèrent énergiquement à la capitulation, sans pouvoir l'empêcher, et, après la mort du brave Beaurepaire, il fut chargé, comme étant le plus jeune en grade, de la pénible mission d'aller porter la ratification du

traité au camp prussien. Ce fut au roi de Prusse lui-même qu'il la remit. Comme il ne put retenir des larmes de douleur et de colère, celui-ci, touché, chercha à le consoler en rendant hommage au courage des défenseurs de la place. Mais il paraît que la seule consolation que voulût accepter Marceau, c'était une revanche ; car, le lendemain, pendant le défilé de la garnison, il évacuait Verdun, on entendit dans les rangs une voix, celle de Marceau, qui criait aux Prussiens : « Au revoir dans les plaines de la Champagne ! » Ce n'est pas tout ; comme il avait, pendant le siège, perdu une partie de ses effets et une somme de 400 fr., ses économies, et qu'un représentant en mission lui demandait ce qu'il désirait qu'on lui rendît : « Un sabre nouveau pour venger notre défaite ! » répliqua-t-il. Ajoutons, pour ce qui est de la reddition de Verdun, que, quelques mois après, la Convention décrétait la mise en accusation des officiers qui avaient consenti à cette reddition, que Marceau fut seul excepté, et qu'on lui fit des éloges publics.

Marceau demeura encore assez longtemps à l'armée du Nord, où il fit partie de l'avant-garde, sous les ordres du général Dillon, et où il eut à subir de continuelles escarmouches,

sans compter les privations. « Il y a trois jours que le pain nous manque, écrivait-il à un ami le 24 septembre 1792, les convois ayant été obligés de prendre le grand tour pour éviter l'ennemi. »

Cependant, nommé adjudant-major le 1er décembre et devenu successivement lieutenant-colonel en second, puis lieutenant-colonel aux cuirassiers-légers de la légion germanique, Marceau fut envoyé en Vendée. A peine arrivé, il fut accusé d'être un contre-révolutionnaire, par les représentants Bourbotte et Julien, et traduit en jugement. Il refusa de se disculper de l'accusation et se borna à raconter brièvement sa vie, ce qui fit dire à Goupilleau, un représentant et l'un des juges : « Si Marceau, que je vois pour la première fois et que j'apprécie par sa manière de se défendre, n'est pas aussi vrai républicain qu'il est brave soldat, je ne compterai plus sur personne ! » Marceau fut acquitté.

A quelque temps de là, en juin 1793, Marceau se trouvait à Saumur, quand, le 9 au soir, les royalistes se présentèrent devant cette ville, avec de l'artillerie, après avoir coupé toute communication avec un corps de 5,000 républicains établis à Thouars. Il résista quand même ; mais, à la suite d'un premier échec,

l'infanterie, prise de panique, se débanda à travers Saumur en criant : « Trahison ! » et il s'en suivit malheureusement une débâcle. C'est alors que Marceau, se trouvant près de Bourbotte, un de ses accusateurs, dont le cheval venait d'être tué, lui céda le sien, dans une noble vengeance, en lui disant : « J'aime mieux être pris ou tué que de voir un représentant tomber entre les mains de ces brigands ! »

Nommé bientôt général de division, à vingt-quatre ans, Marceau était au combat de Dôle, et, sauvant le corps de Westermann, il poursuivit l'ennemi jusqu'à Autrain, où l'on se battit vingt-deux heures ! Chargé ensuite, par intérim, du commandement du corps de Rossignol, il eut à agir avec Kléber, qui, ayant eu l'occasion d'apprécier son jeune collègue de l'armée du Nord, voulut lui abandonner le plan de campagne. Marceau refusa en disant : « Menez cette armée à la victoire ! Qu'est mon courage auprès de votre génie? Je courrai sous vos ordres à l'avant-garde ! » Finalement, ils s'entendirent pour choisir comme point de concentration le village de Foulletourte, en avant de Pontlieue et près de Mons. Ce fut à la suite d'un combat livré à La Rochejaquelein devant Pontlieue qu'eut lieu l'épisode touchant, tant

de fois raconté. Il se trouvait dans les troupes vendéennes une toute jeune fille, Angélique de Melliers, qui avait pris part au combat. Poursuivie par des soldats, elle rencontra Marceau, qui la prit sous sa protection. Il l'interrogea et lui trouva la raison un peu égarée. Pris de pitié, il lui conseilla de suivre la colonne, qui partait pour Laval et la confia à l'adjudant-général, Savary, le chargeant de la conduire au quartier général. Remise ensuite à un curé de campagne, elle ne tarda pas à être découverte, et, peu de temps après, Marceau apprit qu'elle avait porté sa tête sur l'échafaud, lui léguant une montre en souvenir de son humanité. Depuis, il exprima souvent le regret de n'avoir pu lui sauver la vie. Disons que cette belle action fut l'objet d'une dénonciation contre Marceau, mais qu'elle n'eut aucun effet, ayant été anéantie par Bourbotte, indigné.

Nous avons dit qu'après la bataille du Mans, Marceau s'était porté sur Laon. En chemin, il rencontra à Savenay le gros des royalistes, comme il rejoignait justement Kléber. Il s'entendit avec lui pour improviser une cavalerie composée d'officiers de tous corps, et les deux généraux chargèrent à la tête de cet escadron, pendant que l'infanterie exécutait, de son côté,

une charge terrible. On le sait, les Vendéens furent écrasés.

Cependant, Marceau allait bientôt être obligé de résigner son commandement provisoire, entre les mains de Tureau, nommé en remplacement de Rossignol et qui arrivait des Pyrénées pour prendre son poste de commissaire. On va voir comment, en passant à Angers, Tureau avait contredit les ordres qui étaient donnés à Marceau pour la défense du passage de la Loire ; puis il avait écrit, au comité de Salut public, pour se plaindre. De plus, la veille de la bataille de Savenay, Marceau avait reçu de lui une lettre dans laquelle il se plaignait de n'avoir pas été informé des mouvements de l'armée, et Marceau, blessé, lui avait répondu : « Je suis devant Savenay ; demain, de grand matin, j'attendrai l'ennemi, qui sera détruit. Si tu veux être témoin de la fin de la guerre, accours promptement. » On sait comment Marceau tint parole ; mais ce ne fut, malheureusement, qu'un grief de plus pour Tureau, qui finit par arriver à confiner Marceau à Chateaubriant, dans l'inaction. C'est de là que, fatigué de la guerre civile, inoccupé, souffrant, Marceau demanda un congé.

Il avait vécu retiré, à Rennes et à Paris, quand, le 2 mars 1794, il fut mis à la tête d'une

division des Ardennes. Il commandait l'aile droite à Fleurus et combattit avec la plus rare intrépidité : il eut deux chevaux tués sous lui et contribua pour une grande part à la victoire. A Deuren, il partagea la gloire de la journée avec Championnet, et Jourdan écrivit à Kléber : « Marceau s'est battu comme un enragé. » C'était la confirmation du rapport du comité de Salut public sur la bataille de Fleurus, rapport où Marceau avait été surnommé le lion de l'armée française. »

Peu de temps après la bataille de Deuren, Marceau reçut l'ordre de marcher avec sa division sur Coblentz, le centre des complots de l'émigration, et de s'en emparer. Bien que l'entreprise fût audacieuse, Marceau ne fit aucune objection, et, agissant avec promptitude, il tomba, le 13 octobre, sur Coblentz, où il entra l'épée haute et drapeaux au vent, pendant que l'état-major des alliés fuyait par la porte opposée. Ce fut le châtiment de l'impudent défi de Brunswich. La France entière fut en joie, et la presse républicaine célébra le vainqueur, qu'elle appelait « le moderne Paul-Emile ».

Marceau prit, l'année suivante, une part active au siège d'Ehreinbreisten, puis, à quelques mois de là, il attaqua les gorges de Stromberg et en chassa les Autrichiens. C'est alors qu'eut

lieu l'événement suivant. Comme Marceau, qui commandait l'arrière-garde de l'armée sur la rive gauche du Rhin, avait été chargé de brûler ou de couler bas, après le passage de Bernadotte, le pont de bateaux établit sur le Dieg, il transmit l'ordre au capitaine du génie, souhait qu'il accomplit trop précipitamment et faillit compromettre une grande partie de l'arrière-garde. Marceau, se considérant comme responsable de cette faute, voulut se brûler la cervelle ; heureusement un de ses aides de camp, qui était en même temps un de ses amis d'enfance, Constantin Maugars, parvint à l'en empêcher. Kléber, étant arrivé sur ces entrefaites, Marceau, indécis, n'osait lui parler, quand Kléber, se jetant dans ses bras et l'embrassant : « Eh ! quoi ! lui dit-il, est-ce que tu ne reconnais plus ton frère d'armes ? Est-ce que tu as oublié Kléber ? Montons à cheval et tout sera réparé. » Et, en effet, étant passés ensemble de l'autre côté du Rhin, ils inspirèrent une telle crainte à l'ennemi, qu'il fut deux jours sans se montrer sur le bord du fleuve.

Battant ensuite les Autrichiens à Salzbach, Marceau fut mis (1796) à la tête de la première division de l'armée de Sambre-et-Meuse, et, chargé de couvrir la retraite de Pichegru, qui venait d'évacuer les lignes de Mayence et

de se maintenir dans une position difficile, afin de permettre à Jourdan d'exécuter d'autres opérations combinées. Marceau, montrant sa bravoure et sa capacité habituelles, parvint à remplir sa mission en conservant sa situation, de laquelle dépendait le salut de deux armées, et repoussa ensuite les alliés à Creuznach, à Meissenheim et à Salzbourg. En somme, Marceau força les Autrichiens à se replier et permit à Jourdan de venir en aide à Kléber, pendant que sa division et celle de Poncet étaient chargées de tenir les Autrichiens en respect en avant de Mayence. Bientôt même, Jourdan appela à lui la division Poncet, pour prendre l'offensive, ce qui laissa Marceau avec moins de 15,000 hommes.

C'est avec cette petite armée que Marceau eut à soutenir, le 9 juillet, une première escarmouche. Il avait employé sa journée du lendemain à se fortifier, quand, le 11, à deux heures du matin, l'ennemi, sortant de Mayence, réussit à forcer les postes avancés ; heureusement, ce ne fut que pour battre aussitôt en retraite. Quinze jours après, Marceau s'empara du fort de Kœnigstein, où il trouva vingt canons ; puis, il compléta l'investissement de Mayence.

A la suite de cet investissement, l'armée de Sambre-et-Meuse s'étant repliée sur la Lahn,

Marceau se trouva de nouveau à la tête de deux divisions. Il dut en confier une, la sienne propre, au général de brigade Hardy, ce qu'il fit en lui écrivant : « Nous attendrons l'ennemi, nous le vaincrons; fais de même. Je connais la division que tu commandes : avec de tels hommes, tu es sûr de vaincre. Rappelle leur qu'ils sont de ma division : elle ne doit jamais être malheureuse.

Pour son compte, Marceau obtint la reddition de la forteresse de Wurtzbourg. Ayant envoyé ensuite des troupes dans la forêt pour y débarquer des partisans et y ramasser des déserteurs autrichiens, ces troupes rencontrèrent l'avant-garde de l'archiduc Charles, qui regagnait Francfort, et un engagement assez vif s'en suivit. Marceau concentra ses hommes sur le plateau de Dessenheim, fit sauter les ponts et se retrancha. C'est ainsi qu'il s'empara de Manheim et de Limbourg, puis livra deux combats importants le même jour (19 septembre 1796).

Nous arrivons, hélas ! au dernier jour de Marceau. Il occupait le défilé d'Altenkirchen, attendant l'intervention de Jourdan : voulant reconnaître le terrain, il partit accompagné du capitaine Souhait et suivi de deux ordonnances. Il portait le dolman et le pantalon du

4e chasseurs, sans écharpe, et sur son chapeau flottait le reste du panache qu'une balle avait coupé deux jours avant, à Limbourg. Il était à peine entré avec Souhait dans un petit bois, qu'un chasseur tyrolien caché derrière un arbre fit feu sur lui. La balle, après avoir effleuré Souhait, traversa le bras gauche de Marceau et alla se loger entre les côtes. La blessure était mortelle.

Transporté jusqu'à Altenkirchen, il fut confié à l'humanité et à la loyauté du commandant prussien, qui venait de s'emparer d'une partie de la ville et resta sous la garde des officiers qui l'accompagnaient. Le lendemain, le général autrichien Sladdick, à qui Jourdan avait recommandé le blessé, s'empressa d'envoyer une sauvegarde à celui-ci en entrant dans la place, et Kray, l'un des plus anciens officiers autrichiens, et qui avait combattu contre Marceau dans deux campagnes, fut le premier à le visiter. Il se sentit si ému en pressant la main du héros, qui répondit à la sienne, qu'il se mit à pleurer.

Au matin, Marceau rendit le dernier soupir. L'archiduc, qui arrivait à ce moment avec plusieurs de ses généraux, resta longtemps pensif et recueilli dans la contemplation de cette noble figure, glacée par la mort. Il voulait

même garder le corps pour lui rendre les derniers devoirs, et, quand il le livra aux officiers français qui venaient le réclamer, il le fit accompagner par un détachement de ses hussards. L'inhumation eut lieu le soir du 23 septembre, dans le camp retranché de Coblentz, et les salves de l'armée autrichienne répondirent à celles de l'armée française rendant les derniers honneurs.

Un monument, sur les dessins de Kléber, fut élevé à Marceau, par l'armée de Sambre-et-Meuse : c'était une simple pyramide sur laquelle on lisait que là reposait un soldat, qui, « à l'âge de vingt-sept ans, avait rendu des services signalés à sa patrie, avait mérité l'estime de ses ennemis, l'amitié de ses camarades et l'attachement de ses concitoyens ». Un an après, on exhuma le corps de Marceau, et, à la manière des Romains, on le fit brûler, avec pompe, sur un bûcher, au Presberg, en présence de l'armée. Les cendres furent recueillies dans un vase d'airain portant cette inscription : *Hic cineres, ubique nomen* (là les cendres, le nom partout). On déposa ce vase dans un tombeau, et le général Hardy prononça un discours en l'honneur du héros, pendant que des salves d'artillerie le saluaient une dernière fois.

Plus tard, les Prussiens ayant à fortifier le Presberg, on transporta le tombeau de Marceau à une petite distance de là, sur un tertre artificiel, dans la gorge du fort François, au bas d'une colline boisée, qui devint le lieu de promenade le plus fréquenté de Coblentz et une sorte de pèlerinage pour les Français.

Terminons en disant que Chartres, la ville natale de Marceau, après lui avoir érigé, en 1801, un monument, qui est aussi une pyramide, lui a élevé, en 1851, sur la place principale, une statue en bronze, œuvre remarquable d'Auguste Préault, et que chaque année, à l'anniversaire de la mort du héros, on célèbre une fète en son honneur.

XXIV

HOCHE



Prise des lignes de Wissembourg.

XXIV

HOCHE

Louis-Lazare Hoche naquit à Montreuil, faubourg de Versailles, le 24 juin 1768, d'un ancien militaire, devenu garde du chenil du roi. Ayant perdu sa mère à deux ans, il fut élevé par une tante, fruitière à Versailles, devint enfant de chœur, puis, à quatorze ans, attaché comme palefrenier surnuméraire aux

écuries royales. Tout en se livrant aux grossières occupations de son emploi, il étudiait avec passion, en prenant sur ses nuits. Quand il eut seize ans, il s'engagea dans les gardes-françaises où son intelligence, sa franchise et son goût pour l'étude lui attirèrent la sympathie de ses camarades. Il était là depuis deux ans, lorsque, ayant appris qu'un caporal de la compagnie était un délateur, il le provoqua en duel et lui donna un coup de sabre dans le ventre, tout en en recevant un au visage dont il garda toujours la trace.

Malgré son instruction et ses avantages extérieurs, Hoche n'était encore que caporal quand arriva la Révolution. Il en devint un des plus fervents et des plus sincères adeptes, et il figura parmi les sous-officiers des gardes-françaises qui embrassèrent la cause de l'Assemblée nationale et du peuple. Bientôt son corps fut dissous ; mais il passa alors, avec le grade de sergent, dans la garde nationale soldée, puis, comme adjudant-sous-officier, au 104e régiment d'infanterie, et, après cinq mois, lieutenant au 58e. Devenu capitaine au même régiment, il attira, par sa brillante conduite au siège de Thionville, l'attention du général Leveneur, qui le prit pour aide de camp, et, peu après, il se distingua à la ba-

taille de Nerwinde, par son courage et sa capacité.

Envoyé à Paris après la trahison de Dumouriez, pour rendre compte de ce qui s'était passé, Hoche adressa au comité de Salut public, par l'entremise de Couthon, un plan de campagne si remarquable, que l'illustre Carnot, qui en prit connaissance, dit : « Voilà un officier subalterne d'un bien grand mérite, et il le fit nommer adjudant général. Il se trouvait à Douai, quand, sur une dénonciation calomnieuse, il fut arrêté ; mais le comité révolutionnaire s'empressa de l'acquitter et lui donna le commandement de la ville de Dunkerque, menacée par le duc d'York. Il défendit cette ville avec une grande habileté ; ce qui lui valut d'être nommé, à treize mois de distance, général de brigade (20 septembre 1793) et général de division (23 octobre 1794). Ainsi, en deux campagnes, il venait de passer par tous les grades, en payant chacun d'eux d'une action d'éclat.

Après s'être emparé de Furnes, Hoche, à peine âgé de vingt-cinq ans, fut nommé commandant en chef de l'armée de la Moselle, composée d'environ 20,000 hommes, aussi mal disciplinés que mal armés. En peu de temps, il eut réorganisé cette armée, et il commença

la campagne. Il s'agissait de chasser des frontières de l'Alsace 100,000 Allemands (Prussiens et Autrichiens réunis), commandés par Brunswick. Il attaqua celui-ci ; mais, après une lutte de trois jours, il se vit contraint de se replier jusqu'à la Sarre. Ce ne fut, toutefois, que pour reprendre presque aussitôt l'offensive. Opérant sa jonction avec l'armée du Rhin, sous les ordres de Pichegru, il traversa les Vosges, à marches forcées, par un temps affreux, tomba sur l'armée autrichienne, commandée par Wurmser, l'isola des Prussiens et la mit en déroute ; puis, trois jours plus tard, après avoir reçu le commandement en chef des deux armées françaises, il battit de nouveau Wurmser près de Wissembourg, débloqua Landau, prit Gernesheim, Spire et Worms, et chassa complètement de l'Alsace l'armée autrichienne, en se couvrant d'une gloire immortelle.

Cependant, Pichegru, qui devait bientôt trahir et qui était envieux du jeune Hoche, non seulement le força, par son mauvais vouloir, de rentrer dans ses cantonnements, mais encore, en lui contestant l'honneur des succès obtenus, l'accusa auprès des commissaires Saint-Just et Lebas d'aspirer à la dictature. N'osant pas le frapper au milieu de l'armée qu'il avait conduite à la victoire, on

commença par l'en arracher en l'envoyant à l'armée d'Italie comme général en chef. A peine arrivé à Nice, Hoche étudiait sur la carte ses opérations futures, quand on l'arrêta. Il fut conduit à Paris et enfermé à la prison des Carmes. Tombé dans une solitude forcée, il employa ses heures à étudier de nouveau, et c'est alors que, se jurant d'être réservé, pour ne donner aucune prise à la calomnie, il choisit pour devise : *Res non verba* (Des faits et non des paroles).

Survinrent les événements du 9 thermidor. Ils ouvrirent à Hoche les portes de sa prison. Appelé alors au commandement de l'armée de l'Ouest, qui avait à faire rentrer dans le devoir des Français égarés et révoltés, il s'attacha à éviter l'effusion du sang et à ne frapper qu'après avoir tout tenté. Dans ces idées, il commença par établir dans son armée la discipline la plus sévère, défendant à ses soldats, sous les peines les plus graves, de molester les habitants : ce qui lui permit bientôt d'écrire au comité de Salut public : « Déjà l'habitant regarde sans effroi celui qu'il appelle *bleu* (de la couleur de l'uniforme) et qu'il regardait comme son ennemi. » D'un autre côté, il changea la tactique adoptée jusque-là, établissant des camps retranchés de distance en distance

et des colonnes mobiles pour battre le pays sans relâche ; ce qui mit l'armée à l'abri des surprises. Enfin, il travailla à isoler les divers corps royalistes, pour en venir plus facilement à bout. C'est ainsi qu'il arriva à battre les chouans et à leur faire demander la paix : ce qui leur fut accordé par le traité de la Jaunaie (château près de Verton, à 6 kilomètres de Nantes, le 15 février 1795).

Ce n'est pas que Hoche fût absolument satisfait de ce traité ; car, connaissant les menées des émigrés, il comprit que cette pacification partielle serait de peu de durée. Aussi, continua-t-il à prendre des mesures de précaution pour éviter toute surprise. Cette conduite, dictée par la prudence, lui fut pourtant imputée à crime. Accusé, à la fois, par les uns de vouloir entretenir la guerre civile en Vendée, et, par les autres, de trahir la République, en usant d'une modération coupable à l'égard des Vendéens, il était sur le point de perdre son commandement, lorsque Puisaye et d'Hervilly débarquèrent avec un corps d'émigrés (15 juillet 1795) ; ce qui prouve qu'il avait vu juste. Rassemblant aussi son armée, environ 9,000 hommes, il fondit sur les royalistes, leur enleva le fort Penthièvre, les accula à la mer, les bloqua dans la presqu'île de Quiberon, les

écrasa en partie et, tandis qu'un certain nombre d'entre eux parvenaient à s'embarquer sur les vaisseaux anglais (où était resté le comte d'Artois, plus tard Charles X, que Charette traite de lâche dans une lettre au futur Louis XVIII, qui en prenait déjà le nom), il fit les autres prisonniers. Il poursuivit ensuite les Tinteniac du côté de Saint-Malo ; puis, prenant les mesures les plus énergiques pour réduire Charette, un des chefs vendéens les plus renommés, et toute la Vendée, il procéda par la force à un désarmement successif du pays, autant du moins que cela fut possible, les chouans cachant leurs armes.

A l'avènement du Directoire, Hoche reçut le commandement de trois armées de l'Ouest, réunies sous le nom d'armée de l'Océan et comptant 100,000 hommes. Investi des pouvoirs les plus étendus, il porta alors le dernier coup à l'insurrection, battant successivement Stofflet et Charette (ce dernier fut pris et, après jugement, fusillé à Nantes), et faisant procéder au désarmement du Morbihan et de la Bretagne, comme précédemment en Vendée.

Enfin, grâce à Hoche, le Directoire put, le 15 juillet 1796, annoncer que la lutte était terminée et la Vendée pacifiée, pendant qu'un décret proclamait que l'armée de l'Océan avait

bien mérité de la patrie. C'est depuis que le grand général reçut son plus beau titre de gloire, le surnom de *Pacificateur de la Vendée*.

Cependant, en voyant les Anglais s'attacher à fomenter incessamment la guerre civile chez nous, Hoche avait conçu le projet de les frapper à leur tour en employant les mêmes moyens. Justement l'Irlande n'attendait qu'un signal pour se soulever. Hoche demanda au Directoire de profiter de l'occasion et de faire opérer une descente en Irlande. Le Directoire accepta, et Hoche, après avoir échappé, à la sortie du théâtre de Rennes, à la balle d'un Vendéen fanatique nommé Guillaumot, se rendit à Brest, pour organiser l'expédition, dont il avait naturellement le commandement. Il eut nombre de difficultés à vaincre, sans compter le mauvais vouloir du Directoire, maintenant hésitant. Enfin, le corps expéditionnaire de l'Irlande, composé de 18,000 hommes, quitta le port de Brest (16 décembre 1796). L'escadre qui le portait et que commandait Morard, était parvenue à tromper la diligence de la flotte anglaise, quand, à la hauteur d'Ouessant, une tempête effroyable vint disperser les navires. Tous pourtant arrivent tour à tour à la baie de Boutry, lieu du rendez-vous ; tous ? non ; il en manque un, et

c'est la frégate *la Fraternité*, sur laquelle est monté Hoche. En l'absence de son chef, Grouchy, commandant en second de l'expédition, n'osa prendre sur lui de faire débarquer, et la flotte reprit la mer pour rentrer au port de Brest, où elle arriva le 1er janvier 1797, après avoir laissé prendre deux de ses vaisseaux par les Anglais. Hoche, entraîné au loin, aborda enfin, à son tour, vers la baie de Boutry ; mais ce fut pour s'y trouver seul et pour apprendre des Irlandais que son armée retournait vers la France. Désespéré, il dut faire comme elle, et, après avoir échappé, comme par miracle, aux croiseurs anglais, il arriva à l'île d'Aix, le 13 janvier. Telle fut l'issue d'une expédition préparée dans un tel secret que le gouvernement anglais n'en avait eu aucune connaissance, et qui devait nécessairement réussir, sans la faute des éléments.

Le Directoire, d'ailleurs, ne rendit pas Hoche responsable de l'insuccès, et comme il voulait reprendre la guerre sur le Rhin, il lui donna le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, forte de 18,000 hommes. Hoche commença par donner à ses troupes une forte organisation et par pourvoir à tous ses besoins ; puis, il entra en campagne, bien décidé à pénétrer jusqu'au cœur de l'Allemagne et « à

créer sur les bords du Rhin, dit Thiers, une république indépendante, alliée et amie de la nôtre sous le nom de Cis-Rhénane ». Il franchit rapidement le Rhin, arriva en deux jours à Neuwied, y culbuta les Prussiens, les battit successivement à Ukerath, à Altenkirsken, à Diedorff et prit Wetzlar. Il allait écraser définitivement l'ennemi d'un seul coup, lorsque la nouvelle de l'armistice conclu à Léoben entre Bonaparte et l'archiduc Charles l'arrêta à Giessen, dans une marche où, en quatre jours, il avait fait trente-cinq lieues, dans un pays occupé par les Autrichiens, remporté la victoire dans trois batailles et cinq combats, fait 8,000 prisonniers et pris trente canons.

C'est à la suite de cette glorieuse campagne que le Directoire offrit le ministère de la guerre à Hoche, qui ne put l'accepter, n'ayant pas encore l'âge voulu par la loi. Il avait repris le projet de faire une descente en Irlande, et il s'apprêtait à agir de concert avec la flotte hollandaise, lorsque le Directoire, en lutte avec les conseils dont la majorité royaliste était dirigée par Pichegru, eut recours à lui pour abattre un parti qui menaçait l'existence même de la République et les conquêtes de la Révolution. Hoche n'hésita pas et fit marcher des troupes vers Paris ; mais, le Corps législ-

latif protestant, le Directoire faiblit, et le général reçut l'ordre de faire rétrograder ses soldats, ce qui permit bientôt à Augereau d'exécuter le coup de main royaliste projeté.

Quoi qu'il en soit, ce coup de main réprimé, le Directoire réunit aussitôt sous son commandement l'armée de Sambre-et-Meuse et celle de Rhin-Moselle, enlevée à Moreau, devenu suspect. Il était retiré depuis peu de jours, dans son camp, à Wetzlor, quand il fut atteint d'une maladie étrange et subite, qui lui donna des convulsions nerveuses avec de la toux et des crachements de sang, puis des douleurs d'entrailles si violentes, qu'il disait à ses amis : « Suis-je donc enveloppé de la tunique empoisonnée de Nessus ? » Il n'en conserva pas moins son calme et sa sérénité ; il expira bientôt (19 septembre 1797).

L'opinion générale attribua au poison la mort de ce héros, enlevé ainsi subitement, à 29 ans, et l'autopsie du cadavre fit découvrir dans les intestins des taches noirâtres qui fortifièrent les soupçons. On porta en grande pompe les restes de Hoche auprès de ceux de Marceau, dans la redoute de Pétersberg, et le Directoire fit célébrer, en son honneur, au Champ-de-Mars, une imposante cérémonie funèbre, pour laquelle Marie-Joseph Chénier

écrivit un hymne dont la musique fut composée par Cherubini. Peu après, on éleva un monument à la gloire de Hoche à Wissenthurn, près de Nervied. Après la révolution de juillet 1830, sa statue en marbre fut érigée à Versailles, sur la place qui porte son nom, statue, qui, en 1836, était remplacée par une statue en bronze. Quant aux restes de Hoche, que sa veuve, Adélaïde Dechaux, avait fait déposer dans un caveau du cimetière du Père-Lachaise, ils furent, après la mort de celle-ci (1860), offerts, par la comtesse des Roys, leur fille à tous deux, à la ville de Versailles, qui les fit déposer dans l'église Notre-Dame. Enfin, si l'Empire interdit, en 1868, le centenaire de Hoche, la République donna, le 24 juin 1872, en l'honneur de sa naissance, un banquet où Gambetta prononça un remarquable discours, dans lequel il appela Hoche « une grande conscience et un héros ».

Maintenant, quelques anecdotes sur Hoche.

Au début de l'affaire de Freschwiller, en entendant gronder les canons ennemis, il eut l'idée de les mettre aux enchères. « A six cents livres, pièce, les canons, camarades ! s'écria-t-il. — Adjugé ! » répondirent les soldats. Et, après la victoire, les commissaires de la Convention tinrent la promesse du général, en

payant aux soldats le prix convenu pour chaque canon.

Le jour où il eut deux chevaux tués sous lui, Hoche demanda le cheval d'un dragon qui l'accompagnait, et, montant en selle : « Ces messieurs les ennemis, dit-il en riant, voudraient me faire servir dans la ligne ! »

Dans son rapport sur la bataille de Nervied, il oublia de dire que les sept canons enlevés à l'ennemi avaient été pris par Lefebvre, et se contenta d'écrire : « L'armée a pris sept drapeaux. » Lefebvre réclama en lui faisant parvenir ce mot : « J'en ai pris sept aussi ; cela fait donc quatorze. » Alors, Hoche s'empressa de répondre : « Non, non, il n'y a que sept drapeaux, comme il n'y a qu'un Lefebvre. »

XXV

DESAIX



Mort de Desaix à Marengo.

XXV

DESAIX

Louis-Charles-Antoine Desaix de Veygoux (ou des Aix, suivant son acte de naissance) naquit au château de Saint-Hilaire d'Ayat, près de Riom, en 1768. D'une bonne famille d'Auvergne, il entra à l'école militaire d'Effiat, à titre de boursier, la fortune paternelle étant assez médiocre. Il y passa sept ans et en sortit

avec le grade de sous-lieutenant dans le régiment de Bretagne. Il tint successivement garnison à Briançon et à Huningue, se faisant remarquer par la gravité de son caractère et le goût pour l'étude des sciences relatives à l'art militaire.

Quand vint la Révolution, Desaix en embrassa les principes avec ardeur, pendant que toute sa famille émigrait, et, en 1791, il sollicita une place de commissaire des guerres et fut envoyé en cette qualité dans sa province natale d'Auvergne. Comme il eut naturellement à subir les reproches et les exigences de sa famille, il demanda bientôt à rentrer dans l'armée active, et il passa au 46e de ligne, avec le grade de lieutenant.

Cependant, la guerre éclatant de toutes parts contre la France (1792), Desaix fit partie de l'armée du Rhin, en qualité d'aide de camp du prince Victor de Broglie ; mais, à la nouvelle de la journée du 10 août, le prince ayant protesté contre la suspension du roi, et Desaix s'étant associé à cette protestation, il se vit suspendu, avec son chef, par Carnot, commissaire de l'Assemblée. Il ne tarda même pas à être arrêté et dut passer deux mois en prison. Il n'en sortit que sur les réclamations des généraux Brion et Custine. Alors Carnot, qui,

tout en se montrant sévère avec le jeune officier, avait su apprécier ses qualités, l'envoya à l'armée du Rhin, comme adjoint à l'état-major. Desaix était aux combats de Vissembourg, et il y déploya une intelligence et un courage qui lui valurent le grade de général de division (1794).

Quoi qu'il en soit, sa qualité de noble, les regrets dont il ne craignit pas d'honorer la mémoire de Custine, qui venait de porter sa tête sur l'échafaud, les plaintes qu'il fit entendre à l'occasion de la captivité de sa sœur, que les jacobins d'Auvergne venaient de jeter en prison, ne tardèrent pas à le rendre suspect à la Convention, Pichegru eut beau le présenter comme le plus habile général de son armée, en vain Saint-Just lui-même se montra de cet avis ; on envoya des agents pour l'arrêter. Heureusement il fut sauvé par ses soldats, qui se révoltèrent et chassèrent les agents, et l'affaire en resta là.

L'année suivante (1795), Desaix eut, sous les ordres de Jourdan, le commandement de l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il repassa ensuite dans l'armée du Rhin, commandée par Moreau, dont les opérations devaient concourir avec celles de Bonaparte en Italie, afin de neutraliser en Allemagne une

partie des forces de l'Autriche. En juin 1796, il fut chargé de préparer le passage du Rhin, et l'opération, si difficile qu'elle fût, réussit parfaitement, grâce à lui.

Bientôt, cependant, les revers de l'armée de Sambre-et-Meuse arrêtèrent les progrès de Moreau, qui avait pénétré jusqu'au cœur de la Bavière et qui vit se concentrer sur lui tous les efforts de l'armée autrichienne. Moreau opéra alors cette savante retraite qui lui fit plus d'honneur que toutes ses victoires. Desaix y prit la part la plus brillante, arrêtant, à Kelh, où il était enfermé, l'archiduc Charles assez longtemps pour que les affaires de l'Italie se décidassent sans l'intervention de ce général, un des meilleurs qu'ait eus l'Autriche.

Desaix, qui s'était lié avec Bonaparte dans une mission qu'il eut auprès de lui en Italie et qui avait su apprécier ses talents militaires, comme Bonaparte avait su apprécier les siens, fut naturellement le premier de tous les généraux dont le vainqueur de l'Italie voulut d'abord s'assurer le concours, lorsqu'il entreprit la campagne d'Egypte. Ce fut Desaix qui commanda l'avant-garde, et, quand Alexandrie eût été emportée d'assaut, il se dirigea vers le Caire. Dans cette marche, il eut à supporter pour la première fois le choc impétueux des

mameluks (cavaliers), qui vinrent se briser contre ses carrés d'infanterie. Il prit ensuite la part la plus brillante à la bataille des Pyramides et fut chargé de poursuivre Mourad-Bey, qui avait remonté le Nil, ainsi que de faire la conquête de la haute Egypte.

Desaix s'acquitta de sa mission avec gloire. A travers des obstacles de tout genre et sans cesse renaissants, presque sans ressources, dans des contrées barbares et arides, il sut, en soutenant le moral de ses troupes, vaincre les mameluks dans plusieurs batailles sanglantes et lassa enfin la témérité de Mourad-Bey, qu'il obligea de se retirer jusqu'en Nubie. Parvenu jusqu'aux vaincus de Thèbes (l'ancienne Thèbes aux cent portes) et de Dande-rah, et s'arrêtant sur les confins de l'Ethiopie, il s'occupa de régulariser l'administration de cette partie de l'Egypte et parvint à se faire aimer et respecter des habitants, qui l'appelèrent le *Sultan juste*, pendant que, dans l'armée, on le comparait à Bayard.

Quand Bonaparte abandonna l'Egypte, il aurait désiré ramener Desaix avec lui en France ; mais Desaix ne put arriver à temps. Bonaparte voulut du moins lui exprimer ses sentiments : il lui envoya un sabre sur la lame duquel étaient gravés ces mots : *Conquête de*

la haute Egypte, et il accompagna cet envoi d'une lettre, dans laquelle il disait : « Cette conquête est due à vos bonnes dispositions et à votre constance dans les fatigues. Recevez, je vous prie, cette arme comme une preuve de mon estime et de la bonne amitié que je vous ai vouée. »

Ramené en France par le traité d'El-Arisch, Desaix dut, à la mauvaise foi des Anglais de subir, sur sa route, à Livourne, une captivité de trente jours. L'amiral Keith eut même la basse indignité de lui offrir *un franc par jour* pour sa table, en ajoutant, avec une ironie imbécile, que l'égalité, si prônée en France, voulait qu'il ne fût pas mieux traité que les soldats. « Je ne vous demande rien, lui dit Desaix, que de me délivrer de votre présence. J'ai traité avec les mameluks, les Turcs, les Arabes du grand désert, les Éthiopiens, les noirs du Darfour : tous respectaient la parole qu'ils avaient donnée et n'insultaient point au malheur. Je suis au milieu de mes soldats : je ne me plains de rien que de votre mauvaise foi. »

Dès son arrivée en France, Desaix fut envoyé à l'armée d'Italie, où il arriva quelques jours seulement avant la bataille de Marengo. Chargé du commandement des divisions Baudot et Monnier, il eut pour mission d'empê-

cher le corps autrichien qui aurait assiégé et pris Gênes, de se joindre à l'armée de Mélas à Alexandrie. Il avait déjà fait plusieurs lieues sur la route de Gênes, lorsque, tout à coup, le canon retentit à ses oreilles. Faisant aussitôt volte-face, il se rabattit à marche rapide vers le champ de bataille. Il arriva : c'était la grande bataille de Marengo. L'action s'était engagée dès le matin et la mêlée avait été terrible. Surpris par la brusque attaque du général Mélas, Bonaparte n'avait pris aucune disposition, et l'armée était en pleine retraite. Cependant, à la nouvelle de l'arrivée de Desaix, Bonaparte court vers lui, avec d'autres généraux, et lui explique les conditions de l'affaire. « Oui, dit Desaix, la bataille est perdue ; mais (tirant sa montre), il n'est que trois heures, et nous avons le temps d'en gagner une autre. » Aussitôt, des dispositions sont adoptées. L'armée reçoit l'ordre d'arrêter son mouvement de retraite, et les Autrichiens sont tout surpris de voir nos bataillons revenir sur eux. Les divisions de Desaix étaient les premières, et lui-même chargeait à la tête, lorsque, soudain, il tomba frappé d'une balle au cœur (14 juin 1800). A la vue de leur général mort, officiers et soldats, émus de colère et de douleur, se ruèrent sur les Autrichiens et décidèrent de la victoire.

Après la mêlée, on alla à la recherche du corps de Desaix, et, bien qu'il eût été dépouillé par les fuyards, Savary, son aide de camp, le reconnut facilement à ses cicatrices et surtout à sa longue chevelure noire. Les soldats rapportèrent Desaix à la lueur des torches. On lui éleva un monument sur le champ de bataille où il était tombé (monument détruit par la lâcheté des Autrichiens), et, depuis à Clermont-Ferrand, dans une île du Rhin, près de Kelh, et sur la place Dauphine, à Paris. Enfin, on frappa une médaille en son honneur.

Quant à ses restes, il furent inhumés à l'hospice du Mont-Saint-Bernard, suivant l'ordre de Bonaparte, qui écrivit : « A tant de vertu et d'héroïsme, je veux décerner un hommage tel qu'aucun homme n'en a reçu. Le tombeau de Desaix aura les Alpes pour piédestal, et pour gardiens les religieux du Saint-Bernard ! »

XXVI

LANNES

XXVI

LANNES

Jean Lannes naquit à Lectoure en 1769, d'un garçon d'écurie. Il avait appris à lire et à écrire, et il était ouvrier teinturier, quand, en 1792, il s'engagea dans un bataillon de volontaires du Gers. Il devint bientôt sergent-major et montra tant de valeur à l'armée des Pyrénées-Orientales qu'il fut nommé officier; puis, il devint chef de brigade en 1795. Compris la même année dans les officiers supérieurs destitués pour incapacité, et se sentant né pour la carrière militaire, il se fit présenter au général Bonaparte et obtint de faire partie de l'armée d'Italie comme simple volontaire. Il ne tarda par à se faire remarquer, et, après le combat de Millesimo (1796), il rentra dans son grade de chef de brigade. Il se distin-

gua ensuite à Dego, à Cadagno, au pont de Lodi, à la prise de Pavie. Nommé alors général de brigade, il enleva un faubourg de Mantoue, fut blessé à Governalo, à Arcole deux fois. Le lendemain, apprenant que le combat continuait, il monta à cheval, s'élança sur le pont d'Arcole au milieu de la mitraille, entraînant ses soldats après lui, et blessé gravement, il tomba sans connaissance.

A peine guéri, Lannes prit part à la bataille de Rivoli (1797), marcha sur Rome et enleva les retranchements d'Imola ; puis, il fut envoyé par Bonaparte auprès du pape pour traiter de la paix. Bientôt, le traité de Campo-Formio ayant été conclu avec l'Autriche, Lannes reçut le commandement des départements de l'Isère, de la Drôme, de l'Ardèche et du Gard. Appelé, peu après, à faire partie de l'expédition d'Egypte, il prit part à toutes les affaires importantes, contribua à la prise de Gaza, de Jaffa, fut blessé à Saint-Jean-d'Acre, puis à Aboukir. A son retour en France, avec le grade de général de division, Lannes, qui était revenu en même temps que Bonaparte, s'associa au coup d'Etat du 18 brumaire, et, en récompense, il fut nommé commandant en chef de la garde consulaire et mis à la tête de l'avant-garde de l'armée des Alpes. Fran-

chissant alors le Saint-Bernard, il s'élança en avant, avec quelques canons, chassa les Autrichiens d'Aoste, de Châtillon, s'empara d'Ivrée par escalade, de Pavie, de Stradella, contribua au succès de la bataille de Montebello, où, suivant son expression, « les balles claquaient sur les os de ses soldats comme la grêle sur des vitrages », et, enfin soutint, pendant sept heures à Marengo, les efforts de l'armée autrichienne et de 80 pièces de canon, ce qui lui valut un sabre d'honneur.

Envoyé en Portugal, en 1801, comme ministre plénipotentiaire, Lannes ne put tenir dans ce poste avec son caractère emporté : on le rappela bientôt et on le remplaça par Junot. Il était devenu successivement maréchal de France, grand-croix de la Légion d'honneur et duc de Montebello, quand, à la campagne de 1805 contre l'Autriche, il fut mis à la tête de l'avant-garde, puis commanda l'aile gauche à la bataille d'Austerlitz. Après avoir occupé quelque temps la Moravie, il fit, en 1806, la campagne de Prusse et prit part à la bataille d'Iéna ; de là, il marcha contre les Russes, qu'il battit à Pultusk, où il fut blessé (c'était sa cinquième blessure). Il resta ensuite quelque temps à Varsovie et il alla contribuer à la prise de Dantzig, puis à la victoire de Fried-

land. Enfin, envoyé en Espagne en 1808, il commença par battre, à Tudela, Palafox et Castanos ; après quoi, chargé de diriger les opérations du mémorable siège de Saragosse, il réussit, au prix des plus grands efforts, à s'emparer de cette ville héroïque.

Lannes se reposait de ses fatigues au sein de sa famille, à sa propriété de Maisons, prêt de Paris, quand une nouvelle guerre avec l'Autriche vint le prendre pour le pousser de nouveau sur les champs de bataille. Il combattit à Abensberg, à Eckmül, à Ratisbonne ; puis, toujours à l'avant-garde, il marcha sur Vienne, et, après avoir vaincu les Autrichiens à Amstetten, il arriva avec Napoléon aux portes de Vienne, qui fut bombardée et qui capitula aussitôt. Continuant la campagne, il avait rompu et culbuté les lignes ennemies à Essling, lorsque la rupture des ponts jetés sur le Danube coupa notre armée en deux. Attaqué alors par l'archiduc Frédéric-Charles, n'ayant plus de munitions, exposé à un feu terrible, Lannes se plaça sur le front de sa ligne, où il fut atteint tout à coup par un boulet qui lui brisa les deux jambes (22 mai 1809). Dès qu'il connut la nouvelle, Napoléon courut vers le brancard qui portait le maréchal dans l'île de Lobau, pour y subir l'ampu-



Lannes au siège de Saragosse.

tation, et lui dit en pleurant : « Lannes, mon ami, me reconnais-tu ? C'est l'empereur, c'est Bonaparte, c'est ton ami. — Dans quelques heures, répondit le blessé en rouvrant les yeux, vous aurez perdu l'homme qui vous a le plus aimé. » D'après une autre version, Lannes aurait reproché à Napoléon sa politique, en lui disant qu'elle lui serait fatale ainsi qu'à la France ; mais les quelques mots que nous venons de rapporter sont les plus vraisemblables, étant donné ce que Lannes avait fait pour Napoléon.

Quoi qu'il en soit, après avoir subi l'amputation, Lannes fut transporté à Vienne, où il mourut, quelques jours après (31 mai 1809). L'année suivante, ses restes furent portés à Paris et déposés au Panthéon, et, après la révolution de Juillet 1830, la ville de Lectoure lui érigea une statue.

Nous avons dit que Lannes était sans instruction et brutal. Devant Napoléon même, il gardait ses manières grossières. C'est ainsi qu'après la bataille d'Eylau, Napoléon ayant attribué toute la gloire de cette journée à Murat, Lannes entra dans une violente colère : « Augereau et moi, nous avons combattu plus que Murat ! lui cria-t-il en face. Croyez-vous que je sois homme à me laisser prendre

une seule palme ? Non ! par personne ; pas même par votre coq empanaché de beau-frère, qui vient, après la victoire, chanter cocorico ! »

Lannes montra le même caractère dans deux autres circonstances que nous rapporterons. Le peintre Robert ayant été chargé par Napoléon de faire le portrait du maréchal, celui-ci le reçut fort mal, et, parlant de l'empereur : « Que veut-il faire de mon portrait, ce b... là ? » dit-il. Un jour, aux Tuileries, comme l'on parlait devant lui des défenseurs de Saragosse, qu'on accusait de fanatisme : « Messieurs, fit-il, ce sera ce que vous voudrez ; mais je puis vous assurer que ce sont des b... qui se battent bien ! »

XXVII

NEY

XXVII

NEY

Michel Ney naquit à Sarrelouis, le 10 janvier 1769, d'un ancien soldat devenu tonnelier. Il fréquenta pendant quelque temps le collège des Augustins, et, à treize ans, avec une instruction élémentaire, entra comme petit clerc chez un notaire. De là, il passa employé aux écritures au tribunal, puis dans les bureaux de la compagnie des mines d'Apenweiler. Cependant, cette existence monotone n'était pas faite pour sa nature ardente : se sentant une autre vocation, celle des armes, il s'enrôla bientôt à Metz, le 6 décembre 1788, dans un régiment de hussards.

Le jeune Ney se fit aussitôt remarquer et passa rapidement par tous les grades subalternes, et, après avoir fait la campagne de

1792, dans l'armée du Nord, il fut nommé lieutenant. Successivement aide de camp du général Lamarche et du général Collard, il assista aux combats de Nerwinde, de Louvain, de Valenciennes, etc. Nommé capitaine en 1794, il fut chargé par Kléber, frappé de son énergie et de sa froide intrépidité, de harceler les Autrichiens à la tête d'un petit corps de 500 hommes, et il fit, dans cette mission, preuve de qualités qui lui valurent le surnom d'*Infatigable* et le grade de chef d'escadron. Passé chef de brigade à un mois de là, après sa belle conduite à la bataille d'Aldenhoven, il concourut au siège et à la prise de Maëstricht (novembre 1779), puis au siège de Mayence, où il fut grièvement blessé. A sa guérison, en 1795, ayant rejoint l'armée de Sambre-et-Meuse, il prit part à divers combats, enleva notamment la citadelle de Wurtzbourg, où il fit 2,000 prisonniers, et, après avoir forcé, à la suite de plusieurs rencontres, le passage de la Rednitz, il battit l'ennemi sous les murs de Forzheim et s'empara de la place (8 août 1796); ce que lui valut le jour même le grade de général de brigade.

L'année suivante, mis à la tête d'un corps de hussards, Ney contribua, par des charges brillantes, à la défaite des Autrichiens à Neu-

wied et à Dierdoff. Quelques jours après, le 27 août 1797, il poursuivait l'ennemi à Giessen, quand, ayant eu son cheval tué sous lui, il fut entouré par un gros de cavaliers et fut fait prisonnier, malgré une héroïque résistance avec le tronçon de son sabre. Remis presque aussitôt en liberté, par suite d'un échange, il fut bientôt envoyé à l'armée commandée par Bernadotte (cet ambitieux qui devait se faire roi de Suède et combattre contre Napoléon) et se signala dès le début de la campagne par un trait d'une rare audace. Ayant reçu l'ordre de s'emparer de Manheim, il s'introduisit furtivement dans la place avec 150 hommes déterminés et s'en rendit maître! Fait général de division pour cette belle action, il passa à l'armée du Danube, sous les ordres de Masséna et se distingua en diverses rencontres, particulièrement à Wintherthur, où il lutta avec 3,000 hommes contre 16,000 Autrichiens et reçut deux blessures. Peu de temps après, à peine guéri, il était à l'armée du Rhin, et, à la tête de l'avant-garde, s'emparait de Heilbroon, de Laufen, battait l'ennemi à Wisloch, à Hockeim, et ne se repliait que devant des forces d'une supériorité énorme et en recevant deux nouvelles blessures.

Bientôt investi du commandement provi-

soire de l'armée du Rhin, Ney fit une attaque sur toute la ligne pour empêcher l'archiduc Charles d'opérer sa jonction avec Souwarow ; ce qui permit à Masséna de battre complètement l'armée austro-russe à Zurich. Il avait remporté divers succès et avait remis le commandement en chef au général Lecourbe pour faire une guerre d'avant-poste, lorsque Bonaparte, revenu d'Egypte, fit le coup d'Etat du 18 brumaire. Ney adhéra au nouveau gouvernement et continua à servir dans les armées du Rhin et du Danube, réunies sous les ordres supérieurs de Moreau ; il contribua surtout puissamment à la victoire de Hohenlinden, où il s'empara, par un mouvemont rapide et par une attaque impétueuse, de 10,000 prisonniers et de dix canons, victoire qui, avec la bataille de Marengo, força l'ennemi à signer la paix de Lunéville (4 février 1801).

Ney se rendit alors à Paris, où le premier consul, pour se l'attacher, lui fit épouser Mlle Louise Auguié de Lascaus, amie intime d'Hortense de Beauharnais, sa belle-sœur. Quelques mois plus tard, Ney était envoyé comme ministre plénipotiaire en Suisse pour proposer au Sénat de Berne de mettre la république helvétique sous la protection de la France, et il réussissait dans sa mission.

Rappelé au mois d'octobre suivant (1803), il reçut, le 28 décembre, le commandement en chef du 6e corps de l'armée que Bonaparte rassemblait sur les côtes de la Manche, pour opérer une descente en Angleterre, et, après la proclamation de l'Empire, il fut nommé maréchal de France, reçut le grand cordon de la Légion d'honneur et le titre de chef de la 7e cohorte.

Cependant, la guerre avec l'Autriche, alliée de l'Angleterre et de la Russie, ayant éclaté (1805), Ney franchit le Rhin à la tête du 6e corps, occupa, après une marche rapide, les défilés du Danube, battit l'archiduc Ferdinand à Guntzbourg ; puis, chargé d'enlever les formidables positions d'Elchingen, défendues par 15,000 hommes et 40 pièces de canon, culbuta l'ennemi et le rejeta dans Ulm, qui dut capituler. Alors, pendant que Napoléon marchait sur Vienne, Ney pénétra dans le Tyrol avec 30,000 hommes, en chassa l'archiduc Jean, prit Charnit, Inspruck, Hall, où il s'empara des arsenaux et des magasins de l'ennemi, et entra dans la Carinthie au moment où la victoire d'Austerlitz forçait l'Autriche à signer la paix de Presbourg.

Arriva la campagne de 1806-1807 contre la Prusse et la Russie. Toujours à la tête, Ney

acheva la défaite des Prussiens à Iéna, s'empara d'Erfurt, où il prit 120 pièces de canon et fit 14,000 prisonniers, obligea à capituler en vingt-quatre heures Magdebourg, boulevard de la Prusse, avec 800 canons et 23,000 prisonniers. De là, après avoir chassé de Thorn les Prussiens, mis en pleine déroute, il franchit la Vistule, battit l'ennemi à Miawa et près de Lauterbach, rejeta Benningsen derrière le Prégel, dégagea Bernadotte, attaqué par toute l'armée russe à Morhungen, détruisit tout un corps prussien à Deppen et à la sanglante bataille d'Eylau. Il avait soutenu avec 14,000 combattants, les efforts de 70,000 Russes et de 100 pièces de canon, quand, après avoir battu l'ennemi à Spanden, il dut, devant la supériorité du nombre, opérer sa retraite sur Altenbourg ; ce qu'il fit avec habileté et sang-froid. Enfin, quelques jours après, à Friedland, il jetait dans l'Elbe l'aile gauche de l'ennemi, emportait la ville, défendue par la garde impériale russe, ce qui décida de la victoire ; il venait de s'emparer d'Intersbourg, lorsque la paix de Tilsitt mit fin à la guerre.

Ney, qui était rentré en France avec le surnom de *brave des Braves* et avait reçu de Napoléon le titre de duc d'Elchingen, commençait à peine à se reposer des fatigues de ses

dernières et laborieuses campagnes, lorsqu'il fut envoyé en Espagne avec son 6e corps. Il prit Logrono, Soria, empêcha Wellington de faire sa jonction avec le général de la Romana; puis, ayant entrepris de soumettre la Galicie et les Asturies, il se vit harceler par les guérillas, mais battit la Romana à Penallor, entra à Oviedo et fit éprouver à Wilson un grave échec à Banos. Passant ensuite en Portugal (1819), sous les ordres de Masséna, il assiéga et prit Ciudad-Rodrigo, livra le combat de Guarda, obtint la reddition d'Almeida et arriva avec les restes de son armée devant l'inexpugnable position de Villa-Franca, sous les murs de Lisbonne. L'armée tint six mois; mais, en proie à la disette, elle dut enfin battre en retraite. Alors, Ney, dont le 6e corps était réduit à 6,000 hommes fut chargé de soutenir à l'arrière-garde les efforts de l'armée anglo-portugaise, forte de 4,000 hommes. Il fit en cette circonstance preuve d'une connaissance profonde de l'art des retraites et parvint constamment à tenir en échec l'ennemi, qui ne put l'entamer. Malheureusement, à la suite du désordre arrivé au pont de Poltz de Aronce, un vif dissentiment éclata entre Masséna et Ney au sujet de la marche que devait suivre l'armée. Ney refusa d'obéir à Masséna qui était

son chef, et fut soutenu par son corps. Bref, l'esprit de rébellion alla si loin, que Masséna fut obligé de retirer son commandement à Ney, et celui-ci, après une tentative de résistance, dut céder et rentrer en France.

Ney n'avait pas perdu pour cela la confiance de Napoléon, et, quand vint la guerre de Russie (1812), il se fit mettre à la tête du 3e corps. Ce fut sa plus glorieuse campagne. Après l'avoir inaugurée en battant l'ennemi à Lyadi, pris une part brillante à la bataille de Smolensk, où il fut atteint d'une balle au cou et culbuté à Valentia trois corps d'armée russe, il commandait le centre de notre armée à la bataille de la Moskowa et avec tant de valeur, que Napoléon lui donna le titre de prince de la Moskowa.

Arriva la désastreuse retraite, où Ney se surpassa lui-même. Chargé du commandement de l'arrière-garde, il maintint en échec les Cosaques, fut séparé du gros de l'armée à Krasnoï, où, n'ayant que 7,000 hommes, il fut attaqué par des forces énormes et gagna le Dniéper en laissant derrière lui des milliers d'hommes et de chevaux ensevelis sous la neige, mais en relevant sans cesse, par ses paroles et par son exemple, le courage abattu de ses soldats. Arrivé au Dniéper, Ney, trou-

vant le pont de Doubrowna détruit et le fleuve non entièrement gelé, dut abandonner, pour le franchir, son artillerie et ses bagages. Harcelé de nouveau par les cosaques de Platoff, il n'avait plus que 3,000 hommes en arrivant à Orcha, où s'étaient réunis les débris de la grande armée. On continua le chemin vers la France, et la Bérézina se présenta. Dans ce fameux et triste passage, où les boulets pleuvaient sur nos soldats, Ney sauva des milliers d'hommes en conservant un sang-froid et une énergie admirables. Alors, redevenu soldat, à pied, le fusil à la main, faisant le coup de feu, il continua d'entraîner les débris de la grande armée, traversant encore Kowno et le Niémen, toujours combattant, marchant toujours après les autres et exposant cent fois sa liberté et sa vie pour ramener quelques Français de plus.

Cependant, Napoléon ayant réorganisé, non sans peine, son armée, en partie détruite, et étant rentré en campagne, Ney, à la tête du 3e corps, franchit la Soale (avril 1813), culbuta l'ennemi au défilé du Poserna, décida de la victoire de Lutzen en soutenant seul pendant six heures le choc de toute l'armée coalisée, prit part à la bataille de Bautzen, tourna la position de l'ennemi par sa marche au delà de la Sprée, enleva, à la baïonnette le village de

Préélitz et marcha sur Wurscher, pendant que les coalisés, qui avaient perdu 18,000 hommes, battaient en retraite. Bientôt, chargé des 3e, 5e et 7e corps, il s'avança en Silésie et entra à Breslau, où un armistice, qui venait d'être signé, lui permit de soigner la blessure qu'il avait reçue à Lutzen.

De nouveau, la guerre ayant recommencé, Napoléon appela Ney de Silésie, où l'armée, privée de son chef, ne tarda pas à être vaincue, et celui-ci contribua à la victoire de Dresde. Malheureusement, il fut battu à Dennewith par Bernadotte, qui lui fit 10,000 prisonniers et lui enleva vingt-cinq canons.

On sait que l'invasion de la France s'en suivit bientôt après la défaite de Leipzig (où l'on a calculé qu'il fut tiré 117,000 coups de canon !) Ney montra autant d'activité que d'intrépidité ; mais ce fut en vain qu'avec 53,000 hommes à peine, disséminés sur un grand espace, il essaya de lutter contre une masse de 300,000 hommes : les alliés entrèrent à Paris (31 mai 1814), et le Sénat prononça la déchéance de Napoléon.

Choisi alors par Napoléon avec le duc de Vicence et le duc de Torente pour négocier de la paix au nom de Marie-Louise, Ney obtint avec eux et Marmont, que tous trois avaient

prié de les accompagner, une audience de l'empereur Alexandre, qui demanda une abdication absolue, que Napoléon accepta.

Hélas! pourquoi faut-il avoir à continuer? Lorsque le 4 avril, le comte d'Artois entra à Paris, Ney, au lieu de se retirer dignement dans la retraite, accourut au-devant du prince émigré, et, se faisant l'interprète des généraux de la Révolution, il osa lui adresser ces paroles qu'il devait si peu tenir. « Monseigneur, nous avons servi avec zèle un gouvernement qui nous commandait au nom de la France. Votre Altesse Royale et Sa Majesté verront avec quelle fidélité et quel dévouement nous saurons servir notre roi légitime. » Alors, nommé successivement, par Louis XVIII, commandant en chef du corps royal des cuirassiers, des dragons et des chevau-légers lanciers de France, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, gouverneur de la 6e division militaire et pair de France, Ney se rendit aux réceptions de la cour avec sa femme; mais celle-ci, dont la mère avait été femme de chambre de Marie-Antoinette, ayant été en butte au mépris et aux vexations de l'ancienne noblesse, Ney quitta bientôt Paris et se retira dans sa terre des Coudreaux, près de Châteaudun.

C'est là que, le 6 mars 1815, il reçut du ma-

réchal Soult, ministre de la guerre, l'ordre d'aller prendre le commandement de la 6e division militaire à Besançon. En passant à Paris, il apprit le débarquement de Bonaparte à Cannes, et le maréchal Soult lui annonça qu'on l'avait chargé d'arrêter Bonaparte et qu'on lui ferait savoir à Besançon la conduite à tenir. Il accepta et alla même, dit-on, trouver Louis XVIII pour lui dire « qu'il lui ramènerait Bonaparte dans une cage de fer ». A Besançon, il apprit que le comte d'Artois, frère du roi, s'était rendu à Lyon et y avait pris le commandement des troupes. Il lui avait écrit pour lui demander d'être à l'avant-garde, quand il apprit l'armée de Bonaparte à Grenoble. Il transporta alors son quartier-général à Lons-le-Saulnier ; puis, là, recevant la nouvelle de l'entrée de Bonaparte à Lyon, il concentra ses troupes et donna des ordres à ses généraux, et, comme un officier d'ordonnance lui avançait que les soldats criaient : « Vive l'empereur ! » et allaient se mutiner : « Il faudra bien qu'ils se battent ! dit-il. Je prendrai moi-même un fusil de la main d'un grenadier, j'engagerai l'action et je passerai mon sabre au travers du corps du premier qui refusera de me suivre ! »

Cependant, ayant appris que Bonaparte se

voyait acclamé partout, Ney était tombé dans l'irrésolution, quand, la nuit du 13 au 14 mars, des émissaires de Bonaparte vinrent le trouver et lui déclarèrent faussement que le retour de Napoléon s'opérait de concert avec l'Angleterre et l'Autriche, ajoutant que ses soldats allaient l'abandonner. Ébranlé, Ney consulta les généraux Lecourbe et Bourmont, qui lui conseillèrent d'abandonner la cause royale. Oubliant alors toutes ses promesses, toutes ses bruyantes protestations, Ney se décida à se prononcer pour le parti triomphant. Aussitôt, il donna l'ordre de réunir les troupes sur la place de Lons-le-Saunier, le matin même, et, à l'heure fixée, au milieu d'une foule énorme, il tira son épée, et, d'une voix forte, il lut une proclamation en faveur de Bonaparte, qui lui avait été laissée par les émissaires de celui-ci. De toutes parts éclatèrent des acclamations frénétiques. Mais, rentré chez lui, Ney eut des improbateurs. Il est vrai qu'ayant réuni les généraux dans un dîner de circonstance, tous (un seul n'avait pas accepté) lui donnèrent raison. Ainsi fortifié, il quitta Lons-le-Saulnier dans la nuit du 14, pour se rendre à Autun, puis à Auxerre, suivant l'ordre de Bonaparte. Ce fut dans cette dernière ville qu'il rencontra celui-ci. Ney voulut lui lire une sorte de mani-

feste où il lui expliquait sa conduite et où il faisait ses réserves ; mais Bonaparte ne le lui permit pas, et, le lendemain seulement, il put lui faire connaître ses sentiments dans une lettre où il lui disait : « Je vous somme de ne plus prendre les armes que pour maintenir nos frontières, de ne plus les dépasser pour aller tenter au loin d'inutiles conquêtes : à ces conditions, je me rends à vous pour préserver mon pays des déchirements dont il est menacé ! » Pour se débarrasser d'un pareil raisonneur, Bonaparte l'envoya inspecter les troupes sur toute la ligne des frontières du nord-est. A quelques semaines de là, le 1er juin, ayant réuni solennellement le corps électoral au champ de Mai, et apercevant Ney, qui n'avait pas reparu aux Tuileries, Bonaparte lui dit : « Je croyais que vous aviez émigré. — J'aurais dû le faire plus tôt, répliqua le maréchal ; maintenant, il est trop tard. » Malgré sa défiance, cependant, Bonaparte nomma le lendemain Ney membre de la Chambre des pairs, puis lui donna le commandement du 1er et du 2e corps de l'armée.

Ney partit, et, quelques jours après, il se trouvait en face de l'ennemi et combattait héroïquement aux quatre-Bras et à Waterloo, où, voyant tout perdu, il chercha vainement la

mort à travers la mitraille, ayant cinq chevaux tués sous lui, criant à ses soldats : « Venez voir comment meurt un maréchal de France sur un champ de bataille ! » et à Drouet d'Erlon : « Est-ce que tu ne te fais pas tuer, toi ? »

Rentré à Paris, après le désastre, Ney, au lieu d'essayer de relever les courages abattus, osa dire en plein Sénat : « Il ne nous reste plus qu'à entamer des négociations. Il faut rappeler les Bourbons, et, moi, je vais prendre le chemin des Etats-Unis. » Enfin, le 3 juillet, le gouvernement signait une capitulation dont l'article 12 sauvegardait tous les citoyens. Ney jugea néanmoins prudent de quitter Paris le jour même où les alliés y entrèrent, et il se dirigea vers la Suisse. Il était dans un petit village d'eaux thermales nommé Saint-Alan, quand il apprit par une lettre de sa femme, qu'en vertu de l'ordonnance rendue par Louis XVIII, il allait être traduit devant un conseil de guerre avec dix-neuf généraux et officiers supérieurs « pour avoir trahi le roi et s'être emparé du pouvoir par violence ». Ne se croyant pas en sûreté, Ney alla se réfugier chez un des parents de sa femme, au château de Bessonis dans le Lot. C'est là qu'une imprudence inconcevable vint le faire prendre.

Il avait laissé dans le salon du château le

sabre turc que lui avait donné Bonaparte. Ce sabre fut vu par un visiteur, un habitant d'Aurillac, qui, au retour à la ville, en parla, et la chose alla jusqu'au préfet. Celui-ci prévint son collègue (car Bessonis n'est pas dans le même département), et le 5 août, au matin, on annonça à Ney la présence des gendarmes aux portes du château. Il pouvait fuir, il ne le voulut pas; au contraire, ouvrant la fenêtre, il cria: « Que voulez-vous? — Nous cherchons le maréchal Ney, répondit le chef des gendarmes. — Que lui voulez-vous? — Nous venons l'arrêter. — Alors, montez: je vais vous le faire voir. » Et les gendarmes étant montés, le maréchal ouvrit sa porte et dit: « Je suis le maréchal Ney. »

Il fut conduit à Aurillac, et le 10 août, sur des ordres reçus du gouvernement, transféré à Paris. Une ordonnance institua un conseil de guerre pour le juger; mais, conformément aux conclusions de Berryer père, son avocat, le tribunal se déclara incompétent, vu la qualité de pair qu'avait Ney. Le lendemain, Louis XVIII déférait à la Chambre des pairs le jugement du maréchal Ney, et le 4 décembre, les débats s'ouvraient. Après six heures de délibération, la Chambre rendit un arrêt qui condamnait Ney à la peine de mort.

C'était en son absence. Quand le secrétaire se présenta à la prison du Luxembourg pour lui lire l'arrêt, Ney dormait. Réveillé, il écouta gravement, et, comme on énumérait tous ses titres : « Passez, interrompit-il ; dites : Michel Ney et bientôt un peu de poussière. »

Le lendemain matin, 7 décembre, après avoir reçu les adieux de sa femme et de ses enfants, il fut conduit en voiture au lieu de l'exécution, avenue de l'Observatoire. Le chef du peloton d'exécution lui offrit de lui bander les yeux. « Ignorez-vous, dit-il, que depuis vingt-cinq ans, j'ai l'habitude de regarder en face les balles et les boulets ? » Il ôta son chapeau de la main gauche, et, posant sa main droite sur sa poitrine, il s'écria : « Soldats, droit au cœur ! » Il tomba frappé de dix balles à la poitrine, trois à la tête et au cou et une dans le bras : il était mort.

Après la révolution de Juillet, Louis-Philippe fit mettre la statue du maréchal Ney au musée de Versailles, et, d'après un décret de la République de 1848, on lui en éleva une au lieu même où il avait été fusillé.

XXVIII

DAVOUT



Auerstadt.

XXVIII

DAVOUT

Louis-Nicolas Davout, qu'il ne faut pas confondre avec le général de cavalerie Davoust, mort dans la campagne d'Egypte, naquit à Annoux (Yonne), le 10 mai 1770. Issu d'une famille noble mais pauvre, le futur prince d'Eckmühl entra, en 1785, à l'Ecole militaire de Paris, et il en sortit, trois ans après, avec le

grade de sous-lieutenant au régiment de Champagne (cavalerie), où il consacra ses loisirs à l'étude; ce qui fit dire à son oncle, major dans le même régiment : « Mon neveu Davout ne fera jamais rien ; il ne sera jamais un militaire. Au lieu de travailler sa théorie, il s'occupe de Montaigne, de Rousseau et d'autres farceurs ».

Quoi qu'il en soit, quand éclata la Révolution, Davout alors en garnison à Hesdin en embrassa les principes avec ardeur, et il eut l'occasion de montrer ses opinions. Le régiment dont il faisait partie ayant offert un banquet à un régiment de passage, un officier noble porta ce toast : « Je propose une santé que nous avons tous dans le cœur, bien que, dans ces temps de liberté, on ne nous permette pas de la porter, et je me flatte qu'il n'y pas parmi nous de j...-f... qui en propose une autre : à la santé du roi ! » Davout, sur qui tous les regards s'étaient portés, se leva et dit froidement : « C'est moi, messieurs, qui suis le j...-f... dont monsieur a voulu parler. A la santé de la nation ! »

L'affaire n'eut pas de suites; mais, peu après, une révolte ayant éclaté dans le régiment, Davout en fut considéré comme l'auteur et envoyé en disponibilité. Heureusement, ce ne fut

pas pour longtemps : on le rappela bientôt dans l'Yonne pour organiser les bataillons de volontaires. Élu lieutenant-colonel dans le 3e bataillon, il servit dans l'armée du Nord, sous les ordres successifs de La Fayette, de Kilmain, de Custine et de Dumouriez, qu'il poursuivit inutilement lors de la trahison de ce général.

Exclu de l'armée en 1793, à cause de son origine noble, il fut réintégré dans les cadres en 1794 et nommé général de brigade pendant le siège de Luxembourg. Passant alors à l'armée du Rhin, sous Pichegru, il prit part à l'affaire de Manheim, où il fut fait prisonnier. Ayant été mis en liberté sur parole, il se retira quelque temps dans sa famille, et profita de son inaction forcée pour étudier l'art militaire.

Au bout de quelques mois, Davout rejoignit l'armée du Rhin, commandée par Marceau ; puis, il prit part à l'expédition d'Egypte, où il se signala par son intrépidité et fut le seul général qui refusât de signer, après le départ de Bonaparte, la capitulation du Caire.

Revenu ensuite en France, avec Desaix, Davout fut, en 1800, envoyé en Italie avec le grade de général de division ; puis, rappelé de Paris par Bonaparte, il reçut, avec la direction

du camp de Bruges, le commandement du troisième corps de l'armée d'Angleterre. Il avait été nommé maréchal en 1804, quand, l'année suivante, il ouvrit la campagne du Rhin à la tête de son corps, qui formait l'aile gauche de la grande armée, et enleva aux prussiens, en quelques jours, cent-quatre-vingt-onze pièces de canon; ce qui lui valut le grand cordon de la Légion d'honneur et le titre de général des grenadiers à pied de la garde.

Davout fut ensuite de la nouvelle campagne contre la Prusse (1806), où il gagna la sanglante bataille d'Auerstadt. Alors, profitant de la proximité de la Pologne, il encouragea, parmi les libéraux de cette nation, un mouvement indépendant; mais un soulèvement de la Prusse le fit manquer. Abandonnant malgré lui ce malheureux peuple polonais, il reprit la campagne et se couvrit de gloire à Eylau, à Friedland, à Tilsitt.

Davout avait été investi depuis un an du gouvernement de la ville et du duché de Varsovie, quand, en 1808, il fut accusé d'avoir voulu reconstituer à son profit la royauté polonaise, et Napoléon eut la faiblesse de prêter l'oreille à ces calomnies. Justement froissé, Davout remit au roi de Saxe le gouvernement de Varsovie et alla reprendre son service dans

la guerre déclarée à l'Autriche. Il était à Eckmühl où, avec deux divisions, il lutta pendant trois jours contre l'armée autrichienne entière et la força à la retraite. Quand la paix eut été signée, à Vienne en octobre 1809, il resta chargé de la garde de Hambourg et du blocus des côtes du Nord. De plus, Napoléon lui confia l'écrasante mission d'organiser la grande armée destinée à l'expédition de Russie, une armée de 600,000 hommes!

Cette expédition s'ouvrit (1812). Davout, qui en avait prévu l'échec et les suites fatales, ne put que conjurer, par sa valeur, sa fermeté, son dévouement, les malheurs qui attendaient nos soldats, payant de sa personne à tout instant, surtout dans la désastreuse retraite où la grande armée devait comme disparaître. Cela ne l'empêcha pas de se voir enlever son commandement, qui fut transféré à Ney. Il retourna s'enfermer dans Hambourg, qu'il défendit contre les Russes, et qu'il ne leur remit qu'en 1814, sur un ordre formel et authentique de Louis XVIII.

A son retour en France, très mal accueilli par le roi, qui lui signifia l'ordre de se retirer immédiatement dans sa terre de Savigny, Davout se borna à publier un Mémoire justicatif très digne et très concluant.

Appelé par Napoléon aux Cent-Jours, il fut chargé d'organiser une armée et de préparer la défense nationale ; mais ayant émis des conseils qui déplurent à l'empereur, il se vit préférer Grouchy pour le commandement de l'aile droite à la bataille de Waterloo. Il n'en essaya pas moins de remonter l'esprit de Napoléon ; mais ce fut en vain : l'heure suprême de l'empire était arrivée.

Après le départ de l'empereur pour la Malmaison, départ qu'il avait conseillé, Davout proposa la résistance au gouvernement provisoire ; mais Carnot démontra l'inutilité de la lutte, et il dut s'incliner. Cependant, devant l'insolence croissante des alliés, Davout voulut leur prouver que la France n'était pas morte encore. Il sortit avec une poignée d'hommes et alla exterminer, entre Verrières et Versailles, plusieurs régiments prussiens ; puis il attendit le signal de la bataille générale. Ce signal ne vint pas : on lui envoya, au contraire, l'ordre de traiter, et, la mort dans le cœur, il dut signer la convention de Saint-Cloud.

Pour toute récompense, Davout fut accusé par tous les lâches qui avaient trahi. Il se démit alors du ministère de la guerre qu'on lui avait donné, et il se retira, avec les débris

de notre armée, derrière la Loire, emportant prudemment avec lui les trésors du Musée d'artillerie, les dessins topographiques et les plans en relief des places fortes, dont les souverains alliés lui demandèrent en vain la remise.

Enfin, négociant le ralliement de l'armée de la Loire au gouvernement des Bourbons, en sauvegardant les intérêts de ses compagnons d'armes, dont il se sépara le cœur brisé, Davout vint à Paris se dévouer à la défense de Ney. Louis XVIII lui répondit en lui supprimant son titre de maréchal, avec tous ses traitements, et en l'exilant à Louviers. En 1817 seulement, Davout fut réintégré dans ses titres ; mais il garda si peu rancune, qu'il accepta, en 1819, une place à la Chambre des Pairs, où, d'ailleurs, il fut du parti libéral.

Tant de travaux et de douleurs, cependant, avaient brisé Davout. La mort de sa fille fut le dernier coup. Il ne lui survécut que peu de temps, et mourut à Paris, le 3 juin 1823.

Chose étrange! les défiances de la Restauration ne cessèrent pas devant le cercueil de Davout. Les invalides ayant assisté au convoi, malgré les défenses du gouverneur, le gouvernement résolut de les punir en les chassant de leur refuge, si chèrement acheté pourtant.

Il fallut que la maréchale Davout fit trève à sa douleur et allât le lendemain de l'enterrement, solliciter elle-même le pardon des « insoumis », pardon qu'on n'osa pas lui refuser !

XXIX

BEAUHARNAIS

XXIX

BEAUHARNAIS

Eugène de Beauharnais, connu sous le nom de prince Eugène, naquit à Paris en 1781. Son père était le vicomte Alexandre de Beauharnais, qui devait périr sur l'échafaud, en 1794, et sa mère, Joséphine Tascher de la Pagerie, qui devait devenir la femme de Bonaparte. Après avoir été un instant apprenti menuisier après la mort de son père, dont les biens avaient été confisqués, le jeune Beauharnais entra dans l'état-major du général Hoche. Peu de jours après, il se présenta, dit-on, devant Bonaparte pour réclamer l'épée de son père, laissée lors du désarmement qui venait d'avoir lieu à la suite de l'affaire du 8 vendémiaire, et il amena par cette démarche la première entrevue entre sa mère et le futur empereur.

Cette anecdote est contestée ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que Beauharnais entra bientôt dans les guides de Bonaparte, devenu son beau-père (1796). Presque aussitôt, il passa en Italie, où, après le traité de Campo-Formio, il fut chargé d'une mission à Corfou, et, à son retour, il faillit périr à Rome dans l'émeute populaire qui coûta la vie à Duphot.

Lors de l'expédition d'Egypte, Beauharnais suivit Bonaparte comme aide de camp, montra autant d'intelligence que de bravoure et fut blessé à Saint-Jean-d'Acre. Revenu en France en même temps que Bonaparte, il fut nommé bientôt capitaine de la garde, chef d'escadron à Marengo, général de brigade en 1804, et, après l'avènement de l'empire, élevé au titre de prince français et à celui d'archi-chancelier d'Etat. Fait vice-roi d'Italie en 1805, il alla gouverner, à vingt-quatre ans, un royaume, formé de lambeaux ayant appartenu à l'Autriche, au Piémont, à la république de Venise, au pape, au duché de Modène, et où tout était à créer. Il est vrai que Napoléon mit près de lui, Méjan, qui fut le principal organisateur et administrateur du nouveau royaume, et que Masséna le seconda de ses conseils.

La guerre de 1805 avec l'Autriche, terminée par la bataille d'Austerlitz avait eu pour résultat

d'augmenter le royaume d'Italie des États possédés par l'Autriche dans la péninsule, quand, le 16 janvier 1806, Napoléon fit marier le prince Eugène avec la fille de l'électeur de Bavière, élevé au rang de roi, et, deux jours après, il l'adopta solennellement devant le Sénat en déclarant qu'à défaut de descendant direct, il entendait placer sur sa tête la couronne d'Italie.

Le vice-roi profita des trois années de tranquillité que lui procura la paix de Presbourg pour développer la prospérité de son royaume. Il fit compléter le système de défense de Mantoue, Peschiera, etc., tracer des routes, creuser des canaux, dessécher des marais. En même temps, il établit une administration des ponts-et-chaussées, réorganisa la justice, à l'imitation de la France, mit en vigueur le Code Napoléon, ainsi que nos autres codes. Enfin, il reconstitua l'instruction sur de nouvelles bases, établit de nombreux collèges dans les grandes villes, un Conservatoire de musique à Milan, créa le muséum de Brescia, augmenta les établissements de bienfaisance, améliora le régime des prisons, mit une armée sur pied et organisa une flotille.

Les hostilités ayant recommencé entre l'Autriche et la France (1809), une armée de

100,000 hommes, sous les ordres de l'archiduc Jean, s'avança contre l'Italie. Le vice-roi, qui pouvait à peine mettre en ligne 60,000 soldats et à qui Napoléon avait ordonné de garder la défensive, se mit à la tête de son armée et la concentra derrière le Tagliamento. Rencontrant bientôt les Autrichiens à Sacile, il fut complètement battu ; mais il reprit bientôt l'offensive et remporta des avantages successifs, à la Piave, à Saint-Daniel, etc. Il marcha ensuite sur Vienne pour opérer sa jonction avec la grande armée, remporta, le 4 juin 1809 la victoire de Roole, que Napoléon appela « la petite-fille de Marengo », et, après avoir rejoint l'armée de Napoléon, il prit une part glorieuse à la bataille de Wagram.

Quelque temps après, appelé à Paris pour préparer sa mère à la dissolution de son mariage avec l'empereur, le prince obéit, mais refusa toute faveur nouvelle.

Parti pour la campagne de Russie, avec le commandement d'un corps, il contribua aux succès d'Ostrowno, de Mohilow et prit une part glorieuse à la bataille de la Moskowa. Resté après le départ de Napoléon, il prit à Posen le commandement des débris de l'armée, les ramena jusqu'à Magdebourg, commanda l'aile gauche à Lutzen, remporta encore divers avan-

tages et mérita cet éloge de l'empereur : « Dans cette guerre, nous avons tous commis des fautes; Eugène est le seul qui n'en ait pas fait ».

Cependant, le prince Eugène fut bientôt envoyé en Italie pour organiser la défense et se mettre à la tête d'une armée entre l'Adige et la Piave. C'est là qu'à la tête de 35,000 hommes, il arrêta pendant deux mois une armée de 60,000 Autrichiens. Malheureusement, la défection de la Bavière survenant, puis, bientôt la trahison de Murat, le vice-roi dut replier sur le Mincio. Enfin, après avoir remporté, le 10 février, une dernière victoire, qui devait couronner sa carrière militaire, il vit s'évanouir son royaume d'Italie avec l'empire de Napoléon.

Il était retiré à la cour de son beau-père le le roi de Bavière, qui le créa duc de Leuchtemberg et prince d'Eichstadt, quand il fut frappé d'une apoplexie, qui l'emporta (1824).

XXX

BUGEAUD



Bataille d'Isly.

XXX

BUGEAUD

Thomas-Robert Bugeaud de la Piconnerie naquit à Limoges en 1784. Entré à vingt ans comme grenadier dans les vélites de la garde impériale, il fut nommé caporal à Austerlitz et lieutenant l'année suivante.

Il fit les campagnes de Prusse et de Pologne ; puis, il passa en Espagne, où il gagna le grade de colonel. Aux Cent-Jours, avec 1,700

hommes, il tint tête à 10,000 Autrichiens et les mit en fuite après dix heures de combat.

Licencié en 1815 par les Bourbons, Bugeaud se retira dans sa propriété d'Excideuil et s'occupa d'agriculture. Remis en activité après la révolution de Juillet, il fut bientôt nommé maréchal de camp ; puis, il entra à la Chambre des Députés, où il se fit une réputation particulière par ses interruptions et ses provocations à l'opposition. En même temps, il affectait un dévouement sans bornes à la nouvelle monarchie, ce qui lui valut la triste mission de garder la duchesse de Berry à la citadelle de Blaye. Une allusion à cette affaire ayant été faite à la Chambre par le député Dulong, Bugeaud le provoqua en duel et le tua.

Survint bientôt l'insurrection d'avril 1834. Bugeaud la réprima d'une façon impitoyable ; mais nous devons dire qu'il a repoussé depuis la responsabilité du massacre de la rue Transnonnain.

Passons, pour arriver avec lui en Afrique, où il acquit sa véritable gloire en augmentant et en consolidant nos conquêtes de 1836 à 1840.

Nommé alors gouverneur de l'Algérie, il introduisit d'importantes modifications dans les manœuvres et la tactique, poursuivit les Arabes vigoureusement, étendit nos posses-

sions, fit de louables efforts pour la colonisation et gagna sur les Marocains la célèbre bataille d'Isly, qui lui valut le titre de duc (24 juillet 1844).

Il avait reçu le bâton de maréchal en 1843, quand, le 24 février 1848, il fut chargé du commandement de l'armée de Paris ; mais il ne put sauver la monarchie, quoiqu'il eût prétendu venir à bout de l'insurrection avec « quatre hommes et un caporal ». Il se consola en offrant son épée à la République et en acceptant peu après du président Louis Bonaparte le commandement en chef de l'armée des Alpes.

Bien qu'il eût été envoyé à l'Assemblée législative par le département de la Charente-Inférieure, il ne comptait plus que comme souvenir, quand le choléra vint et l'emporta, à Paris, en 1849.

On a élevé au maréchal Bugeaud une statue à Alger, et une autre à Limoges, sa ville natale. Il a laissé plusieurs écrits où il mêle la colonisation à l'art militaire ; de là, sans doute, sa devise : *Ense et aratro* (par l'épée et par la charrue.)

Maintenant, le mot de la fin, et c'est le cas de le dire, puisque Bugeaud termine les *Hommes de guerre*. Un matin, en Afrique, le maréchal est réveillé soudain par un aide de

camp, qui lui annonce une attaque de l'ennemi. Il se lève aussitôt, et ne prenant que le temps de passer son uniforme et ses armes, il s'élance à cheval, coiffé de son bonnet de coton qu'il avait gardé. On juge de l'effet du *casque à mèche* sur les soldats ! Ils improvisèrent sur-le-champ le *couplet* suivant qui se chante encore à l'armée et qui se *sonne* surtout par les clairons :

As-tu vu la casquette, la casquette?
As-tu vu la casquette au père Bugeaud?

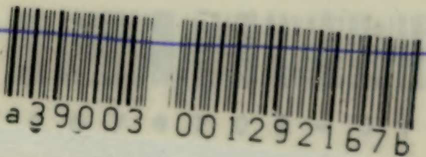


TABLE

Bertrand du Guesclin 1
Bayard 21
Crillon 37
Fabert 47
Turenne. 55
Condé 65
Les deux Créqui 73
Le maréchal Luxembourg. 81
Vauban 89
Catinat 95
Villeroi 103
Les deux Vendôme 109
Villars. 115
Le maréchal de Saxe 123
Le chevalier d'Assas. 135
La Tour d'Auvergne. 143
Kellermann. 155
Carnot. 165
Masséna 181
Kléber. 199

Championnet. 207
Jourdan. 215
Marceau 223
Hoche 239
Desaix. 255
Lannes. 265
Ney 275
Davout. 295
Beauharnais. 305
Bugeaud. 313

ÉVREUX. — IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY


a39003 001292167b

